

Séance plénière

du

JEUDI 27 AVRIL 2023

Après-midi

Plenumvergadering

van

DONDERDAG 27 APRIL 2023

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 22 et présidée par Mme Eliane Tillieux, présidente.
De vergadering wordt geopend om 14.22 uur en voorgezeten door mevrouw Eliane Tillieux, voorzitter.

La **présidente**: La séance est ouverte.
De vergadering is geopend.

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans le compte rendu intégral de cette séance ou son annexe.

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. U kan deze terugvinden op de webstek van de Kamer en in het integraal verslag van deze vergadering of in de bijlage ervan.

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance:
Aanwezig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering:
Alexander De Croo, Annelies Verlinden, Nicole de Moor.

01 Éloge funèbre – M. Charles-Ferdinand Nothomb **01 Rouwhulde – de heer Charles-Ferdinand Nothomb**

La **présidente** (*devant l'Assemblée debout*): Mesdames, messieurs, chers collègues, nous avons appris le décès, le mercredi 19 avril dernier, du ministre d'État Charles-Ferdinand Nothomb, président honoraire de notre Assemblée.

Avec Charles-Ferdinand Nothomb disparaît une personnalité hors pair qui aura marqué de son empreinte la vie politique belge pendant plus de trois décennies.

Cadet d'une famille de treize enfants, fils du sénateur Pierre Nothomb, descendant de Jean-Baptiste Nothomb, chef de gouvernement de 1841 à 1845, Charles-Ferdinand Nothomb eut le privilège de naître dans une famille où la politique a toujours été présente et où le besoin de servir est pour ainsi dire inné.

Après de brillantes études de droit et de sciences économiques, il servit comme fonctionnaire en Belgique, au Congo et à l'ONU, puis comme membre des cabinets des ministres Scheyven, de Stexhe et Wigny.

Pour diverse et étendue qu'elle ait été, l'activité de Charles-Ferdinand Nothomb n'a pas été dispersée. L'enseignement et la politique en furent en effet les axes principaux.

Après avoir exercé la présidence nationale des jeunes PSC de 1962 à 1965, il fit son entrée à la Chambre le 31 mars 1968 comme représentant de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne. Il sera élu à neuf reprises à la Chambre de 1968 à 1995, avant de siéger au Sénat jusqu'en 1999.

Président du PSC de 1972 à 1979, il participera à la formation de nombreux gouvernements dans les années septante. Son art légendaire et presque florentin de la négociation l'a souvent rendu incontournable.

Le 4 avril 1979, il devint président de la Chambre des représentants, fonction qu'il occupera jusqu'au 2 avril 1980. Après un bref passage au Parlement européen, il fut nommé ministre des Affaires étrangères dans les gouvernements Martens III et IV et Eyskens, de mai 1980 à décembre 1981. Nommé formateur par

le Roi en décembre 1981, Charles-Ferdinand Nothomb devint vice-premier ministre et fut chargé du portefeuille de l'Intérieur et de la Fonction publique dans le gouvernement Martens/Gol de décembre 1980 à novembre 1985.

Il conserva les mêmes fonctions dans le gouvernement Martens VI auxquelles s'ajouta la Décentralisation. Ce fut une période plus difficile car il fallut faire des économies et opérer des restructurations avec un budget réduit.

Nadat Charles-Ferdinand Nothomb opnieuw Parlements lid geworden was, volgde hij van 10 mei 1988 tot 21 mei 1995 Jean Defraigne op als voorzitter van onze assemblee.

Met zijn werkwijze, niet-aflatende daadkracht en ongebreidelde verbeeldingskracht was hij een gewaardeerd Kamervoorzitter.

Zo hebben we aan hem onder meer de rationalisering van de commissiewerkzaamheden, de versterking van de wetgevende diensten en de introductie van computertoepassingen te danken.

Hij effende eveneens de weg voor de ondersteuning van de parlementsleden, door het Bureau van de Kamer ertoe te overreden voor elke volksvertegenwoordiger in een individuele assistentie te voorzien.

Hij droeg er tevens toe bij dat het Parlement zowel efficiënter als toegankelijker werd, doordat hij de begrotingsprocedure op een meer orthodoxe leest schoeide en onze assemblee meer dan voorheen openstelde voor de burgers.

Als fervent aanhanger van een federaal Europa speelde hij een belangrijke rol tijdens de Europese Assisen in Rome in 1990, waar hij er met name voor pleitte om het democratisch deficit te reduceren en de betrekkingen tussen de nationale parlementen en het Europees Parlement te intensiveren.

Hij werkte mee aan de oprichting en de uitbouw van COSAC, de conferentie waarop twee keer per jaar vertegenwoordigers van de commissies voor Buitenlandse Betrekkingen van de nationale parlementen en een delegatie van het Europees Parlement bijeenkomen.

Voor hem was de Europese integratie een vanzelfsprekendheid, een must. De wijzigingen die aan ons Reglement aangebracht werden om de behandeling van Europese aangelegenheden door onze assemblee te bevorderen, vormen een concrete verwezenlijking van die zienswijze.

Sa présidence de la Chambre fut marquée par la chute du Mur et la réunification de l'Allemagne au sein de l'Union européenne et de l'OTAN, événement historique s'il en est. Selon lui, l'engagement européen et la loyauté atlantique n'étaient nullement contradictoires mais bien complémentaires.

Le Roi le nomma ministre d'État en 1995. En 1996, il exerça à nouveau pendant deux ans la présidence du PSC jusqu'en 1998. Après avoir quitté le parlement, Charles-Ferdinand Nothomb continua à prodiguer ses conseils à bon nombre de responsables politiques venus le consulter dans son fief d'Habay-la-Neuve.

Il resta également fort actif au sein d'un grand nombre d'associations servant les intérêts du Luxembourg, de la Grande Région et de l'Europe. Intelligent et réfléchi, à l'esprit curieux, il reprit en 2012 des études à l'UCL et y décrocha une licence en philosophie.

Charles-Ferdinand Nothomb était à la fois un "rural" et un "citadin". Un "rural" ancré dans le sol luxembourgeois, attaché aux vertus terriennes, telles que la régularité, la sobriété, l'équilibre, le sens de la tradition et de la fidélité. Mais il était également un "citadin" doté de tout ce que cela suppose de flexibilité, d'urbanité, d'adaptabilité et de fébrilité communicative.

Charles-Ferdinand Nothomb s'est totalement investi dans toutes les fonctions qu'il a assumées. Ce chef-né, qui a connu des réussites et quelques échecs, s'est toujours efforcé de faire régner une discipline de consentement plutôt que d'autorité, n'ayant en vue que l'intérêt général.

Charles-Ferdinand Nothomb nous a toujours impressionnés par la force de ses convictions, son aptitude

inépuisable à l'enthousiasme et son grand amour de la vie. En votre nom, j'ai présenté les condoléances émues de notre Assemblée à sa famille dont je salue la présence parmi nous aujourd'hui.

01.01 Alexander De Croo, premier ministre: Madame la présidente, chers collègues, chère famille, chers proches, cette semaine, Charles-Ferdinand Nothomb nous a quittés, un homme au nom illustre dans l'Histoire de notre pays qui a su se faire un prénom.

Gedurende zijn lange carrière bekleedde hij de meest voorname functies: parlamentslid, minister, vice-eersteminister, partijvoorzitter en ook voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers. Op die manier heeft hij bijgedragen tot verschillende hoofdstukken uit onze politieke geschiedenis.

En des moments parfois tumultueux alors qu'il était aux responsabilités, ses valeurs démocrates-chrétiennes lui permirent de garder le cap. Fier d'être belge, c'était aussi un Européen convaincu.

Charles-Ferdinand Nothomb était également un amoureux de la nature. Il habitait rue du Paradis à Habay-la-Neuve, dans la province de Luxembourg.

Toujours gentleman, toujours à l'écoute, enclin au compromis, en politique, il avait un style bien à lui. Il n'a jamais cessé de s'émerveiller de la vie et de l'humain. D'ailleurs, à l'automne de sa vie, il avait entrepris – comme vous l'avez indiqué, madame la présidente – des études de philosophie.

C'est un grand homme politique que perd notre pays. Au nom du gouvernement, je tiens à exprimer tout mon soutien à ses proches.

La **présidente**: Nous observons une minute de silence à sa mémoire après l'hommage du gouvernement.

La Chambre observe une minute de silence.

De Kamer neemt een minuut stilte in acht.

02 **Ordre du jour**

02 **Agenda**

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 26 avril 2023, vous avez reçu un ordre du jour modifié pour la séance d'aujourd'hui.

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 26 april 2023 heeft u een gewijzigde agenda voor de vergadering van vandaag ontvangen.

Y a-t-il une observation à ce sujet? (*Non*)

Zijn er dienaangaande opmerkingen? (*Nee*)

En conséquence, l'ordre du jour est adopté.

Bijgevolg is de agenda aangenomen.

Questions

Vragen

03 **Samengevoegde vragen van**

- Vicky Reynaert aan Alexander De Croo (eerste minister) over "De situatie van Olivier Vandecasteele in Iran" (55003457P)
- Malik Ben Achour aan Alexander De Croo (eerste minister) over "De situatie van Olivier Vandecasteele" (55003473P)
- Els Van Hoof aan Alexander De Croo (eerste minister) over "De berichten uit Iran" (55003481P)
- Michel De Maegd aan Alexander De Croo (eerste minister) over "De stand van zaken met betrekking tot het overbrengingsverdrag tussen België en Iran" (55003469P)
- Jasper Pillen aan Alexander De Croo (eerste minister) over "De uitvoering van het overbrengingsverdrag tussen België en Iran" (55003482P)
- Peter De Roover aan Alexander De Croo (eerste minister) over "Het gesprek met de Iraanse president over het lot van Olivier Vandecasteele" (55003480P)

03 **Questions jointes de**

- Vicky Reynaert à Alexander De Croo (premier ministre) sur "La situation d'Olivier Vandecasteele en Iran" (55003457P)
- Malik Ben Achour à Alexander De Croo (premier ministre) sur "La situation d'Olivier Vandecasteele" (55003473P)
- Els Van Hoof à Alexander De Croo (premier ministre) sur "Les informations en provenance d'Iran" (55003481P)
- Michel De Maegd à Alexander De Croo (premier ministre) sur "Les suites données à la convention de transfèrement entre la Belgique et l'Iran" (55003469P)
- Jasper Pillen à Alexander De Croo (premier ministre) sur "L'exécution de la convention de transfèrement conclue avec l'Iran" (55003482P)
- Peter De Roover à Alexander De Croo (premier ministre) sur "L'entretien avec le président iranien sur le sort d'Olivier Vandecasteele" (55003480P)

03.01 Vicky Reynaert (Vooruit): Mijnheer de eerste minister, twee weken geleden werd onze landgenoot Olivier Vandecasteele overgebracht naar de beruchte Evingevangenis in Teheran. Zijn familie meldt ons dat zijn toestand heel snel achteruitgaat. Hij heeft ondraaglijke spier- en zenuwpijnen, hij kan niet eten en slapen, hij kan zelfs niet meer rechtstaan. Psychologisch is die situatie een heel zware lijdensweg voor hem en zijn familie.

Gisteren besloot het Iraanse regime om de druk op u en de regering op te voeren. Het vraagt de overlevering van Assadollah Assadi en voegt eraan toe dat de ruil nakend is. Niemand in ons land heeft zin om een veroordeelde Iraanse terrorist te ruilen voor een onschuldige man. Niemand van ons wil hieraan meewerken, maar in dat soort situaties bestaat er gewoon geen simpele of perfecte oplossing. Iedereen die doet alsof dat wel zo is, doet de waarheid geweld aan, ten koste van een onschuldige man. Vooruit accepteert niet dat anderen hiervan een politiek spel maken. Het gaat hier over leven en dood.

De situatie vraagt om moeilijke beslissingen en dus moet de regering blijven praten met het Iraanse regime, maar de tijd begint te dringen. De toestand van Olivier gaat achteruit. Zijn familie en vrienden vragen om duidelijkheid.

Mijnheer de eerste minister, praat u op het ogenblik met het Iraanse regime over de voorwaarden voor de overlevering van beide personen? Wat zijn de voorwaarden die u voor de overlevering van de heer Assadi zult vragen? Heeft Iran al voorwaarden gesteld voor de overlevering van Olivier Vandecasteele? Wat is de timing?

03.02 Malik Ben Achour (PS): Monsieur le premier ministre, la situation d'Olivier Vandecasteele évolue mais ne s'améliore pas. Elle ne s'améliore pas mais elle évolue. D'abord, le traité de transfèrement qui permettrait sa libération est entré en vigueur. Ensuite, hier, des informations du gouvernement iranien partagées par plusieurs agences de presse semblaient nous faire voir le bout du tunnel. Toutefois, ces informations ont très vite été démenties par la famille et par le gouvernement.

Et puis, ce matin, nous apprenions qu'Olivier serait sorti de l'isolement et qu'il aurait eu des contacts avec sa sœur. Il n'aurait cependant pas de matelas dans sa nouvelle cellule de 12 m², décrite comme ignoble, de sorte que nous comprenons pourquoi sa famille et son comité de soutien appellent à la prudence quant à l'interprétation de cette évolution.

Dans cette situation tragique, monsieur le premier ministre, il faudra certainement continuer à faire preuve d'un infini sang-froid. Il faudra aussi peut-être se préparer à ce que, cyniquement, cruellement, le régime iranien continue à souffler le chaud et le froid. Et face à ce risque, je tiens à réaffirmer, au nom de mon groupe, ma solidarité, ma fraternité et mon soutien à Olivier, à sa famille et à ses proches.

Après presque 450 jours d'une détention aussi absurde, je ne répéterai pas qu'il y a urgence. Sa vie est en jeu depuis trop longtemps. Je ne serai d'ailleurs pas beaucoup plus long. Je voulais juste vous remercier, vous et l'ensemble de notre gouvernement, pour vos efforts constants et déterminés pour libérer Olivier. Je voudrais également vous demander de nous éclairer sur ces informations qui se sont finalement avérées fausses. Merci de nous aider à démêler le vrai du faux, merci de nous éclairer sur ce qui est en cours et qui permettrait, nous l'espérons tous, la libération d'Olivier.

03.03 Els Van Hoof (cd&v): Mijnheer de premier, de schrijnende gijzeling en detentie van Olivier Vandecasteele laat niemand onberoerd, ook niet het Parlement. Het Iraanse regime overtreft zichzelf nog eens. Het is voor hen ruilen of levenslange opsluiting. Dat is de sinistere tactiek van het Iraanse regime.

Minister Lahbib deelde ons gisteren in de commissie mee dat om de overbrenging van Olivier Vandecasteele werd gevraagd. Iran neemt alvast de vlucht vooruit en heeft aangegeven dat er intussen sprake is van een gevangenenruil. We mogen echter niet meegaan in dat opbod, in die chantage en desinformatie van Iran. We ondersteunen dan ook de vraag van minister Lahbib om hier discreet mee om te gaan om de zaak af te kunnen handelen. Cd&v vraagt daarom ook om de nodige sereniteit in het debat en om geen straffe uitspraken te doen die de onderhandelingen en detentieomstandigheden van Olivier Vandecasteele zullen bemoeilijken. Men mag de impact van boude uitspraken op zijn omstandigheden niet onderschatten.

We vertrouwen erop dat de Belgische diplomatie en alle ministers alles in het werk zullen stellen om zijn verschrikkelijke detentieomstandigheden te verbeteren en om hem uiteindelijk ook vrij te krijgen.

Staat de regering garant voor een discrete aanpak van het dossier ondanks de communicatie van Iran, dat weer de vlucht vooruit neemt?

03.04 Michel De Maegd (MR): Monsieur le premier ministre, nous ne souhaitons tous qu'une seule chose: la libération la plus rapide possible de notre compatriote Olivier Vandecasteele. Il est au cœur de nos préoccupations et des vôtres depuis, hélas, de nombreux mois. Sa libération s'impose au nom des valeurs démocratiques que nous défendons: le respect des libertés individuelles et le respect de l'État de droit. Ces principes ne peuvent souffrir d'aucun compromis.

Je le rappelle, Olivier Vandecasteele est détenu à la suite d'un simulacre de procès par un pays qui ne cesse de démontrer son absence d'intérêt pour ces valeurs, qui ne connaît que le chantage et la manipulation. La tentative de déstabilisation via la fausse information que l'Iran a fait circuler, hier, en témoigne à nouveau.

Je suis soulagé d'apprendre que les efforts de notre ministre des Affaires étrangères et de nos services diplomatiques ont permis, hier, une amélioration de ses conditions de détention. Vu son état de santé précaire, c'était impératif. Mais cela n'est bien sûr pas suffisant.

J'ai conscience, monsieur le premier ministre, de l'aspect éminemment délicat et sensible de ce dossier et du devoir de réserve qui s'impose à vous. Néanmoins, j'aimerais vous poser quelques questions précises.

Pouvez-vous faire le point sur le contact que vous avez eu personnellement ces derniers jours avec le président iranien? Quelles sont, à l'heure actuelle, les demandes concrètes qui sont formulées par Téhéran? Comment la Belgique peut-elle y répondre?

Par ailleurs, vous avez reçu une demande officielle de transfèrement de la part de l'Iran concernant M. Assadi. Pouvez-vous nous préciser quelles seraient les modalités juridiques de ce transfèrement?

03.05 Jasper Pillen (Open Vld): Mijnheer de premier, 428 eindeloze dagen onschuldig en eenzaam in kelders zonder ramen, 428 dagen met gebrek aan voedsel en de noodzakelijke medische verzorging, af en toe een matras, die dan willekeurig wordt afgenomen, bijna geen contact met de familie, amper bezoek van onze ambassade, 428 dagen van bijtende onzekerheid voor Olivier en zijn familie en vrienden in ons land. Dat is

onmenselijk en dat moet stoppen.

We herinneren ons allemaal de zeer moedige en serene getuigenis van Nathalie, de zus van Olivier, hier in het Parlement. Zelden was het hier zo stil, collega's.

Mijnheer de premier, we moeten er alles aan doen om onze landgenoot terug hier te krijgen. De afgelopen dagen kwam er verwerpelijk fakenieuws uit Teheran, over detentievoorwaarden met lekker eten en suites en over een akkoord over een mogelijke overbrenging. Dit toont alleen maar aan dat de normen en waarden van Brussel en Teheran compleet anders zijn. De enige reden waarom ze op die manier communiceren, is om ons uit elkaar te spelen. Gaan we dat toelaten van het regime in Teheran, collega's?

Mijnheer de premier, wat zult u concreet doen? Kunt u klaarheid scheppen in het fakenieuws dat ons de laatste dagen heeft bereikt?

03.06 Peter De Roover (N-VA): Premier, het lot van Olivier Vandecasteele laat niemand onberoerd. Hij moet onvoorwaardelijk vrijkomen, daarover kan geen discussie bestaan. Vele collega's hebben gezegd dat dit proces in volle discretie moet kunnen gebeuren. Dat is dan ook de reden waarom ik u hier daarover geen vraag stel. Ik denk namelijk dat u niet in de mogelijkheid verkeert om daarover meer dan algemeenheden te vertellen.

Ik wil het echter hebben over een ander luik. Er wordt immers ten onrechte de indruk gewekt dat wij een ruilverdrag hebben afgesloten. Dat is echter niet waar, want wij hebben een overbrengingsverdrag afgesloten. Dat betekent dat de terechte overbrenging van de onschuldige Olivier Vandecasteele één zaak is en de eventuele overbrenging van de bijzonder schuldige terrorist Assadi een totaal andere zaak.

Het Grondwettelijk Hof heeft daar uitspraken over gedaan en heeft bijvoorbeeld gezegd dat bij een eventuele overbrenging van deze terrorist, die tot twintig jaar gevangenisstraf veroordeeld werd, de slachtoffers van dat terrorisme in dit proces moeten worden meegenomen. Zo kunnen deze slachtoffers dan juridisch alle mogelijkheden uitputten om het rechtsstatelijke beginsel dat een veroordeelde terrorist wel degelijk zijn straf moet uitzitten, te laten gelden. Onze gevoelens gaan niet alleen uit naar Olivier Vandecasteele, maar ook naar alle slachtoffers van het Iraanse terrorisme.

Mijn vraag gaat dus niet over de delicate aangelegenheid van Olivier Vandecasteele, want we moeten u immers vandaag niet vragen om hier op de tribune dingen te komen vertellen die dat proces bemoeilijken. Mijn vraag betreft de zaak Assadi. Zult u de uitspraak van het Grondwettelijk Hof daarover ten volle volgen? Zijn er contacten tussen u en Iran die dat onderdeel betreffen, volledig los van Olivier Vandecasteele?

03.07 Eerste minister Alexander De Croo: Geachte leden, u weet dat de regering alles in het werk stelt om de heer Vandecasteele zo snel mogelijk terug naar ons land te halen. Onze mensen werken daar letterlijk dag en nacht aan. Wij hebben ook zeer frequent contact met de familie van Olivier Vandecasteele, die door een zeer moeilijke periode gaat. Ik wil absoluut mijn respect betuigen voor de waardigheid waarmee zij door die moeilijke periode gaan.

In afwachting van de vrijlating pleiten wij er bij het Iraanse regime voor om de detentievoorwaarden van Olivier Vandecasteele significant te verbeteren. Hij wordt vandaag op een onmenselijke manier behandeld: hij slaapt en eet op de grond, hij heeft onvoldoende toegang tot geneeskundige zorg, hij wordt gemanipuleerd en continu gedestabiliseerd. Het licht gaat nooit uit in zijn cel.

Zowel ikzelf als minister van Buitenlandse Zaken Hadja Lahbib hebben telefoongesprekken gevoerd met onze Iraanse homologen. In mijn gesprek met president Raisi op 21 april 2023 heb ik aangedrongen op de onmiddellijke vrijlating van Olivier Vandecasteele en in afwachting daarvan op een significante verbetering van zijn detentievoorwaarden.

Le gouvernement a conclu un traité avec l'Iran pour ramener Olivier Vandecasteele en Belgique. Ce traité permet, sous certaines conditions, à des citoyens belges de purger leur peine en Belgique et à des citoyens iraniens de purger leur peine en Iran. Un tel accord n'a rien d'exceptionnel. La Belgique a de tels accords avec environ 70 pays, et pas uniquement des démocraties occidentales, loin s'en faut.

Ce traité a été validé par la Cour constitutionnelle et est entré en vigueur le 18 avril dernier. Ce même jour, la Belgique a officiellement demandé son application au cas d'Olivier Vandecasteele. Nous demandons son transfèrement immédiat dans notre pays.

Il est exact que l'Iran a officiellement demandé le transfèrement de M. Assadi vers l'Iran. Nous examinons actuellement cette requête.

Iran heeft de voorbije decennia een echte gijzelaarsdiplomatie ontwikkeld. Het arresteert onschuldige personen, veroordeelt ze tot lange gevangenisstraffen, soms zelfs tot de doodstraf, en probeert op basis daarvan via chantagetechnieken eigen voordeel af te dwingen.

Olivier Vandecasteele is een gijzelaar van Iran. Dat is verwerpelijk en eigen aan staatsterrorisme. Tientallen westerse onschuldigen verblijven op het ogenblik in Iraanse cellen in onmenselijke omstandigheden. Daarom raden wij reeds lange tijd en opnieuw ten stelligste af om naar Iran te reizen.

La manipulation et la désinformation font partie intégrante de la stratégie iranienne. Lorsque j'ai lu le rapport de l'agence de presse iranienne sur ma conversation téléphonique avec le président Raisi du 21 avril, j'ai eu l'impression qu'il ne s'agissait pas de la même conversation. Lors de cet entretien, j'ai demandé l'amélioration des conditions de détention de M. Vandecasteele et sa libération. Je n'ai pris aucun engagement. Même chose avec le communiqué hier, qui faisait état d'un échange imminent. Le ministre de la Justice Van Quickenborne l'a immédiatement démenti dans une déclaration. La ministre Lahbib a fait de même hier devant ce Parlement et la famille d'Olivier Vandecasteele a, elle aussi, réfuté cette information.

Aujourd'hui, je lis ce courrier dans lequel Olivier Vandecasteele affirmerait mener une vie confortable dans cette prison. Il n'en est rien. Notre ambassade l'a constaté à maintes reprises lors des visites à M. Vandecasteele. En 14 mois, le régime iranien n'a d'ailleurs autorisé que 8 visites consulaires; la dernière date du 13 mars de cette année, ce qui est inacceptable.

Beste collega's, willen wij Olivier Vandecasteele zo snel mogelijk naar ons land terughalen, dan moeten wij eensgezind zijn. Iran probeert continu ons te verdelen en ons tegen elkaar op te zetten. Laten wij dat Iran absoluut niet gunnen. Het betreft hier geen zaak van de regering tegen de oppositie, maar een waarbij wij allemaal samen een Belg proberen te redden.

Olivier Vandecasteele is onschuldig. Hij wordt gegijzeld. Zijn behandeling komt neer op regelrechte foltering. Dat is zo al 14 maanden. Wij moeten allemaal samen alles in het werk stellen om hem terug te halen naar België, zo snel mogelijk.

Ik ben ervan overtuigd dat de oppositie en de regering hierin kunnen samenwerken. Ik mag ervan uitgaan dat dat het geval is en dat wij allemaal samen er alles aan zullen doen om een onschuldig Belgisch mensenleven te redden. Een Belg die in gevaar is in het buitenland, kunnen wij niet aan zijn lot overlaten.

03.08 Vicky Reynaert (Vooruit): Mijnheer de eerste minister, ik dank u voor uw inspanningen en die van de Belgische regering om onze landgenoot levend thuis te krijgen. Ik begrijp dat u niet veel details kunt geven over uw gesprekken met Iran. Het is echter van belang dat het Iraanse regime niet te veel ruimte krijgt om onwaarheden te blijven verspreiden. Daarom moeten wij het onderwerp in het Parlement aan de orde blijven stellen.

U hebt gelijk, wij moeten eensgezind zijn. Wij mogen onze landgenoot niet in de steek laten. Wij wensen ook de familie van Olivier Vandecasteele alle sterkte toe.

03.09 Malik Ben Achour (PS): Monsieur le premier ministre, merci pour vos réponses, même si je comprends que vous deviez rester discret sur certains aspects du dossier. Néanmoins, je pense que ces réponses nous permettent d'y voir plus clair.

Nous connaissons le chemin; nous le connaissons depuis longtemps. Il n'y en a pas trente-six. Mais nous ne connaissons pas la longueur de ce chemin, et nous ne savons pas les obstacles qui vont continuer à s'y dresser.

À ce stade, en tout cas, dans ce Parlement, je trouve important que nous puissions marquer ensemble notre soutien à la cause d'Olivier, répéter notre solidarité envers ses proches, et rendre hommage aussi à leur incroyable courage.

Toute la Belgique est derrière nous pour vous soutenir dans vos efforts, monsieur le premier ministre, et nourrir concrètement l'espoir qu'une solution puisse être trouvée le plus rapidement possible.

03.10 Els Van Hoof (cd&v): Mijnheer de premier, bedankt voor uw antwoord. Het belang van Olivier en zijn familie staat voorop. We hebben hier inderdaad te maken met gijzelaarsdiplomatie. Amnesty International spreekt van een folterepidemie in de gevangenissen.

Met onze partij willen wij hierover alvast geen grote politieke uitspraken doen, want die helpen de zaak absoluut niet vooruit. Ik roep de collega's op om dat ook niet te doen, niet in de regering en evenmin in het Parlement. Als alle neuzen in dezelfde richting staan, dan geloven wij wel in die vrijlating. Wij supporteren alvast vanuit het Parlement voor discretie, maar ook voor rustige vastheid, want die helpen ons allen vooruit.

03.11 Michel De Maegd (MR): Monsieur le premier ministre, je vous remercie.

Chers collègues, n'oublions jamais dans cette pénible affaire que nous avons des pourparlers entre un État de droit et une dictature! Toute communication de l'Iran, on l'a bien compris, fait penser à une partie de poker menteur et au milieu de tout cela, il y a un otage innocent, Olivier Vandecasteele. Pour lui, pour ses proches, chaque jour qui passe est un jour de trop. C'est un calvaire supplémentaire infligé par l'Iran. Le traité de transfèrement sera-t-il la clé? L'histoire le dira. Seule certitude: l'horloge tourne!

Monsieur le premier ministre, il faut très rapidement trouver un complexe point d'équilibre entre la libération d'Olivier Vandecasteele, la sécurité nationale et celle de nos partenaires européens. Votre ministre de la Justice déclarait le 15 janvier dernier: "Nous allons réussir à ramener Olivier Vandecasteele d'Iran." Faisons alors tout ce qui est possible et même l'impossible pour passer de la parole aux actes, pour Olivier, pour sa famille, pour ses proches et pour les milliers de Belges qui se mobilisent maintenant depuis des mois!

03.12 Jasper Pillen (Open Vld): Mijnheer de premier, ik dank u en uw collega's voor de vele humanitaire en diplomatieke inspanningen. De situatie van Olivier Vandecasteele verbeteren op de korte termijn heeft nu inderdaad de hoogste prioriteit. Toch blijf ik erbij dat Olivier snel terug naar huis moet komen.

Sommigen blijven kritisch en dat is natuurlijk hun goed recht in een democratie. Dat is ook wat ons onderscheidt. Het onderscheidt het regime in Teheran van ons land, van de democratie hier in ons land. Politiek is soms ook moeilijke beslissingen nemen met een zwaar hart, tegen de zin, maar wel in het belang van een onschuldige man en zijn moedige, zeer ongeruste, zeer bange familie. Laten we dat vooral niet vergeten en laten we vooral ook eendrachtig blijven.

03.13 Peter De Roover (N-VA): Mijnheer de premier, u hebt gelijk dat de onvoorwaardelijke vrijlating van Olivier Vandecasteele ons hier bindt. Er is van alle zijden gewezen op het karakter van dat regime waar we mee te doen hebben. Dat betekent dat alles wat minder is dan een onvoorwaardelijke vrijlating voor een stuk tegemoetkomen is aan de chantage van dat regime, met alle potentiële gevolgen van dien voor de toekomst. Dat maakt het bijzonder moeilijk voor u om hierin te functioneren. Ik begrijp dat en heb daar ook alle respect voor.

Ik had wel graag een antwoord gekregen op mijn heel concrete vraag of de bepalingen van het arrest van het Grondwettelijk Hof door uw regering gevolgd zouden worden. Het is zelfs bijzonder dat we die vraag moeten stellen. Ik meen namelijk dat het evident is dat dit arrest wordt nageleefd. Ik reken erop dat dat ook gebeurt. Het verdrag dat we hebben goedgekeurd is door Ecolo-Groen goedgekeurd onder de strikte voorwaarde dat het Parlement daarbij betrokken wordt (...)

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

04 Vraag van Kim Buyst aan Alexander De Croo (eerste minister) over "De Noordzeetop over hernieuwbare energie en de klimaatuitdagingen" (55003458P)

04 Question De Kim Buyst à Alexander De Croo (premier ministre) sur "Le sommet de la mer du Nord sur les énergies renouvelables et les défis climatiques" (55003458P)

04.01 **Kim Buyst** (Ecolo-Groen): Mijnheer de eerste minister, als ik aan mensen vertel dat ik geboren ben in de zomer van 1976, is het standaardantwoord "die hete zomer". Erg uitzonderlijk zijn hete zomers echter niet meer. Die zomer was toen zo uitzonderlijk dat iedereen hem zich kon herinneren. Vandaag stond evenwel in *De Morgen* dat ons land de komende jaren heel wat hittegolven en extreme hittegolven zal kennen.

Ons land is niet voorbereid op die hitte en dus waarschuwen wetenschappers ervoor dat er meer doden zullen vallen. U weet net zo goed als ik dat de strijd tegen de klimaatcrisis onze topprioriteit moet zijn. Ook heel veel Belgen weten dat. Zij zetten zich dagelijks in voor de strijd tegen de klimaatcrisis: ze gaan met de fiets naar het werk, isoleren hun huizen, kopen lokaal en verwachten terecht dat ook de politiek zich inzet voor de klimaatcrisis.

Zolang de Groenen van de regering deel uitmaken, zullen wij ter zake vooroplopen. Ik verwijs naar het nieuwsfeit in de media van afgelopen maandag in Oostende, ook al kreeg het niet de aandacht die het verdiende. Minister Van der Straeten maakt namelijk samen met negen landen, namelijk Denemarken, Duitsland, Nederland, Luxemburg, Frankrijk, Ierland, Noorwegen en het Verenigd Koninkrijk, van onze Noordzee de grootste groene energiecentrale van Europa. Die centrale zorgt voor groene stroom voor 300 miljoen Europese gezinnen en voor een gigantische CO₂-daling.

Dat is niet alleen ecologisch interessant, maar ook economisch. Wij creëren immers heel wat jobs en duurzame jobs. België loopt voorop inzake windenergie. Onze windbedrijven worden wereldwijd gevraagd.

Mijnheer de eerste minister, u bent het denkkelijk met mij eens dat het om een heel belangrijk project gaat. Welke resultaten mogen wij verwachten tegen 2030?

04.02 Eerste minister **Alexander De Croo**: Mevrouw Buyst, dank u voor uw vraag.

De Noordzeetop geeft zeer goed aan op welke manier wij aan de gigantische uitdaging van de strijd tegen klimaatopwarming tegemoetkomen. Innovatie, technologie en regelgeving samen moeten ons helpen daarvoor een oplossing te vinden. Regelgeving, dat zijn bijvoorbeeld de Europese engagementen die wij hebben genomen om de uitstoot van CO₂ drastisch te verminderen, en voor innovatie en technologie hebben we in ons land een kader gecreëerd dat dat mogelijk maakt.

Toen wij begin de jaren 2000 in de Noordzee met windmolens begonnen te experimenteren, was niet iedereen ervan overtuigd dat hieraan financiële steun moest worden gegeven. Maar kijk waar wij vandaag staan! Geografisch zijn wij een kleinduimpje met een kust van 67 kilometer, wat verwaarloosbaar is vergeleken bij de andere aanwezige landen. Technologisch zijn wij echter absoluut een reus. Wij worden aangezien als een van de toonaangevende landen, vooral op het gebied van de bouw, de uitbating en het onderhoud van windmolenparken. Weinig landen hebben vandaag meer expertise. De top van Oostende is eigenlijk de bekroning van de historische keuzes die wij vroeger gemaakt hebben, en van de dynamiek die onze private sector op dat domein heeft ontwikkeld.

Ik vat de toekomst samen in twee woorden: de toekomst is aan elektriciteit die groener is en die onafhankelijker is. De afhankelijkheid van bijvoorbeeld fossiele brandstof uit bepaalde landen heeft ons in een onwaarschijnlijk moeilijke situatie gebracht. De Noordzee als groene-energiecentrale is voor ons de beste manier om onze industrie, onze welvaart, in Europa te behouden, volgens strenge regels, wat in het voordeel is van de rest van de wereld. Vandaar ook dat die activiteit hier moet blijven, want in andere landen zijn de regels lakser en dan is dat wereldwijd een slechtere zaak. Met de top hebben we een voorbeeld gegeven van wat we kunnen.

U sprak specifiek over de ambitie. We willen dat de windmolenparken op zee tegen 2030 meer dan 130 gigawatt produceren – dat is een enorme versnelling – en tegen 2050 meer dan 300 gigawatt. Ons land zal, ondanks het feit dat we klein zijn, absoluut zijn leidende rol daarin spelen.

04.03 **Kim Buyst** (Ecolo-Groen): Mijnheer de premier, ik dank u voor uw antwoord. Afgelopen maandag was

het in Oostende heel duidelijk een dag waarop we fier op ons land mogen zijn, fier omdat we vooroplopen, fier omdat ons land heel veel expertise heeft en duurzame jobs creëert.

Mijnheer de premier, collega's, we voeren in het Parlement veel debatten en verschillen van mening over heel wat onderwerpen. Dat is terecht en ook nodig, maar wat het aangehaalde dossier aantoon, is dat als men samenwerkt – groenen, liberalen, socialisten van negen verschillende landen – men echt een verschil kan maken en verandering teweeg kan brengen voor iedereen, voor elke Belg.

Laat dat mijn oproep zijn aan u en aan de vivalidregering. Dat is waar we voor moeten staan: dromen realiseren en resultaten boeken. Wij hebben nood aan meer Tinne Van der Straeten in de regering.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

05 **Samengevoegde vragen van**

- **Wouter Vermeersch aan Alexander De Croo (eerste minister) over "De belastingdruk die nergens ter wereld zo hoog is als in België" (55003460P)**

- **Joris Vandenbroucke aan Alexander De Croo (eerste minister) over "De hoge belastingdruk" (55003471P)**

05 **Questions jointes de**

- **Wouter Vermeersch à Alexander De Croo (premier ministre) sur "La pression fiscale nulle part au monde aussi élevée qu'en Belgique" (55003460P)**

- **Joris Vandenbroucke à Alexander De Croo (premier ministre) sur "La pression fiscale élevée" (55003471P)**

05.01 **Wouter Vermeersch (VB):** Mijnheer de premier, Laurette Onkelinx vroeg hier ooit applaus omdat België aan de wereldtop in het voetbal stond. Ik vermoed dat ik nu aan dit Parlement geen applaus voor de wereldtop belasting heffen moet vragen. Al 24 jaar maken de Vlaamse liberalen deel uit van zowat alle regeringen in dit land, en België is de absolute recordhouder in belastingen betalen geworden. Dan vragen ze zich in de Melsensstraat af waarom ze peiling na peiling wegzakken.

Een bestuurslid van de liberale studentenvereniging LVSV zei mij twee weken geleden nog dat liberalen onmogelijk voor Open Vld kunnen stemmen omdat onder het beleid van uw partij de belastingdruk en het overheidsbeslag alleen gestegen zijn. Ik stel samen met u vast dat de zogenaamde zelfverklaarde liberalen in dit Parlement de torenhoge belastingdruk vandaag opnieuw geen vraag waard vinden.

Volgens de OESO betaalt het Vlaamse volk ondertussen de hoogste taksen op arbeid, niet alleen van Europa, niet alleen van dit continent, maar van de hele planeet en wellicht van het ganse heelal. Meer nog, onder uw regering is het alleen nog erger geworden. De belastingdruk is de laatste jaren alleen gestegen, want Vivaldi is een onvervalste belastingregering. Bovendien wisten we al dat alleenstaanden nergens slechter af zijn dan in België, maar nu blijkt dat ook gehuwde koppels naar de absolute top van de belastingen gaan. Geen land doet het dus slechter dan België, dan u en uw regering.

In oktober kondigde u in uw beleidsverklaring aan dat de minister van Financiën tegen december met een gedetailleerde en ambitieuze fiscale hervorming zou komen. Niets bleek echter minder waar. De winter van 2022 werd ondertussen de lente van 2023 en omdat de lente ook maar niet op gang lijkt te komen, is er al sprake van deze zomer. Opnieuw het zoveelste uitstel dus.

Mijnheer de premier, hoe zit het nu? Wanneer mogen we die beloofde fiscale hervorming verwachten? Want we horen van uw regering veel geblaat, maar zien weinig wol.

05.02 **Joris Vandenbroucke (Vooruit):** Mijnheer de eerste minister, de OESO heeft bevestigd wat veel werkende Belgen elke maand ervaren, namelijk dat ze verschrikkelijk veel belastingen moeten betalen op hun inkomsten. Meer zelfs, heel veel mensen betalen te veel belastingen omdat sommigen te weinig bijdragen. Het hangt er immers van af hoe men zijn boterham verdient. Wie elke dag gaat werken, bijvoorbeeld als arbeider bij Volvo in Gent, betaalt de volle pot belastingen. Wie echter rijk genoeg is om zijn geld te laten werken, door te investeren in aandelen of door vastgoed te verhuren, betaalt veel minder belastingen. Dat is oneerlijk.

Mijnheer de eerste minister, werken moet meer lonen. Een algemene belastingverlaging is geen optie, er is daarvoor geen geld in de Belgische begroting. Die maakt het systeem ook niet eerlijker. Onze opdracht is dus heel helder, collega's. Wij moeten ervoor zorgen dat iedereen een fair deel betaalt, elk zijn deel is niets te veel. Als ook de grootste vermogens fair bijdragen, dan kunnen de belastingen omlaag voor iedereen die werkt in dit land, dan kunnen wij ervoor zorgen dat mensen die werken daar meer aan overhouden.

Ons belastingstelsel moet echter niet alleen rechtvaardiger, het moet ook veel eenvoudiger. Het is niet normaal hoeveel stress mensen ervaren wanneer ze zoiets essentieels als een belastingaangifte moet invullen. Het is niet normaal hoeveel mensen daarvoor hulp nodig hebben. Men kan het hun niet kwalijk nemen, want het is verschrikkelijk ingewikkeld.

Mijnheer de eerste minister, wij hebben dus nood aan een grondige fiscale hervorming om ons belastingstelsel rechtvaardiger en eenvoudiger te maken. Iedereen weet het, iedereen zegt het, laten wij het nu ook maar eens doen.

Mijnheer de eerste minister, hoe en wanneer zal de regering een beslissing nemen over een fiscale hervorming die ervoor zorgt dat wie werkt daar meer aan overhoudt?

05.03 Eerste minister **Alexander De Croo**: Mevrouw de voorzitter, geachte Kamerleden, het klopt dat de lasten op arbeid in ons land te hoog zijn. Vandaar dat wij binnen de regering, samen met de minister van Financiën, al maanden een fiscale hervorming voorbereiden.

Mijnheer Vermeersch, ik denk dat ik van u niet per se veel lessen te krijgen heb. Toen we de voorbije maanden soms niet-evidente zaken bespraken, bijvoorbeeld een begroting waarin wij inspanning na inspanning voor minder uitgaven zorgen, hebt u altijd gezegd dat elke vorm van besparing in uw ogen onaanvaardbaar is. Om alle moeilijke boodschappen, bijvoorbeeld over langer werken, loopt u in een grote cirkel heen. U hebt één oplossing: we zouden volgens u minder migratie moeten hebben en daarmee zou alles opgelost zijn. Nochtans zijn er landen met evenveel migratie als ons land, die er wel in slagen om de lasten op arbeid naar beneden te brengen. Het ene heeft dus absoluut niets met het andere te maken.

Mijnheer Vandenbroucke, u zult waarschijnlijk wel van uw vicepremier gehoord hebben dat het kernkabinet gisteren heeft vergaderd over een fiscale hervorming. Op basis van het voorstel van minister Van Peteghem hebben wij goed besproken op welke manier we daarmee vooruit willen gaan. Dat was een eerste, belangrijke gezamenlijke discussie op politiek niveau, nadat de minister zelf veel bilaterale contacten had onderhouden. Ik stel voor dat u aan minister Vandenbroucke vraagt welke timing wij daaromtrent afgesproken hebben.

(...): (...)

05.04 Eerste minister **Alexander De Croo**: Geen probleem, ik licht het nader toe. Minister Van Peteghem en ik zullen bekijken hoe wij over twee weken een nieuw voorstel zullen formuleren dat probeert meer rekening te houden met de bezorgdheden die bij de bespreking naar voren gebracht zijn. Wij werken met een streefdatum waarbij we voor de zomer daarover een akkoord kunnen maken.

Ik wil één zaak duidelijk maken: ja, wij willen dat de lasten op arbeid dalen. Wij willen er ook voor zorgen dat de arbeidskosten onder controle gehouden worden. Wij willen er ook voor zorgen dat er in ons land nog ondernomen wordt. Als we willen dat er jobs worden gecreëerd, moeten er wel ondernemers zijn. Als we willen dat er ondernemers zijn, moet er geïnvesteerd worden.

Men moet dus stoppen een tegenstelling te creëren door te zeggen dat mensen meer doen overhouden aan werken of ervoor zorgen dat er meer jobs gecreëerd worden, tegengesteld zou zijn aan investeren of tegengesteld aan ondernemen. Op die manier zullen we niet tot een evenwichtige fiscale hervorming komen.

Als binnen deze regering tot een fiscale hervorming beslist zal worden, zal dat een evenwichtige fiscale hervorming zijn. Dat wil zeggen: de mensen die werken, moeten daar meer aan overhouden en het mag geen impact hebben op de begroting van ons land. De inspanningen die wij moeten doen, zullen wij immers moeten voortzetten. We moeten er ook voor zorgen dat we iets doen op het gebied van competitiviteit, zodat meer jobs kunnen worden gecreëerd.

05.05 Wouter Vermeersch (VB): Mijnheer de eerste minister, België is en blijft dus de absolute wereldkampioen inzake belastingen. Onder uw regering is het alleen maar nog erger geworden. De enige fiscale hervorming waarmee u tot nu toe op de proppen bent gekomen is – houd u vast – een genderneutrale belastingaangifte. Is dat ernstig? Of de belastingbetaler in dit land nu een hij, een zij of een het is, één ding is zeker: allemaal betalen zij veel te veel belastingen.

Binnenkort is het 1 mei, de Dag van de Arbeid. De komende dagen zullen wij dus opnieuw struikelen over een opbod aan socialistische voorstellen, maar waarmee zij die arbeid verrichten echt gediend zouden zijn – of het nu arbeiders, bedienden, ambtenaren of zelfstandigen zijn –, is dat zij netto meer overhouden op het einde van de maand. Minder belastingen, maak daar nu eindelijk eens werk van!

05.06 Joris Vandenbroucke (Vooruit): Mijnheer de eerste minister, u hebt alvast gelijk wat de hypocrisie van het Vlaams Belang betreft. Als wij bijvoorbeeld beslissen dat rijke mensen met een effectenportefeuille van meer dan 1 miljoen euro een minimale bijdrage moeten betalen, precies omdat wij de hardwerkende Vlamingen willen ontzien, dan geeft het Vlaams Belang niet thuis en stemt het tegen. Voor wiens belangen staat u hier eigenlijk, mijnheer Vermeersch? Alvast niet voor die van de hardwerkende Vlaming. Dat is heel duidelijk. (*Applaus*)

Mijnheer de eerste minister, ik heb van vice-eersteminister Vandenbroucke inderdaad vernomen dat de regering de intentie heeft om een fiscale hervorming te beslissen, maar dat het niet evident is om zeven partijen op één lijn te krijgen. Daarom stel ik voor dat u nog eens iedereen met de neus op het regeerakkoord drukt. Daarin hebben wij geschreven dat werken meer moet lonen. U mag erop rekenen dat velen, samen met mij, die boodschap met veel plezier zullen herhalen op 1 mei.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

06 Samengevoegde vragen van

- **Bert Wollants** aan **Alexander De Croo** (eerste minister) over "Het zomerakkoord met ENGIE" (55003478P)

- **François De Smet** aan **Alexander De Croo** (eerste minister) over "Het beheer van het kernafval" (55003456P)

06 Questions jointes de

- **Bert Wollants** à **Alexander De Croo** (premier ministre) sur "L'accord à conclure avec ENGIE cet été" (55003478P)

- **François De Smet** à **Alexander De Croo** (premier ministre) sur "La gestion des déchets nucléaires" (55003456P)

06.01 Bert Wollants (N-VA): Mijnheer de eerste minister, burgers en bedrijven maken zich zorgen over de bevoorradingszekerheid in dit land. De levensduur van de kerncentrales van Doel 4 en Tihange 3 moet worden verlengd, want anders klopt het plaatje niet meer. Uw regering rekent er natuurlijk ook op dat te doen, zo niet dreigt het licht uit te gaan. U hebt ook geen enkel alternatief meer. Anderhalve maand geleden had daarover een akkoord moeten zijn bereikt. Dat had u zo afgesproken met ENGIE, maar dat bedrijf geeft nu aan pas tegen de zomer een akkoord te verwachten. Er is dus nog een lange weg af te leggen.

De vraag dringt zich dus op wat u daaraan zult doen. U zult opwerpen dat u liever een goed akkoord hebt dan een snel akkoord. Laten we eerlijk zijn: er is niemand in de zaal die de indruk heeft dat u een snel akkoord aan het maken bent. Hoelang kunt u nog beweren dat het niet bestellen van die kernbrandstof geen probleem voor de bevoorradingszekerheid doet rijzen?

Dan is het maar de vraag welke richting we uitgaan. U hebt aangegeven dat u deze legislatuur nog een eindspurt wilt leveren en nog een aantal zaken wilt realiseren, met op kop het akkoord over kernenergie en de akkoorden over onder andere de pensioenen en de fiscaliteit. We stellen echter vast dat er geen beweging meer zit in de regering. Als het een nog niet eens binnen handbereik ligt, dan komt het volgende er natuurlijk ook niet aan. De regering staat langer stil dan ooit het geval was met andere regeringen.

Mijnheer de eerste minister, wat mogen wij van u nog verwachten?

06.02 François De Smet (DéFI): Monsieur le premier ministre, nous sommes le 27 avril 2023, deux ans à peine avant la fin programmée de nos réacteurs nucléaires et il n'y a toujours pas d'accord entre le gouvernement fédéral et ENGIE sur les déchets nucléaires et la gestion de leur coût. C'est un accord pourtant indispensable à la prolongation des réacteurs Doel 4 et Tihange 3. En outre, selon votre propre calendrier, cet accord aurait dû être conclu en mars dans un calendrier que tout le monde, déjà à l'époque, considérait comme très serré et dans lequel il ne fallait pas perdre une seule journée.

Votre ministre de l'Énergie a indiqué en commission que "tout allait très bien, madame la marquise" et que les discussions étaient en cours avec ENGIE. Mais 10 jours plus tard, le doute est permis et l'heure tourne. D'après une source de la Vivaldi, relayée par voie de presse, "le combustible nucléaire n'a toujours pas été commandé et il faut que cela se fasse cette semaine, sinon il sera trop tard".

De fait, à entendre les déclarations des uns et des autres au sein de votre coalition, on se demande si ce gouvernement veut toujours bel et bien arriver à la prolongation du nucléaire. Si on fait le bilan pour les trois réacteurs intermédiaires, c'est déjà non. C'est acté. Pour le nucléaire nouvelle génération, c'est oui, bof, peut-être avec un manque de motivation qu'on sent tout de même assez réel. Et même ici, on se demande si vous allez pouvoir y arriver.

Je pense que la sécurité d'approvisionnement à partir de 2025 devient un sujet trop sérieux pour être laissé avec des accords en pointillés et des agendas qui sont perpétuellement non respectés.

Monsieur le premier ministre, mes questions sont très simples. Qu'en est-il de cet accord avec ENGIE sur les déchets nucléaires? Pensez-vous arriver à un accord dans les plus brefs délais et confirmez-vous que, si le combustible nécessaire à la prolongation n'est pas commandé dans les plus brefs délais, c'est la prolongation des deux réacteurs qui tombe tout simplement à l'eau?

06.03 Eerste minister Alexander De Croo: Mijnheer Wollants, u spreekt wel heel graag over het onderwerp. Toen de N-VA in de regering zat, heeft ze immers ook niet veel meer gedaan dan erover spreken. U hebt zelfs tegen de levensduurverlenging van nucleaire centrales gestemd. U komt er dus wel heel graag over vertellen. Daartegenover stel ik vast dat de regering, in plaats van erover te blijven palaveren, de zaken wel aanpakt.

U zegt dat de regering niets beslist. Laten we dan eens kijken naar wat we besloten hebben sinds het begin van dit jaar. We sloten een principeakkoord met ENGIE in het begin van het jaar over de levensduurverlenging van twee nucleaire reactoren. We hebben ook de energiefactuur fundamenteel hervormd door de omschakeling naar 6 % btw en accijnzen. Daarnaast voerden we een hele reeks hervormingen voor asiel en migratie door. We bespaarden eveneens wel degelijk 1,8 miljard euro tijdens de begrotingscontrole, hoewel velen aangaven dat dat niet zou gebeuren. Er was afgelopen week ook de Noordzeetop, waarop heel Europa erkende dat de realisaties van België wel heel straf waren.

We werken daarenboven parallel aan het nucleaire dossier. U stelt daarover heel veel vragen, u bent zeer geïnteresseerd en kent het onderwerp zeer goed. De onderhandelingen verlopen alleszins constructief. Omdat u mij niet gelooft wanneer ik zeg dat de onderhandelingen constructief verlopen, verwijs ik u naar het antwoord van de CEO van ENGIE, gisteren op de algemene vergadering van ENGIE, op de vraag hoe de onderhandelingen met de Belgische overheid lopen.

Mme MacGregor a dit que, selon elle, les discussions avec les autorités belges sont constructives. Elle espère aboutir à un accord global avant l'été. Ce n'est pas moi qui l'ai dit, mais mon interlocutrice.

Mijnheer Wollants, u zult zeggen dat het nu "opeens" voor de zomer is. Het is altijd duidelijk geweest dat het finale akkoord er voor de zomer zou komen, een akkoord dat waarschijnlijk honderden pagina's zal tellen, waarin alles gestipuleerd wordt op het gebied van investeringen, op het gebied van exploitatie, op het gebied van verantwoordelijkheid en van afval, onderwerpen waar men altijd met een grote boog omheen gelopen is in dit land. Dat zal finaal beslist worden voor de zomer.

Ik ben blij te horen dat mevrouw MacGregor exact dezelfde boodschap brengt als de Belgische regering. We zullen een evenwichtig akkoord maken over de verantwoordelijkheid voor het afval, een akkoord dat de principes respecteert die in ons land in de wet staan. Het is de vervuiler die betaalt, het is de vervuiler die

verantwoordelijk is. Bevoorradingszekerheid is geen zaak van de ene tegen de andere, bevoorradingszekerheid is een bezorgdheid die we allemaal hebben. Het is een bezorgdheid die ENGIE en de rest van de industrie evenzeer delen met deze regering. U vertelt daar veel over, onze regering onderneemt daar actie in en zal dat doen met een partner waar wij zeer constructieve onderhandelingen mee voeren.

06.04 Bert Wollants (N-VA): Mijnheer de eerste minister, als we voor ons een partijcongres nog een cabaretier zoeken, dan zullen we u zeker contacteren. Laten we nu eens eerlijk zijn. Vanaf het begin van deze legislatuur hebben wij duidelijk gemaakt dat het dringend was. Toen stond u daar vooraan in het Europees Parlement en hebt u gezegd dat we tijd genoeg hadden. Dan zien we vandaag hoever u daarmee komt. U hebt uw akkoord nog altijd niet op zak, het akkoord dat op 15 maart binnen moest zijn. U moet het volgende akkoord nog voorbereiden en dat zal allemaal klaar zijn voor de zomer. *Avant l'été indien* misschien.

Wat denkt u dat u daarmee zult bereiken? We moeten er vandaag voor zorgen dat die brandstof besteld wordt. Als die nu niet besteld wordt, terwijl de leveringstermijn 30 maanden bedraagt, dan draaien die centrales niet in de winter van 2025-2026. Dat zal dan enkel en alleen uw verantwoordelijkheid zijn, hoewel u tracht die overal op iedereen af te schuiven. Het zal echter uw schuld zijn als het licht uitgaat.

06.05 François De Smet (DéFI): Monsieur le premier ministre, merci pour votre réponse, mais la date du 15 mars n'est pas une invention de notre part, c'est vous qui l'avez conclue avec ENGIE. À chaque fois que je pose une question sur ce sujet, je commence par citer la date à laquelle nous sommes, parce qu'à chaque fois, vous dépassez les délais. À chaque fois, on nous annonce un report de quelques semaines, de quelques mois, et à chaque fois vous jouez avec une ambivalence.

Ici, vous annoncez l'été. Lequel? Si on considère que c'est l'été du 21 juin, vous nous direz sans doute qu'il s'agit de l'été politique, celui du 21 juillet. Et après, pourquoi pas l'été indien? Moi, je crains que si vous ne commandez pas de combustible maintenant et que si vous attendez l'été, qu'il soit indien, politique ou météorologique, il sera trop tard. Dans ce dossier, je crains que, tôt ou tard, et en tout cas avant 2024, le principe de réalité finisse par rattraper ce gouvernement.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

La **présidente**: Chers collègues, je vous informe de la présence de la ministre des Affaires étrangères, Mme Lahbib, qui souhaiterait pouvoir répondre à la question qui lui est destinée – elle émane de M. Boukili. Si vous en êtes d'accord, elle interviendra après les questions destinées au ministre Dermagne.

07 Questions jointes de

- Marie-Colline Leroy à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "La création d'un statut fédéral pour le service citoyen" (55003459P)

- Georges Dallemagne à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Le service citoyen" (55003472P)

- Jean-Marc Delizée à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Le service citoyen" (55003477P)

07 Samengevoegde vragen van

- Marie-Colline Leroy aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De oprichting van een federaal statuut voor de burgerdienst" (55003459P)

- Georges Dallemagne aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De burgerdienst" (55003472P)

- Jean-Marc Delizée aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De burgerdienst" (55003477P)

07.01 Marie-Colline Leroy (Ecolo-Groen): Madame la présidente, monsieur le ministre, chers collègues, je ne sais pas si vous vous souvenez de ce que vous faisiez quand vous aviez 18 ans, 20 ans, 22 ans. Vos choix de vie ont-ils été faciles? Cela s'est-il fait tout seul? Avez-vous entamé des études? Tout s'est-il bien passé, et puis le chemin était-il tracé? Aujourd'hui, quelques années plus tard, avez-vous des regrets? Moi, à titre personnel, j'ai fait les romanes. Les langues germaniques n'auraient-elles pas été un choix plus judicieux? Je ne sais pas. Nous avons parfois tendance à nous poser ce genre de questions.

Justement, je pense qu'une société durable et solidaire, c'est une société qui prend soin de ses jeunes. Six mois! Six mois pour ouvrir les horizons des citoyens, des jeunes citoyens. Six mois, c'est l'objectif du service citoyen volontaire. C'est un outil pour les jeunes.

J'en profite pour saluer Mélanie, que j'ai rencontrée aujourd'hui, et qui participe à ce service citoyen. C'est un outil pour ouvrir les horizons pour les jeunes; mais elle m'a fait remarquer que c'est aussi un outil pour que les jeunes s'occupent des autres – généralement, des petites structures qui les accueillent et qui bénéficient de cette belle énergie et de ce dynamisme qui les caractérisent.

D'après un article de presse ce matin, monsieur le ministre, il semblerait que vous remettiez la question du statut fédéral pour les jeunes en service citoyen sur la table du gouvernement. Franchement, c'est une excellente nouvelle. Ce projet sur la table est effectivement indispensable, parce qu'une sécurité juridique est aussi essentielle pour que ce genre de projet puisse fonctionner.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous donner davantage d'informations sur la méthode que vous envisagez, sur la formule imaginée par ce gouvernement, sur les délais pour mettre enfin en place ce statut que le service citoyen mérite vraiment? Je vous remercie.

07.02 Georges Dallemagne (Les Engagés): Monsieur le ministre, chers collègues, nous plaçons depuis des années pour organiser un véritable service citoyen ambitieux, le plus large possible, généralisé et obligatoire. Ce n'est pas vraiment une dépense publique. C'est un investissement pour plus de solidarité, plus de cohésion sociale, moins de tensions sociales, plus d'estime de soi, plus d'expertise, moins de chômage, moins de dépenses de santé. C'est un véritable investissement massif, pas seulement dans la jeunesse: pourquoi ne pas avoir un service citoyen qui s'étende au-delà de 25 ans? Il pourrait même concerner les seniors. Il s'agirait d'un véritable engagement pour les autres, afin d'arriver à une société où nous avons à la fois des responsabilités et des droits, et où peut-être, comme on dirait au Bhoutan, avoir un supplément de bonheur national brut.

Quand j'entends que votre gouvernement met ce dossier sur la table, mais qu'en même temps il supprime le budget qui lui est consacré, je me dis que cela ne va pas. Il faut maintenant aller de l'avant. Mme De Block ici présente en parlait déjà il y a six ans. En 2017, effectivement, cette discussion avait déjà lieu. Je pense qu'il est temps d'y consacrer des moyens. Les moyens que vous y aviez initialement consacrés s'élevaient à 8,6 millions et étaient finalement bien modestes, presque dérisoires. Je pense qu'il faut instaurer tout de suite un service citoyen ambitieux avec beaucoup plus de moyens encore, pour faire en sorte que ce grand enjeu sociétal, ce service citoyen au service des autres et de la société se retrouve enfin sur la table de votre gouvernement et soit enfin une réalité. Cela me paraît un enjeu formidable pour les générations futures, sur lequel nous pouvons travailler ensemble, majorité comme opposition. Je vous remercie.

07.03 Jean-Marc Delizée (PS): Monsieur le ministre, sous la précédente législature, le groupe socialiste a déposé et défendu une proposition de loi visant à instaurer un service citoyen dans notre pays. Nous voulions fixer un cadre légal fédéral mais malgré un travail approfondi, après des auditions très intéressantes, nous n'avons pas trouvé de consensus à l'époque pour le faire approuver.

Si la proposition était déjà très pertinente à l'époque, elle l'est certainement encore beaucoup plus aujourd'hui parce qu'on peut constater de plus en plus de problèmes chez les jeunes après la crise du covid, avec l'isolement, les perturbations dans la scolarité, l'absence de repères et de perspectives. Sciensano nous montre par exemple que l'état mental d'un certain nombre de groupes de jeunes est de plus en plus préoccupant.

Monsieur le ministre, le service citoyen est un outil qui doit permettre de répondre à ce besoin de cohésion sociale et d'émancipation personnelle. Mais il manque un cadre légal, un cadre qui permettrait aux jeunes de vivre une expérience dans un contexte professionnel, d'acquérir des compétences, de se socialiser; un cadre qui soit fondé sur des principes de solidarité, d'entraide, d'apprentissage et de brassage social.

Monsieur le ministre, avez-vous pour projet de donner un cadre juridique fédéral au service citoyen? Êtes-vous en connexion avec des acteurs de terrain pour co-construire ce projet? Quels seraient les grands principes de ce service citoyen auquel nous aspirons de tout cœur?

07.04 Pierre-Yves Dermagne, ministre: Madame la députée, messieurs les députés, je vous remercie pour ces questions importantes sur un sujet que j'estime essentiel. Comme vous, monsieur Dallemagne, j'espère qu'il permettra de passer au-delà des clivages majorité-opposition, au-delà des clivages politiques qui peuvent être les nôtres sur une série de dossiers à d'autres moments. Ici, je suis convaincu que nous pouvons effectivement bâtir des ponts entre partis de la majorité et de l'opposition pour, enfin, concrétiser ce cadre légal pour un service citoyen.

Hasard du calendrier, madame Leroy, ce matin, c'est Paloma qui m'accompagnait dans le cadre du service citoyen qu'elle effectue pour l'instant, après que j'ai moi-même eu l'occasion de l'accompagner sur son lieu de stage ou d'implication, d'engagement, il y a quelques semaines à Namur, dans une magnifique institution culturelle, le Théâtre Jardin Passion pour ne pas le citer. Mais je le cite quand même car je veux remercier ces personnes pour l'accueil qu'elles m'ont réservé et surtout pour l'accueil qu'elles réservent aux stagiaires et aux jeunes qui s'impliquent dans le service citoyen.

Je voudrais aussi personnellement remercier Paloma et, à travers elle, les jeunes qui s'investissent au quotidien dans ce service citoyen. Nous avons eu des échanges profonds, constructifs, intenses à la fois sur les thématiques liées aux lieux de stage et d'investissement mais aussi, de manière plus large, sur la vie en société, sur la vie en communauté, sur l'engagement des jeunes, sur le service à la collectivité, sur l'engagement au bénéfice de la communauté.

En outre, je voudrais profiter de cette tribune pour saluer le travail qui est réalisé par la Plateforme pour le Service Citoyen depuis de nombreuses années maintenant et dans des conditions relativement difficiles, sans cadre légal, avec des financements qui sont liés à des décisions politiques, qui ne sont donc pas pérennes et ne permettent pas sereinement d'ancrer ce service citoyen dans notre vie en communauté, dans notre collectivité.

Je voudrais enfin profiter de l'occasion qui m'est donnée par vous pour remercier l'ensemble des organismes, des structures et associations qui accueillent avec une bienveillance complète les jeunes qui s'investissent dans ce service citoyen et qui leur offrent un cadre de développement important.

Cela fait maintenant près de 12 ans que des expériences de service citoyen sont organisées par la Plateforme pour le Service Citoyen en Belgique, permettant de réunir plus d'un millier d'organismes pour accueillir ces jeunes sur l'ensemble du territoire. Les nombreux témoignages que nous avons pu, chacune et chacun, recevoir, les rencontres que nous avons pu faire attestent de l'importance et des bienfaits de cet engagement.

Vous avez rappelé les circonstances difficiles, l'absence de cadre légal, l'incertitude quant au financement. Même si cela n'a pas empêché la Plateforme pour le Service Citoyen de développer l'activité, nous nous devons, par-delà les clivages majorité-opposition, de leur apporter un cadre stable et je l'espère aussi, monsieur Dallemagne, un financement pérenne et suffisant pour passer d'un embryon de service citoyen dans notre pays – si on le compare à ce qui se passe dans d'autres pays – à une expérience qui permette de s'ancrer de manière durable dans notre société, à l'image de la France, des Pays-Bas, de l'Allemagne, de l'Italie ou encore du Luxembourg.

Il est effectivement temps d'offrir ce cadre, ce financement et c'est la raison pour laquelle, en concertation et en bonne intelligence avec la Plateforme pour le Service Citoyen, nous avons co-construit un projet de loi qui a été soumis, ces dernières heures, à l'examen lors d'une réunion intercabinets. J'espère vraiment pouvoir faire valider ce projet de texte le plus rapidement possible par l'ensemble de mes collègues du gouvernement. Je remercie d'ailleurs les collègues présents, et en particulier le ministre Clarinval qui a lui aussi accueilli des stagiaires du service citoyen et qui a apporté son soutien à ce projet de loi. J'espère que nous pourrions aboutir dans les prochaines semaines et offrir enfin un cadre légal à la Plateforme pour le Service Citoyen.

07.05 Marie-Colline Leroy (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, je vous remercie.

Vous nous apportez beaucoup de bonnes nouvelles. Visiblement, un consensus se dessine, accompagné une volonté d'avancer. C'est une très bonne chose.

Monsieur le ministre Clarinval, je vous ai vu en photo, et vous aviez l'air de passer un moment tout à fait agréable. C'est aussi le but. En réalité, c'est même le meilleur moyen. Si vous doutez de l'intérêt de ce service

citoyen, c'est très simple: rencontrez ces jeunes et passez un moment avec eux. Vous constaterez que ce qu'ils disent est tout à fait juste. L'objectif est en effet d'œuvrer à une société apaisée, qui co-construit afin de devenir interculturelle et même intergénérationnelle. Tout y est dans ce projet et cette dynamique! Aujourd'hui, je constate qu'il existe une volonté sincère d'avancer dans un cadre légal. Cela me paraît essentiel et extraordinaire.

En ce qui concerne le budget, peut-on arrêter de parler de "dépenses" quand il s'agit en vérité d'investissements pour les générations futures?

07.06 Georges Dallemagne (Les Engagés): Monsieur le ministre, je vous remercie.

Je vois beaucoup de volontarisme. J'espère qu'il aboutira tant il s'agit d'un enjeu sociétal majeur. La société actuelle n'offre plus beaucoup de possibilités de retrouver ce sens du bien commun et de la solidarité, ce service que l'on rend aux autres. Beaucoup de nos jeunes sont demandeurs de pouvoir s'investir davantage dans la société, mais ils ne sont pas les seuls. Il faut aussi songer aux seniors, auxquels on pense rarement. Plutôt que de les déclasser socialement, ce serait une très bonne idée de les laisser apporter toute leur expertise.

Nous soutenons évidemment ce projet et le voulons très ambitieux. Cela dit, je ne vous ai pas entendu parler des moyens budgétaires. Il faudra un budget bien plus élevé que ce qui a été discuté jusqu'à présent. Comme ma collègue l'a répété, c'est un investissement essentiel pour l'avenir. Soyons-en conscients. Il devrait apparaître dans la colonne "investissements budgétaires" du gouvernement.

07.07 Jean-Marc Delizée (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse. Vous nous redonnez de l'espoir car votre réponse ouvre finalement la porte à une solution structurelle pour la mise en place de ce service citoyen. Elle ouvre aussi l'accès à ce service à un grand nombre de jeunes sur une base volontaire. Je pense que ce serait un tremplin pour ces jeunes et une école de vie très intéressante. Bien entendu, dans ce sens, le groupe socialiste vous soutient pleinement dans cette voie.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

08 Vraag van Björn Anseeuw aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "Het Europees akkoord over werkloosheidsuitkeringen" (55003476P)

08 Question de Björn Anseeuw à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "L'accord européen sur les allocations de chômage" (55003476P)

08.01 Björn Anseeuw (N-VA): Mijnheer de minister, morgen wordt er op Europees niveau gestemd over een Europees akkoord dat de toegang tot onze werkloosheidsuitkeringen verder zou versoepelen. Dat akkoord zet eigenlijk de deur wagenwijd open voor nog meer socialezekerheidstoerisme naar dit land. Dat is echt wel het laatste wat wij kunnen gebruiken.

Vandaag is het zo dat een Belg recht heeft op een werkloosheidsuitkering zodra hij iets meer dan een jaar heeft gewerkt. Met het akkoord dat nu op tafel ligt, kan – ik zeg maar iets – een Roemeen dit land binnenwandelen, één maand – één maand, niet één jaar – werken en daarna een werkloosheidsuitkering aanvragen, die hij zelfs nog mee kan nemen naar thuisland Roemenië. Dit is toch echt wel compleet van de pot gerukt!

Het is trouwens niet de eerste keer dat dit voorstel op tafel ligt. In 2016, tijdens de vorige legislatuur, lag net hetzelfde voorstel op tafel. Het grote verschil tussen toen en nu, is dat op dat ogenblik de N-VA wel in de federale regering zat, waardoor wij het op Europees niveau wel hebben kunnen blokkeren. Vandaag ligt de sleutel dus opnieuw in handen van de federale regering, van deze vivaldiregering, in uw handen, mijnheer de minister. Ik moet eerlijk zijn, ik houd mijn hart een beetje vast. Als wij immers kijken naar uw trackrecord, dan is het enige wat u de voorbije jaren hebt gedaan inzetten op het toeleiden van zoveel mogelijk mensen naar een sociale hangmat. De toegang tot onze sociale zekerheid, zeker voor niet-Belgen, moet echter net worden verstrengd in plaats van versoepeld.

Mijnheer de minister, zal België morgen tegen dat versoepelingsakkoord stemmen en op die manier actief

meewerken aan een blokkeringsminderheid?

Als u dat niet doet, gooit u echt wel de handdoek in de ring met betrekking tot een werkzaamheidsgraad van 80 %. Nog veel erger, dan zult u opnieuw een extra factuur maken, die onvermijdelijk op het bord komt van al wie werkt, spaart en onderneemt in dit land. Mijnheer de minister, die mensen geven vandaag al meer dan genoeg af.

08.02 Minister **Pierre-Yves Dermagne**: Mijnheer Anseeuw, zoals gezegd is de Europese Unie in 2016 gestart met een revisie van verordening 883 over de coördinatie van de socialezekerheidsregels. Een van de kwesties die nog in bespreking zijn, is de uitoefening van het recht op werkloosheidsuitkering voor grensarbeiders. Het Zweedse voorzitterschap zal morgen inderdaad het akkoord van de lidstaten vragen om de onderhandelingen met het Europees Parlement te kunnen starten.

België zal zich bij deze stemming onthouden, om het signaal te geven dat er positief (...) is, maar dat er nog te veel grijze zones zijn in relatie tot de specificiteit van ons Belgisch systeem voor de toekenning van werkloosheidsuitkeringen. Het gaat in de eerste plaats om de opvolging en ondersteuning van werkzoekenden. Dat er geen controlemaatregelen kunnen worden toegepast en dat een doeltreffende uitwisseling van informatie tussen de bevoegde autoriteiten ontbreekt, zou immers kunnen leiden tot discriminatie tussen wie in België verblijft en wie in het buitenland verblijft. Belgische en Europese experts denken verder na over oplossingen voor deze kwestie.

Sinds 2016 waren er dertien opeenvolgende EU-voorzitterschappen die hebben getracht een akkoord te bereiken over de herziening van deze richtlijn. Morgen zullen we zien wat de uitslag van de stemming zal zijn, maar die blijft onzeker.

Ik wil een snelle oplossing voor de miljoenen Europeanen die buiten hun landsgrenzen werken en hun sociale rechten niet kunnen uitoefenen door een gebrek aan coördinatie tussen onze sociale administraties.

08.03 **Björn Anseeuw** (N-VA): Mijnheer de minister, u wilt snel een oplossing voor alle Europeanen in Europa. Ik wil vooral een oplossing voor alle mensen die sparen, werken en ondernemen in dit land en die al veel te veel moeten betalen.

Een onthouding van België morgen is heus niet zo onschuldig. U werkt met die stem integendeel actief mee aan het laten afbrokkelen van een blokkeringsminderheid, die net een dam moet kunnen opwerpen tegen nog meer socialezekerheidstoerisme naar dit land. Dat is echt een compleet onverantwoorde houding van België.

Collega's van Open Vld en cd&v, wij zitten samen in de Vlaamse regering, die heel duidelijk heeft gevraagd om tegen dit akkoord te stemmen. Kennelijk wegen jullie onvoldoende zwaar om genoeg gewicht in de schaal te werpen binnen deze federale regering om die tegenstem door te drukken. Ik vraag mij dus af wat jullie nog doen in die anti-Vlaamse regering. Het enige wat jullie nog kunnen doen om het verschil te maken voor de Vlamingen, is de stekker uit deze anti-Vlaamse regering trekken. Als u dat vandaag kunt doen, is dat geen dag te vroeg, want morgen (...)

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

09 **Question de Nabil Boukili à Hadja Lahbib (Affaires étrangères, Aff. eur., Commerce ext. et Institutions cult. fédérales) sur "L'embargo contre Cuba et la pénurie de carburants" (55003466P)**

09 **Vraag van Nabil Boukili aan Hadja Lahbib (Buitenlandse Zaken, Eur. Zaken, Buitenlandse Handel en Fed. Cult. Instellingen) over "Het embargo tegen Cuba en het brandstoffentekort" (55003466P)**

09.01 **Nabil Boukili** (PVDA-PTB): Madame la ministre, depuis plus de 60 ans, Cuba subit un blocus d'une grande violence, un blocus imposé par les États-Unis contre l'avis et la volonté de la communauté internationale. Ce blocus se matérialise par un ensemble de lois et de mesures qui rendent impossibles la coopération, le commerce et les transactions financières entre les États-Unis et Cuba. En outre, la manière dont ces mesures sont mises en œuvre rend également impossible pour le reste du monde tout commerce avec Cuba.

Ce blocus injuste a des conséquences concrètes sur la vie des Cubains et paralyse l'ensemble de l'économie du pays. Je vais prendre l'exemple le plus récent, à savoir la pénurie de carburant. Cette situation affecte non seulement les transports de passagers, mais aussi la distribution de ressources vitales, les centrales électriques ou encore les transports publics, et on assiste même à l'annulation de la fête du 1^{er} mai, l'un des événements les plus populaires et les plus importants pour le peuple cubain. Et pourquoi? Parce que Cuba n'a pas accès au marché international de l'énergie à cause de l'embargo américain.

Les Cubains investissent également dans les soins de santé, dans les soins de première ligne pour tous ainsi que dans la recherche de nouveaux médicaments. Ils sont, par exemple, parvenus à élaborer des vaccins contre le Covid-19. Ces vaccins peuvent sauver des vies dans le reste du monde, dans les pays du Sud, les oubliés de Big Pharma, mais là encore, le blocus constitue un obstacle car il empêche l'exportation de ces produits. Et malgré tous leurs investissements dans les soins de santé, les Cubains sont confrontés à d'énormes pénuries de médicaments qu'ils ne peuvent pas produire eux-mêmes en raison du blocus.

Une autre conséquence du blocus est le fait que l'aide humanitaire n'arrive pas à Cuba, et ce, pour deux raisons. Premièrement, les bateaux censés accoster à Cuba ne peuvent plus accoster aux États-Unis. Imaginez un bateau qui arrive à Anvers et qui n'est plus autorisé à accoster dans le reste de l'Europe. Si cette situation était appliquée à la Belgique, l'économie belge ne tiendrait pas plus de quelques jours. (...)

09.02 Hadja Lahbib, ministre: Monsieur Boukili, effectivement, l'embargo que connaît Cuba n'est pas neuf et la Belgique plaide depuis très longtemps pour sa levée. Le pays traverse actuellement une de ses pires crises socio-économiques depuis le début de la révolution, avec des pénuries de nourriture – vous en avez parlé –, de médicaments, de carburant. Tout cela est dû au renforcement de l'embargo américain, aux conséquences de la pandémie de Covid-19 et au contexte international, mais aussi dû au manque de réformes économiques.

Dans ce contexte, le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis a un impact néfaste et affecte très clairement le niveau de vie de la population. Chaque année, aux Nations Unies, la Belgique, comme l'ensemble de l'Union européenne, vote en faveur de la résolution qui appelle à mettre fin à cet embargo.

Nous sommes d'avis que le commerce extérieur et les investissements étrangers peuvent jouer un rôle crucial pour mettre Cuba sur la voie de la modernisation, des réformes et d'une croissance durable, et l'aider aussi à surmonter ses difficultés économiques.

La Belgique, tout comme l'Union européenne, estime par conséquent que la levée du blocus pourrait permettre des réformes économiques plus efficaces et faciliter l'ouverture de l'économie cubaine.

Cela ne veut pas dire que nous ne sommes pas préoccupés par la situation des droits humains à Cuba, en particulier à la suite des événements de juillet 2021, et notamment par les jugements extrêmes rendus par les tribunaux cubains. Nous réitérons donc notre appel au gouvernement cubain pour qu'il libère les prisonniers politiques, accorde à ses citoyens les droits et libertés civiles, politiques et économiques internationalement reconnus.

Plus largement, Cuba doit veiller à ce que les réformes judiciaires, économiques et sociales soient effectivement mises en œuvre. Les préoccupations de la population cubaine ainsi que ses aspirations légitimes à davantage participer à la construction de l'avenir du pays doivent être entendues également par le gouvernement cubain. Je vous remercie.

09.03 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Madame la ministre, je vous remercie pour votre réponse. Je vois que vous êtes parfaitement au courant des préoccupations et des problèmes que vit Cuba en ce moment. Je pense que le peuple cubain et le gouvernement cubain sont tout à fait ouverts au dialogue, à la discussion.

Aujourd'hui, l'attaque la plus féroce contre les droits humains, c'est ce blocus imposé par les Américains. C'est donc là-dessus qu'on doit agir en premier lieu. Je suis content que la Belgique soutienne la levée de ce blocus. On doit continuer à consolider cette position. Aujourd'hui, seuls deux pays, les États-Unis et Israël, votent contre la levée de ce blocus. Il n'est pas normal qu'un pays allié soutienne une politique aussi inhumaine qui s'attaque aux droits humains. Ce doit être notre premier combat. Nous serons à vos côtés, madame la ministre,

pour mener ce combat, mettre en avant et renforcer la position de la Belgique pour soutenir le peuple cubain.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

10 Samengevoegde vragen van

- Hans Verreyt aan David Clarinval (VEM Middenstand, Zelfstandigen, Kmo's en Landbouw, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De terugvordering van het overbruggingsrecht met gezinslast" (55003462P)

- Tania De Jonge aan David Clarinval (VEM Middenstand, Zelfstandigen, Kmo's en Landbouw, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De problemen in verband met de tijdens de coronacrisis aan zelfstandigen toegekende steun" (55003463P)

- Christophe Bombled aan David Clarinval (VEM Middenstand, Zelfstandigen, Kmo's en Landbouw, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De terugbetaling van coronasteun" (55003470P)

10 Questions jointes de

- Hans Verreyt à David Clarinval (VPM Classes moyennes, Indépendants, PME et Agriculture, Réformes instit. et Renouv. démocratique) sur "La récupération du droit passerelle avec charge de famille" (55003462P)

- Tania De Jonge à David Clarinval (VPM Classes moyennes, Indépendants, PME et Agriculture, Réformes instit. et Renouv. démocratique) sur "Les problèmes concernant l'octroi de l'aide aux indépendants durant la crise du coronavirus" (55003463P)

- Christophe Bombled à David Clarinval (VPM Classes moyennes, Indépendants, PME et Agriculture, Réformes instit. et Renouv. démocratique) sur "Le remboursement d'aides liées à la pandémie de coronavirus" (55003470P)

10.01 Hans Verreyt (VB): Mijnheer de minister, in de voorbije dagen stonden er schrijnende verhalen in de verschillende kranten. Zelfstandige ondernemers, die vaak drie verschrikkelijke jaren achter de rug hadden en wier zaak verplicht gesloten werd door de overheid, die niet mochten werken, die de coronacrisis overwonnen hebben, die de stijgende inflatie en de daarbij horende indexering overwonnen hebben, die de stijgende energieprijzen lijdzaam moesten ondergaan en daarvoor de nodige steun kregen van de overheid, moeten nu enorme bedragen terugbetalen wegens hun interpretatie van het begrip 'gezinslast'.

Zij handelden nochtans te goeder trouw. Het gaat niet om fraudeurs – die moeten keihard worden aangepakt, daar is geen enkele twijfel over. Maar nu worden tienduizenden zelfstandigen door de administratieve onduidelijkheid mee aangepakt.

Die verandering werd toen verkocht als een versoepeling van de wetgeving. Voor een grote groep betekent die nu een verstrenging. Het is terecht dat zelfstandigenorganisaties als Unizo en het NSZ vandaag aan de alarmbel trekken.

De oorzaak zijn de puur administratieve criteria die gebruikt worden en die niet de socio-economische realiteit van het gezin weerspiegelen zoals die bijvoorbeeld gelden voor het fiscale begrip 'kinderen ten laste'.

De afwijking werd bovendien met terugwerkende kracht ingevoerd. De gelijkwaardigheid van alle partners in het gezin werd niet gerespecteerd. Wat maakte het in de coronatijd trouwens uit of de kinderen officieel in het ziekenfondsboekje van de man of de vrouw stonden?

Bovenal brengen de terugvorderingen vandaag tienduizenden zelfstandigen opnieuw in de problemen. Niet iedereen heeft na de voorbije jaren nog de nodige reserves om onmiddellijk forse bedragen terug te betalen.

Mijnheer de minister, graag verneem ik van u hoe het kan dat het begrip 'kinderlast' anders wordt uitgelegd in het fiscaal recht dan in het sociaal recht?

Waarom werd het verschil niet duidelijk uitgelegd bij de aanvraag van de premies?

Hoeveel bedraagt het totale teruggevorderde bedrag op het ogenblik?

10.02 Tania De Jonge (Open Vld): Mijnheer de minister, tijdens de coronacrisis hebben veel zelfstandigen zwarte sneeuw gezien. Honderdduizenden zelfstandigen moesten van de ene dag op de andere hun zaak noodgedwongen sluiten, met gigantische inkomensverliezen tot gevolg. In die periode hebben de regeringen en u in het bijzonder als bevoegd minister krachtige maatregelen genomen om onze ondernemers door de grootste crisis ooit te loodsen. Zo voorzagen we onder meer in een crisioverbruggingsrecht. Bijna 500.000 zelfstandigen hebben steun aangevraagd. Het vernieuwende aspect was de vrij soepele toekenning en de controle naderhand. Die controles vinden nu plaats en dat hoort ook zo.

Voor 38.000 zelfstandigen is er echter een wrange nasmaak. Zij moeten een deel van de steun terugbetalen, omdat ze fouten gemaakt hebben bij hun aanvraag. In veel gevallen gebeurde dat te goeder trouw. Enkel kinderen die ingeschreven zijn bij het ziekenfonds van de aanvrager tellen mee ten laste, niet de kinderen die fiscaal ten laste zijn. Met die verrassing hielden de aanvragers tijdens de coronaperiode geen rekening, een periode die ontzettend emotioneel zwaar was voor iedereen, des te meer voor onze zelfstandigen, die hun levenswerk verloren zagen gaan. Wij hebben de getuigenissen van de zelfstandigen kunnen lezen. Velen moeten duizenden euro's terugbetalen. Een ondernemer die zijn zaak noemt naar zijn zoon, krijgt de boodschap dat hij inzake de ontvangen coronasteun geen kind ten laste heeft. Dat is een vreemde situatie.

Mijnheer de minister, wat kunnen zelfstandigen nog doen, wanneer de kinderen effectief bij hen ten laste zijn, om dat recht te trekken? Welke maatregelen zult u nemen om een herhaling van dergelijke situaties te voorkomen?

10.03 Christophe Bombled (MR): Monsieur le ministre, la presse relaie actuellement plusieurs cas de travailleurs indépendants qui s'estiment lésés par la récupération d'une partie du montant du droit passerelle qui leur a été octroyé durant la crise du coronavirus. Cela concernerait plus précisément la partie majorée du droit passerelle, le taux ménage lorsque l'indépendant a charge de famille. Je pense que nous sommes tous ici bien conscients du rôle important que le droit passerelle, auparavant peu connu, a eu durant la crise du coronavirus et de la réactivité avec laquelle le gouvernement a dû mettre en place les modalités d'application du droit passerelle de crise afin d'aider les indépendants à surmonter cette épreuve.

Monsieur le ministre, pourriez-vous nous rappeler quelle notion a été prise en compte afin que l'indépendant puisse bénéficier du droit passerelle majoré pour charge de famille? Comment devait-il le prouver?

Par ailleurs, la lutte contre la fraude est nécessaire et ce, également dans le cadre des aides covid. Dès lors, quelles mesures ont-elles été prises pour vérifier que le travailleur indépendant pouvait effectivement bénéficier du droit passerelle majoré pour charge de famille?

Enfin, pourriez-vous nous dire quelles mesures vous avez prises pour informer les indépendants sur le sujet? Dans certains cas, le travailleur indépendant pourrait-il ne pas devoir rembourser les montants qui lui sont réclamés?

10.04 David Clarinval, ministre: Madame et messieurs les députés, le droit passerelle de crise a été un soutien indispensable pour les indépendants durant la crise du coronavirus. Je ne dois pas vous rappeler le contexte dans lequel le gouvernement devait travailler en 2020. Il fallait réagir rapidement et de manière appropriée.

Le droit passerelle a ainsi été mis en place directement avec ces deux montants: "isolé" ou "avec charge de famille". Cependant, la notion de charge de famille utilisée pour le droit passerelle classique en vigueur à l'époque s'est rapidement avérée difficile à mettre en pratique car la charge de la preuve était trop lourde et l'interprétation très restrictive. Par souci de réactivité, l'interprétation de la charge de famille a donc rapidement été adaptée. Il ne fallait plus prendre en compte la notion reprise dans l'assurance indemnités mais celle qui est utilisée dans le cadre des soins de santé, soit la mutualité de l'indépendant.

Cette information a été communiquée très clairement aux caisses dès avril 2020 et entérinée par la loi du 28 février 2021. Le Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants a d'ailleurs à cette occasion remis un avis favorable sur cette manière de procéder. Je m'étonne donc que certains partenaires sociaux semblent découvrir cette information aujourd'hui.

Toujours dans l'objectif d'aider rapidement les indépendants en difficulté, ceux-ci devaient attester sur

l'honneur qu'ils avaient charge de famille pour bénéficier du droit passerelle de crise majoré.

A posteriori worden controles uitgevoerd om de waarachtigheid van de verklaringen inzake de gezinslast na te gaan. Die controles zijn afgerond en de terugvordering is momenteel gaande.

Zoals door dit Parlement vaak wordt gevraagd, moet de bestrijding van sociale fraude een prioriteit zijn, met inbegrip van de bestrijding van fraude met covidsteunmaatregelen. Zo zijn er drie controlelijnen opgezet. Zonder die controles laten wij ruimte voor misbruik en fraudeurs die het verhoogde bedrag voor gezinslast zouden misbruiken, zoals twee zelfstandigen die elk voor één kind het gezinsbedrag ontvangen. Als wij de zaken globaler bekijken, zien wij dat de terugvordering van onterecht uitbetaalde bedragen betrekking heeft op 8 % van de zelfstandigen die een crisisoverbruggingsrecht kregen. Dat betekent dat 92 % van de zelfstandigen het formulier correct heeft ingevuld.

Ik heb niet gewacht tot 2023 om actie te ondernemen inzake de terugvordering van het verhoogde bedrag voor gezinslast van het crisisoverbruggingsrecht. Vanaf juni 2020 is aan de fondsen duidelijk gevraagd om zelfstandigen te informeren over wat onder 'gezinslast' wordt verstaan. Sommige fondsen pakten dat heel serieus aan, door bijvoorbeeld bij de aanvraag van een overbruggingsrecht een pop-up met de uitleg over de gezinslast te voegen.

Ik ben mij er echter van bewust dat er zelfstandigen zijn die te goeder trouw zijn en die ondanks deze instructie een crisisoverbruggingsrecht met gezinslast hebben aangevraagd, in plaats van als alleenstaande. Daarom heb ik de fondsen er ook meermaals op gewezen dat zelfstandigen moeten worden geïnformeerd over de wettelijke mogelijkheid om een verzoek tot verzaking van bedragen in te dienen wanneer zij geconfronteerd worden met een verzoek tot terugvordering van ten onrechte ontvangen supplementen voor gezinslast.

Deze verzoeken om verzaking moeten door het fonds worden ingediend bij het RSVZ, dat elk geval afzonderlijk onderzoekt en een zorgvuldige en gemotiveerde beslissing neemt. De verzaking is met name mogelijk wanneer de zelfstandige zich in een staat van behoeftigheid bevindt of in een situatie die deze toestand benadert.

Par ailleurs, au regard de la situation complexe qui existait au début de la crise, une renonciation générale a également été accordée pour tous les indépendants qui ont indûment bénéficié du droit passerelle de crise majoré pour les mois de mars, avril et mai 2020. Je l'ai rappelé récemment à toutes les caisses.

Enfin, je demande que des délais de remboursement raisonnables soient proposés aux indépendants. Il n'est absolument pas acceptable, de la part de certaines caisses, d'exiger des remboursements en trois semaines.

Je conclurai en indiquant que, pour le futur, l'INASTI est en train de créer un flux d'informations visant à pouvoir vérifier directement, sans l'intervention de l'indépendant, s'il y a un enfant à charge selon la mutuelle, avant l'attribution de la mensualité.

10.05 Hans Verreyt (VB): Wat de overheid met de ene hand geeft, dat neemt ze met de andere hand weer af. Als het niet via hogere belastingen is, dan wel met regelrechte terugvorderingen, zoals hier het geval is. Dit gaat voor het overgrote deel niet over fraude, maar wel over ondernemers en zelfstandigen die het slachtoffer zijn van met terugwerkende kracht ingevoerde wetgeving en het typisch Belgische kafkaïaanse wanbestuur. Voor de belastingen zijn deze kinderen ten laste, maar niet voor de sociale rechten.

Gedurende drie jaar hebben we de overheid hier amper over gehoord en nu ontvangen 38.000 zelfstandigen plots de factuur. Het gaat om bedragen van 10.000 euro en meer die binnen nu en enkele weken terugbetaald moeten worden.

In de tijd van de oude Grieken wist men het al: wantrouw Vivaldi, zeker wanneer ze met zogenaamde geschenken voor de poorten staan.

10.06 Tania De Jonge (Open Vld): Mijnheer de minister, hartelijk bedankt voor uw antwoord. Ik heb in het eerste deel benadrukt dat controles nodig zijn en dat hoort ook zo. U hebt daarnet gezegd dat de zelfstandigen die te goeder trouw hebben gehandeld een verzoek tot verzaking kunnen indienen bij de bevoegde diensten. Dat stemt mij zeer tevreden. We moeten voldoende pragmatisch naar die problematiek kijken en we moeten

initiatieven nemen om dergelijke situaties in de toekomst te vermijden in het belang van onze zelfstandigen, die door een zeer moeilijke periode zijn gegaan en die nu dit op hun bord hebben gekregen. Ik dank u voor de genomen initiatieven.

10.07 Christophe Bombled (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos réponses. Je vous remercie surtout d'avoir éclairci certaines modalités d'octroi du droit passerelle, qui ne semblaient pas évidentes *a priori*.

Finalement, le problème ne vient pas de savoir si les indépendants ont été pris les doigts dans le pot de confiture ou pas, parce qu'il ne s'agit clairement pas d'une fraude généralisée. Il s'agit au contraire d'une mauvaise interprétation de la réglementation, qu'elle soit dans le chef du bénéficiaire ou des caisses d'assurance sociale. Peu importe.

Ce qui compte aujourd'hui, c'est que la lumière ait été faite sur cette ambiguïté qui, je le crains, pourrait se reporter sur d'autres allocations sociales et qu'il conviendrait de vérifier. Vous avez apporté des précisions quant à la définition de majoration pour chef de famille et les informations nécessaires pour que les indépendants ne se retrouvent plus dans de telles difficultés à l'avenir.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

11 Vraag van Jean-Marie Dedecker aan Georges Gilkinet (VEM Mobiliteit) over "De wijziging van de wegcode voor fietsers en het gebruik van het fietspad" (55003467P)

11 Question de Jean-Marie Dedecker à Georges Gilkinet (VPM Mobilité) sur "La modification du code de la route concernant les cyclistes et l'utilisation de la piste cyclable" (55003467P)

11.01 Jean-Marie Dedecker (ONAFH): Mijnheer de minister, ik viel vanmorgen van mijn fietszadel, en ik niet alleen, de heer Willems van Vias, het Belgisch Instituut voor de Verkeersveiligheid, waarschijnlijk ook. Wat is er gebeurd? Nadat enkele wielertoeristen afgelopen weekend naast het fietspad hadden gereden en daarvoor een proces-verbaal hadden gekregen, deed u onmiddellijk aan steekvlampolitiek door toe te laten dat fietsers naast het fietspad rijden als er teveel modder of blaren liggen. Dat is niets meer of niets minder dan subjectieve wetgeving.

Mijnheer de minister, we hebben de fietser heilig verklaard, maar ook verdoemd. We gebruiken hem als bumper in fietsstraten en hij mag ook eenrichtingsstraten negeren. Kortom, het verkeersreglement is een beetje een warboel geworden.

We hebben ook alle soorten fietsers gekregen. Sommigen denken dat ze iedere week Tom Boonen zijn en de Ronde van Vlaanderen rijden. Andere fietsers houden zich wel aan de wet. Er zijn de speedpedelecs. Er zijn ook de steps en wie die gebruikt, hoeft zich al helemaal niet aan de wet houden. Het gevolg van dat alles – en dit is het triestige van de zaak – is het record van 95 dodelijke fietsslachtoffers, van wie 40 % midden in de stad stierf. Ik stel mijn vraag niet alleen om dat duidelijk te maken, maar ook om uw standpunt te kennen.

In Vlaanderen is er ongeveer 2.000 km fietspad in aanvraag. De Vlaamse regering heeft 450 miljoen euro uitgetrokken om fietspaden aan te leggen. Het grote probleem is echter dat het tien jaar duurt om vergunningen te krijgen en een jaar om een pad aan te leggen. Een van de grote redenen waarom dat zo lang duurt, mijnheer de minister, is omdat Groen tegenwerkt. Ik kan u dat vertellen, want ik krijg er zelf mee te maken. Zodra er plaats is om ergens een weg aan te leggen, staat Groen op zijn achterste poten. (...)

11.02 Minister Georges Gilkinet: Is er iets Belgischer dan op zondagochtend met de vrienden gaan fietsen onder de kerktoeren, aan het zeetje of op de heuvelachtige routes van Wallonië? Ik ben zeer blij dat u mij een vraag daarover stelt. In het halfrond wordt er te weinig over de fiets gesproken. Buiten mijn werk ben ik een echte flandrien, een fietsliefhebber. Als lid van de regering bevoegd voor Mobiliteit, ben ik ook een fietsminister.

We hebben met de collega's het eerste federale fietsplan uitgewerkt, namelijk Be Cyclist. Samen met de regering wil ik mensen die fietsen steunen. Vanaf 1 mei voeren we een fietsvergoeding in voor iedereen die met de fiets naar het werk gaat.

Ik werk aan de hervorming van de wegcode om de actieve weggebruiker meer ruimte en meer veiligheid op de weg te geven. De wegcode moet een beter evenwicht vinden voor alle weggebruikers. Dat staat zo in mijn beleidsnota en dat voornemen zal ik ook uitvoeren.

We zullen fietsers dus al vanaf 10 mensen toelaten om op de weg te fietsen. Dat is veiliger voor hen en voor de andere fietsers. Als een fietspad niet in goede staat is, als het glad is, moet een fietser op de baan kunnen fietsen. Sommige lokale politici investeren liever in bijvoorbeeld casino's dan in goede fiets- en weginfrastructuur, of dromen van snelwegen met twee verdiepingen. Zelf vind ik het heel belangrijk dat wegbeheerders veilige en aparte fietspaden aanleggen. Op het moment is de lokale weg wel vaker in goede staat en het fietspad niet. In dat geval moet de fietser het recht hebben om te kiezen voor de veiligste oplossing.

Fietsen is goed voor onze mobiliteit. Het is goed voor onze gezondheid: een gezonde geest in een gezond lichaam. Dat is iets wat elke sportadviseur, elke burgemeester, elke politicus, elke burger alleen maar kan beamen.

11.03 Jean-Marie Dedecker (ONAFH): Mijnheer de minister, u gedraagt zich belachelijk. Ik nodig u uit om mijn gemeente te komen bezoeken, niet voor de opening van een casino, maar ter vaststelling van de vele kilometers vrijliggende fietspaden die wij hebben aangelegd.

Mijnheer de minister, ik stel mijn vraag heel specifiek. Wij willen een snelfietspad aanleggen, maar dat project wordt al jaren tegengehouden. Weet u waarom? Als er geen kamsalamander is, halen ecologen wel ergens beesten uit een reservaat om sommige werkzaamheden tegen te houden. Dat kan een eikelmuis zijn, en brandt er ergens een lichtje, dan passeert er nog ergens een vleermuis. Alle gemeenten zijn het beu. Ik herhaal dat er 2.000 kilometer fietspaden gepland zijn. Daarvoor is 450 miljoen euro uitgetrokken. De gemeenten trekken geld uit voor die fietspaden.

Mijnheer Gilkinet, ik weet wat fietsen is. Ik woon immers aan een fiets- en jaagpad, waar per dag gemiddeld 441 fietsers voorbijrijden en zondag 1.600 fietsers. Qua bekwaamheid kan ik mij dus wel redden.

In plaats van iedere keer te blazen en bijna nutteloze wijzigingen aan reglementen aan te brengen, die doden opleveren, zou u beter in eigen boezem kijken en bekijken op welke manier wij fietspaden kunnen aanleggen. Dat zou beter zijn dan oppositie te voeren en hoog van de toren te blazen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

12 Samengevoegde vragen van

- **Peter Mertens aan Frank Vandenbroucke (VEM Sociale Zaken en Volksgezondheid) over "Het recordaantal niet-erkende arbeidsongevallen" (55003461P)**

- **Nathalie Muylle aan Frank Vandenbroucke (VEM Sociale Zaken en Volksgezondheid) over "De onterechte afwijzing van meer dan 1.000 aangiften van arbeidsongevallen per jaar" (55003465P)**

- **Catherine Fonck aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De toename van het aantal aangiften van arbeidsongevallen die door verzekeraars geweigerd worden" (55003474P)**

12 Questions jointes de

- **Peter Mertens à Frank Vandenbroucke (VPM Affaires sociales et Santé publique) sur "Le nombre record d'accidents du travail non reconnus" (55003461P)**

- **Nathalie Muylle à Frank Vandenbroucke (VPM Affaires sociales et Santé publique) sur "Le refus injustifié de plus de 1.000 déclarations d'accidents du travail par an" (55003465P)**

- **Catherine Fonck à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "L'augmentation du pourcentage d'accidents du travail que les assurances refusent d'indemniser" (55003474P)**

12.01 Peter Mertens (PVDA-PTB): Mijnheer de minister, als een werknemer een arbeidsongeval heeft, moet de werkgever dat aangeven bij de verzekeringsmaatschappij. Nu blijkt echter dat die verzekeringsmaatschappijen nog nooit zoveel aangiftes hebben geweigerd. Uit controles blijkt tevens dat nog nooit zoveel weigeringen onterecht waren. Dat betekent dus dat honderden mensen die een arbeidsongeval hebben gehad toch onterecht in de kou blijven staan.

Een en ander werd gisteren aan het licht gebracht in *Pano* en bevestigd door een studie van het ACV. In

twintig jaar tijd is het aantal geweigerde arbeidsongevallen verdubbeld. Wat is nu het probleem? Het probleem is dat degenen die over die aangiftes moeten oordelen tegelijkertijd rechter en betrokken partij zijn. Het zijn namelijk de private verzekeringsmaatschappijen die moeten beoordelen of iets terecht is of niet. Hoe meer aangiftes zij weigeren, hoe meer zij de verantwoordelijkheid en de kosten op de sociale zekerheid of de mensen zelf kunnen afschuiven, hoe meer verzekeringspremies zij kunnen houden en dus hoe meer winst zij kunnen boeken. Zij hebben er dus alle belang bij om een aantal gevallen te weigeren. Ze zijn rechter en betrokken partij.

Mijnheer de minister, ik heb twee eenvoudige vragen. Zou het niet beter zijn als de instantie die de aangiftes controleert publiek zou zijn, zoals in Nederland en de Scandinavische landen? Op die manier vermijdt men het systeem van rechter en betrokken partij.

Zou het intussen niet beter zijn om Fedris, het federaal agentschap dat de controles op de geweigerde aanvragen moet doen, te versterken? Met nauwelijks anderhalve persoon raakt men immers niet ver.

12.02 Nathalie Muylle (cd&v): Mijnheer de minister, voor wie een ernstig ongeval meemaakt op weg naar het werk of op de werkplek, staat de wereld vaak stil. Gelukkig is het aantal arbeidsongevallen in ons land de voorbije 10 à 20 jaar heel sterk afgenomen. Dat betekent dat wij een veel veiligere werkplek hebben, wat heel goed is. In 2021 werden echter nog steeds 150.000 arbeidsongevallen aangegeven bij verzekeringsmaatschappijen in ons land.

Wij zien ook dat de werkplek complexer wordt. Mensen werken thuis, men brengt kinderen naar school tijdens de werkdag en men gaat al eens iets kopen voor de lunch. Dat zijn vaak redenen waarom dossiers worden afgewezen door verzekeringsmaatschappijen.

De collega zei het al, wij zien dat het aantal afwijzingen steeds toeneemt. Hij sprak van een verdubbeling. Wij gingen in een aantal jaren echter van 2 % naar 14 %. In 2021 werden 21.000 dossiers afgewezen. Fedris doet daar steekproeven op en kwam daarbij tot de vaststelling dat een op de zes dossiers onterecht wordt afgewezen. Nog meer zorgen baart mij het feit dat dit bij arbeidsongevallen met blijvende letsels, dus zware arbeidsongevallen, zelfs een op de vijf dossiers is.

Mijnheer de minister, met deze steekproef wordt 20 % van de dossiers gecontroleerd. Dat betekent dat 80 % vandaag niet wordt gecontroleerd. Als men het percentage dat eigenlijk onterecht is afgewezen extrapoleert, dan komt men snel aan 1.000 ongevallen – de sociale partners spreken zelfs van 2.000 – waarvan het dossier onterecht wordt afgewezen. Dat is dramatisch voor heel veel mensen.

Mijnheer de minister, wij vragen dat Fedris alle dossiers controleert. Wij hebben daaromtrent een wetsvoorstel (...)

12.03 Catherine Fonck (Les Engagés): Madame la présidente, monsieur le ministre, demain, c'est la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail. Il est d'autant plus important de vous solliciter à nouveau, puisque le pourcentage de déclarations d'accident au travail refusées par les assurances a explosé ces dernières années. C'est sept fois plus en vingt-cinq ans. Aujourd'hui, selon une étude de Fedris, un refus sur six est injustifié. Pire encore, quand il s'agit d'accidents de travail graves, c'est un refus sur cinq. C'est énorme! Derrière ces chiffres se cachent des milliers de victimes d'accidents de travail qui sont des laissés-pour-compte, victimes d'incapacité physique et mentale, parfois à vie, avec un impact financier qui peut être particulièrement lourd pour elles-mêmes mais aussi pour leur famille.

La CSC tire une énième fois la sonnette d'alarme, appelant à des mesures urgentes pour garantir une reconnaissance à toutes les victimes d'accidents de travail. Mais où sont les maillons faibles? D'une part, du côté de Fedris qui a besoin de moyens humains et financiers et qui compte 1,5 inspecteur en équivalent temps plein et 4 collaborateurs administratifs pour contrôler les accidents refusés. Avec une équipe comptant si peu d'effectifs, 80 % des dossiers refusés ne font pas l'objet d'une enquête, alors qu'il devrait y en avoir une. D'autre part, du côté des assureurs. C'est d'ailleurs pour cette raison que je voulais interroger votre collègue, le ministre Dermagne. Les refus y sont nombreux et des données montrent clairement une ingénierie en vue d'une stratégie visant à refuser le plus possible d'accidents de travail. Dès lors, monsieur le ministre, le gouvernement va-t-il enfin utiliser des leviers puissants et efficaces pour garantir la reconnaissance?

12.04 Minister **Frank Vandenbroucke**: Collega's, een verzekering dient om mensen te beschermen en te helpen. Daar betaalt men voor, zodat men de kans krijgt om zich te concentreren op zijn of haar herstel en de zorg die men nodig heeft. Ik verwacht van verzekeraars dat ze geen spelletjes spelen op de kap van slachtoffers, laat staan dat ze mensen van het kastje naar de muur sturen in eindeloze administratieve procedures, of erger nog, daarvan een verdienmodel maken. De verhalen die men hoort, doen heel veel vragen rijzen.

Het aantal weigeringen stijgt inderdaad. Mevrouw Muylle, u hebt de verdienste dat u daarop al eerder de aandacht hebt gevestigd. Dankzij uw vragen heb ik daarover al wat kunnen nadenken. Er is nuance in dat verhaal. U hebt die aangebracht.

Ik moet wel zeggen dat het door Fedris vastgestelde cijfer, namelijk dat een op de zes weigeringen onterecht zou zijn, onjuist is. Dat is niet het cijfer van Fedris. Dat is op een misverstand gebaseerd. We zullen dat met de mensen van het ACV uitklaren. Het is veeleer een op de tien.

Wat het cijfer ook is, een op de tien of een op de zes, ik denk dat iedereen die zich onrechtvaardig behandeld voelt, iedereen die de indruk heeft dat de behandeling van zijn dossier enorm lang duurt, iedereen die denkt dat zijn klacht niet ernstig wordt genomen, iemand te veel is.

Ik denk dat daarom een efficiënte en strakke controle nodig is. De controles gaan in stijgende lijn met het aantal weigeringen. Alleszins moeten we met de mensen van het ACV, met de vakbonden, met alle betrokkenen in gesprek gaan over de vraag hoe we de controles door Fedris sterker, gericht en efficiënter kunnen maken.

Een analyse van elke weigering is misschien een brug te ver, mevrouw Muylle, maar ik denk dat we de controle moeten versterken en dat we daarvoor ook in de middelen moeten voorzien.

Ik zal dus het gesprek met de vakverenigingen aangaan. Ik wil ook het gesprek met u aangaan. Ik wil ook bekijken wat we met de regering kunnen doen om het systeem te versterken.

Er is overigens ook nog een andere klacht geuit naar aanleiding van de reportage van *Pano* en het dossier van het ACV. Men adviseert dat de betrokkenen dadelijk op de hoogte zouden moeten worden gebracht van wat hun werkgever heeft gedaan, of hij inderdaad aangifte heeft gedaan en wat de inhoud van de aangifte dan wel is.

Ik weet dat de werkgevers in 2018 die informatie geweigerd hebben in het overleg dat daarover gehouden werd in het beheerscomité van Fedris, maar ik wil het opnieuw ter hand nemen. Kunnen wij de betrokkenen niet helpen door ze meteen beter te informeren over wat er met hun dossier aan het gebeuren is?

Kortom, sterkere controle, meer gerichte controle, betere informatie aan de betrokkenen. Dat lijkt mij inderdaad de agenda.

Mevrouw Muylle, u wees ook terecht op de rol die het toenemende aantal ongevallen op weg naar of van het werk speelt. Precies daarop moet er een meer gerichte controle plaatsvinden. Met Fedris is overeengekomen dat men daar meer in het bijzonder naar zal kijken.

Je crois qu'une assurance sert toujours à protéger les personnes qui ont un problème, qui sont victimes. C'est pour cela qu'on paie. Je crois que les contrôles sont nécessaires.

Il y a débat sur les chiffres mais un sur six ou un sur dix, ce n'est peut-être pas l'essentiel.

Je crois qu'il faut renforcer les contrôles, les rendre plus ciblés et efficaces en augmentant – si nécessaire – les moyens et améliorer l'information des victimes, en la rendant plus précoce.

Chaque fois qu'une victime ou un syndicat prend contact avec Fedris, un contrôle est effectué. Dix pourcents des contrôles sont effectués sur base de plaintes, le débat porte donc sur les nonante pourcents restants qui sont effectués sur base d'échantillons. Peut-on renforcer l'action de Fedris? Je suis preneur de ce débat avec vous et avec le monde syndical pour voir ce que l'on peut faire pour améliorer la situation.

12.05 Peter Mertens (PVDA-PTB): Mijnheer de minister, er is iets wat mij in het maatschappelijk debat een beetje stoort. Of het nu gaat over langdurig zieken, mensen met een burn-out of slachtoffers van arbeidsongevallen, maatschappelijk gezien kijkt men toch altijd naar de onderkant van de ladder. Onlangs wees uw eigen partijvoorzitter nog eens met het beschuldigende vingertje naar de werklozen: hij wil hen met een verplichte gemeenschapsdienst aan het werk zetten.

Op de vooravond van 1 mei moeten wij echter eens naar boven kijken. Wat ontbreekt in uw antwoord, is de verantwoordelijkheid van de grote private verzekeringsmaatschappijen, die een winstmodel hebben uitgebouwd op de kap van de slachtoffers van arbeidsongevallen.

Daarom stellen wij voor om te kijken naar wat men in Nederland en de Scandinavische landen doet. Men mag geen rechter en betrokken partij tegelijk zijn, om niet toe te laten dat hiervan een winstmodel wordt gemaakt. Men moet objectief kunnen controleren in het belang van alle werknemers, in het belang van iedereen die minder stem heeft, zodat ieders rechten inzake arbeidsongevallen gerespecteerd worden. Dat is ons voorstel, mijnheer de minister.

12.06 Nathalie Muylle (cd&v): Mijnheer de minister, ik heb de cijfers vermeld met enige voorzichtigheid, maar 10 % van 21.000 komt nog altijd neer op 2.000. Dat zijn dus heel veel mensen die recht hebben op een uitkering of een tegemoetkoming maar die niet krijgen.

Ik ben blij dat u die dossiers in handen zult nemen, maar wij vinden het belangrijk dat er meer wordt gecontroleerd. Er is daarvoor ook een administratieve vergoeding vanuit de verzekeringsmaatschappijen, want dat vraagt middelen en mensen. Fedris zal ook meer middelen nodig hebben om dat te kunnen doen. Wij mogen in deze discussie ook niet vergeten dat wanneer Fedris een dossier dan toch goedkeurt en het teruggaat naar de verzekeringsmaatschappijen, er vaak nog jaren juridische strijd volgt.

Deze mensen, die vaak heel kwetsbaar zijn, verdienen op dit vlak rechtszekerheid en u hebt aan ons een partner om daarin stappen vooruit te zetten.

12.07 Catherine Fonck (Les Engagés): Monsieur le ministre, nous pouvons être d'accord sur l'importance d'une information au travailleur – telle qu'elle n'existe pas aujourd'hui de manière systématique et très précoce –, sur son dossier administratif, mais aussi sur le fait de *staffer* suffisamment les équipes de Fedris – et ça, c'est à vous de le faire.

Pour ce qui concerne les assurances, je trouve particulièrement choquante leur attitude que l'on voit ici à propos des accidents du travail. J'y vois aussi un parallèle avec la manière dont les assurances ont traité des victimes des attentats.

Oui, il y a une ingénierie du côté des assureurs. On voit par exemple une telle différence de taux de refus selon les assurances: parfois, une assurance refuse deux à trois fois plus de dossiers d'accident du travail qu'une autre assurance. C'est évidemment interpellant.

Vous disposez de leviers législatifs pour que les assurances assument leur rôle, éventuellement avec des sanctions à la clé, pour protéger (...)

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

La **présidente**: Ceci clôture les questions orales.

Projets de loi

Wetsontwerpen

13 **Projet de loi modifiant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 (3220/1-11)**

13 **Wetsontwerp tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 (3220/1-11)**

Discussion générale
Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.
De algemene bespreking is geopend.

De rapporteur, mevrouw Platteau, verwijst naar haar schriftelijk verslag.

13.01 **Sigrid Goethals** (N-VA): Mevrouw de minister, u besloot uw toelichting bij het wetsontwerp in eerste lezing met de bewering dat de hervormingen spoedig en effectief moesten worden doorgevoerd, zodat een snellere en kwaliteitsvolle rechtspleging en wetgeving konden worden gegarandeerd. Om die reden hadden u de regering ook om de urgentie gevraagd. Wij krijgen eerlijk gezegd het gevoel dat de regering de urgentieprocedure bijna tot standaardprocedure heeft gemaakt, die te pas en te onpas wordt gebruikt, ook in dezen. Ik licht dat toe.

We waren het er van bij het begin niet over eens dat de urgentie van toepassing was. Er was toen al een aantal artikelen met overgangsbepalingen vanaf 1 september 2023, terwijl andere artikelen pas in werking treden op 1 januari 2024 en 1 januari 2025. Laten we duidelijk zijn, er was meer dan voldoende tijd om de normale behandeling in de Kamer te kunnen volgen.

Om de doelstellingen van het wetsvoorstel te realiseren, werden bijkomende middelen voorzien voor de Raad van State. De personeelsformatie diende uitgebreid te worden. In de uitbreiding van het personeelskader was eigenlijk al voorzien in de wet van 6 september 2022, maar dat bleek niet ingevuld. De aanwervingen lopen. U bevestigde in eerste lezing dat de examens liepen. Gelukkig zijn er veel kandidaten. De bedoeling was dat de aanwervingen tegen eind dit jaar rond zouden zijn, zodat alles was aangevuld. Nieuwe termijnen werden in het wetsontwerp vastgelegd in overleg met de Raad van State. Volgens u waren die realistisch, voor zover het personeelskader was ingevuld. Dat is dus duidelijk niet het geval. Toch bleef u volhouden dat er haast mee gemoeid was.

Daarenboven ontvingen wij de dag van de tweede lezing een brief van de Raad van State, gericht aan u. Daarin gaf men de stand van zaken van de invulling van het nieuwe personeelskader. Daaruit bleek dat niet alleen nieuwe kandidaten moesten worden gezocht, maar dat ook vertrekkers dienden te worden vervangen. Het was ook niet met zekerheid te bepalen of het vooropgestelde budget voldoende was. Bovenal was het volgens de Raad van State onmogelijk om het nieuwe kader tegen 1 september 2023 volledig of zelfs maar gedeeltelijk in te vullen. Dat zal jammer genoeg naar alle waarschijnlijkheid evenmin het geval zijn voor 1 januari 2024.

In die omstandigheden was het volgens de Raad van State zo goed als onmogelijk om alle doelstellingen van de geplande hervorming te realiseren. De Raad van State vroeg om een aanpassing van de inwerkingtreding en een meer gespreide overgangsregel. De meerderheid kwam daaraan tegemoet met amendementen in een tweede lezing. De inwerkingtreding werd verder opgeschoven om de tijd te geven om alles in orde te brengen. Van urgentie kunnen we niet meer spreken, maar jammer genoeg blijft u met die urgentie volhouden, reden ook waarom wij dit ontwerp vandaag bespreken. Dat ergert ons toch wel mateloos, want er is in onze ogen geen haast bij.

Bij de stemming over dit wetsontwerp zal de N-VA zich onthouden.

Wij zijn natuurlijk voorstander van een aantal inhoudelijke hervormingen, want die zijn noodzakelijk. Wij kunnen ons absoluut vinden in de algemene doelstellingen van het wetsontwerp en kunnen die onderschrijven. Ik noem er een paar: de verkorting van de doorlooptijd, de bevordering van de rechtszekerheid en een optimalisering van de dienstverlening. Er zijn ook absoluut verschillende positieve nieuwigheden ingevoerd, zoals gezamenlijke adviesaanvragen, hoorzittingen per videoconferentie en elektronische procedures.

Wat wij wel betreuren, is de heel beperkte toepassing van de beslissing tot het herstel met de discretionaire

bevoegdheid van de Raad van State, het ontbreken van criteria om de verenigde kamers samen te roepen en ook het feit dat de Koning de zaken van hoger openbaar belang zal bepalen, terwijl dat vandaag beperkt is tot energie.

Wij geloven niet dat het wetsontwerp zijn doelstellingen zomaar zal halen. De uitbreiding van het personeelskader wordt ook gebruikt in andere dossiers. Zo wordt de versterking van de Raad van State ook gebruikt in het toch wel heel belangrijke dossier van de bestuurlijke handhaving. Wij weten echter allemaal dat extra personeel maar één keer ingezet kan worden, net als de middelen.

13.02 Khalil Aouasti (PS): Madame la présidente, je serai bref. Tout d'abord, je tiens à remercier la ministre et les collègues pour ce texte.

Après les premiers textes que nous avons votés l'été passé concernant le Conseil d'État et les moyens complémentaires qui lui sont alloués, et qui permettent à l'institution de réellement exister, nous continuons ici à concrétiser l'accord de gouvernement en dotant le Conseil d'État de procédures efficaces qui lui permettront, tant dans les chambres de la section du contentieux que dans les chambres de la section de législation, de fonctionner de manière adéquate, et de réaliser les moyens qu'on lui a accordés il y a à peine neuf mois. Je pense que c'est une évolution heureuse tant sur la manière que sur la forme.

Des limitations de la durée maximale des procédures devant la section du contentieux administratif sont prévues. Parfois, on dit que le Conseil d'État prend trop de temps. Des procédures administratives sont mises en place et sont précisées. Autant d'avancées positives qui permettront de moderniser l'institution qu'est le Conseil d'État. Elles permettent de renforcer l'institution dans le contexte qui est le nôtre et dans le contexte de nos juridictions administratives. Avoir une juridiction administrative fédérale correctement dotée, avoir une section du contentieux qui remplisse ses missions, avoir une section de législation amplifiée qui permette de remettre des avis dans les délais et qui nous permette à nous et à d'autres entités de travailler, sont des évolutions heureuses. Concrétiser l'accord de gouvernement à travers des moyens et des procédures, et moderniser l'institution, la renforcer et la faire rentrer pleinement dans le XXI^e siècle est une évolution heureuse. Notre groupe soutiendra donc ce projet de loi.

13.03 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Madame la présidente, chers collègues, le Conseil d'État joue un rôle extrêmement important au sein de notre société. C'est lui qui joue le rôle de tribunal pour juger les conflits entre les citoyens et l'administration, autrement dit entre les citoyens et l'État dans ses différentes composantes. C'est également le Conseil d'État qui suspend et annule les décisions des administrations et qui permet ainsi de lutter contre l'arbitraire.

Dès lors, si je veux introduire un recours contre un permis d'installer une usine juste en face de chez moi, cela se passe au Conseil d'État. Ainsi, la construction de la prison de Haren avait fait l'objet d'un recours formé par une dizaine de riverains dénonçant non seulement la destruction de la biodiversité locale mais aussi la construction de mégaprisons sans entamer de réflexion globale sur le système pénal et carcéral dans notre pays.

Toutefois, le Conseil d'État s'occupe également de nombreuses autres matières. À Schaerbeek, il a annulé le règlement de stationnement adopté par le collège communal, qui étendait la zone verte, dans laquelle le stationnement est payant. On voit au travers de ces deux exemples que le Conseil d'État joue vraiment un rôle démocratique. On voit aussi que, dans ces procédures, c'est souvent l'État lui-même qui est attaqué.

Si nous voulons que le Conseil d'État soit efficace, il faut lui garantir une certaine indépendance. Or, ce projet ne va pas dans ce sens. En effet, il va permettre au gouvernement de définir par arrêté royal les dossiers qui doivent être prioritaires pour le Conseil d'État. En d'autres termes, le gouvernement va pouvoir trier et décider que tels ou tels dossiers doivent être en haut de la pile. Les dossiers prioritaires seront traités en quinze mois, contre dix-huit mois normalement.

Dans un premier temps, il semble que la volonté soit de pouvoir débloquer des dossiers tels que le réseau express régional (RER) ou la construction de centrales éoliennes ou au gaz, qui font l'objet de recours au Conseil d'État. Il va donc être possible pour le gouvernement de décider que ces dossiers sont prioritaires. Malheureusement, quand le gouvernement décide des dossiers qui doivent figurer en haut de la pile, il décide aussi, forcément, des dossiers qui se retrouvent en bas de la pile. Ainsi, il pourrait décider, à l'avenir, de

prioriser certains dossiers pour en enterrer d'autres.

Nous ne pouvons soutenir l'idée que le gouvernement puisse opérer un classement dans les affaires. Il y a ici un vrai conflit d'intérêts: l'État va se retrouver juge et partie. Pour nous, il est essentiel de maintenir l'indépendance de cette juridiction importante pour les citoyens. C'est la raison pour laquelle nous déposons un amendement visant à supprimer cette disposition. Nous espérons que tous les partis qui sont attachés à une justice indépendante nous suivront dans cette démarche.

13.04 Franky Demon (cd&v): Mevrouw de voorzitter, de Raad van State is een essentieel onderdeel van onze rechtsstaat door zijn belangrijke rol in het kader van de rechtsbescherming van de burger tegen de overheid. Een optimale en efficiënte werking van de Raad van State is dan ook cruciaal. Het wetsontwerp dat wij vandaag bespreken, wil daaraan bijdragen.

Eerder keurden wij een uitbreiding van het personeelskader van de Raad van State goed.

Wij hebben in de commissie positief en uitgebreid van gedachten kunnen wisselen over het onderwerp, wat mij toelaat om vandaag te focussen op enkele punten in het ontwerp waaraan onze fractie belang hecht.

Het ontwerp zorgt voor een hervorming van de procedure voor de afdeling Bestuursrechtspraak. Er worden onder meer maatregelen genomen die de doorlooptijd van de gewone annulatieberoepen zonder procedurele incidenten moet terugbrengen tot 18 maanden. Er wordt ook een procedurekalender ingevoerd om de schorsingsprocedure actiever aan te sturen.

Waarover wij in het bijzonder tevreden zijn, is de invoering van de zogenaamde beslissing tot herstel. Die bepaling moet een antwoord bieden op de door het Grondwettelijk Hof vernietigde bestuurlijke lus. Het doel van de regeling is pingpongberoepen te voorkomen. Een tussenarrest moet aangeven wat de onwettigheden in een bestreden beslissing zijn, waarna de verwerende partij de kans krijgt die onwettigheden recht te zetten. Wanneer de verwerende partij daarin slaagt, wordt het beroep tegen de beslissing tot herstel verworpen en is het voor de andere partijen einde verhaal inzake het beroep tot vernietiging van de beslissing tot herstel. Het zal de Koning zijn die in een koninklijk besluit vastlegt voor welke geschillen van bijzonder belang voor de maatschappelijk gewichtige projecten op regionaal niveau de regeling zal kunnen worden ingezet.

Als schepen van Ruimtelijke Ordening in Brugge word ik regelmatig geconfronteerd met juridische procedures bij projecten met een grote maatschappelijke impact voor de wijde regio. Het nut en de noodzaak van de beslissing tot herstel spreken voor mij dan ook voor zich.

Voorts wordt ook voor de afdeling Wetgeving een aantal belangrijke aanpassingen ingevoegd. Er is onder andere de verplichte gezamenlijke adviesaanvraag bij samenwerkingsakkoorden en de aanduiding door de parlementsvoorzitters van een gemachtigde bij de adviesaanvragen voor voorstellen van wet, decreet of ordonnantie.

Onze fractie zal het ontwerp vanavond dan ook met plezier steunen.

13.05 Vanessa Matz (Les Engagés): Madame la ministre, chers collègues, le Conseil d'État joue incontestablement un rôle déterminant dans notre État de droit. Sa section de législation est garante de la constitutionnalité des textes légaux et réglementaires. Sa section d'administration protège les intérêts de nos concitoyens contre les excès des autorités administratives. Au cours des dernières années, le Conseil d'État a accumulé un important arriéré dans cette dernière section. Il est temps d'y répondre.

C'est dans ce contexte que nous nous réjouissons de deux réformes en cours: celle qui vise à augmenter les effectifs, mais également celle qui vise à rendre les procédures plus rapides et plus efficaces. Toutes deux sont intimement liées. En effet, tant que nous n'aurons pas recruté suffisamment d'effectifs, il est illusoire d'espérer apurer les retards et respecter les nouveaux délais de procédure. C'est pourquoi nous nous réjouissons que la majorité ait changé d'avis en s'inspirant enfin de notre amendement. Elle s'en est même inspirée intégralement, puisqu'elle l'a voté et qu'il a fallu reprogrammer une réunion de commission pour qu'elle défasse ce qu'elle avait entrepris, même si le but était identique. On aurait peut-être pu, pour une fois, en laisser l'initiative à l'opposition. C'eût été sympathique, mais l'important est que votre amendement – inspiré du nôtre – ait été approuvé, en vue de reporter d'une année les nouvelles règles définissant les délais dans

lesquels les auditeurs doivent faire rapport – laissant ainsi au Conseil d'État le temps d'organiser les recrutements nécessaires.

Nous regrettons évidemment un volet qui nous paraît décisif. Je veux parler de la disposition qui habilite le Roi à déterminer les affaires relevant d'un intérêt public supérieur qui nécessitent un traitement prioritaire. En effet, nous estimons que, par cette habilitation, un pouvoir exorbitant est confié au Roi, puisqu'il peut ainsi décider quelles sont les affaires dites prioritaires et, par la même occasion, celles qu'il estime ne pas l'être. Cette habilitation est excessivement vaste et offre une forme de blanc-seing qui nous semble d'autant plus problématique que le Roi est souvent partie devant le Conseil d'État. Il est donc étonnant d'autoriser une partie à des litiges à définir arbitrairement quels sont les litiges – auxquels il est éventuellement partie – qui doivent être traités en priorité et ceux qui ne doivent pas l'être. Plus généralement, nous estimons que toutes les affaires devraient être traitées de manière identique, mais suffisamment vite, par le Conseil d'État et que les deux réformes en cours devraient permettre d'atteindre cet objectif.

Nous avons proposé une autre solution qui prévoirait la confirmation par le Parlement du choix opéré par le Roi, endéans un délai de six mois après son entrée en vigueur, à défaut de quoi l'arrêté cesserait de produire ses effets.

Ainsi, on préserve une forme de souplesse, comme le veut le gouvernement, mais on évite que le Parlement soit hors-jeu et laisse la place à l'exécutif. Nous regrettons évidemment que notre amendement allant dans ce sens ait été rejeté. Pour cette raison, nous allons nous abstenir. Je vous remercie.

13.06 François De Smet (DéFI): Madame la ministre, chers collègues, je serai relativement bref. D'abord, sur la forme, je dois rappeler que l'urgence avait été demandée par le gouvernement et qu'on peut valablement se poser la question de savoir pourquoi une réforme du Conseil d'État nécessitait un tel degré d'urgence. La ministre avait alors répondu en commission que "les réformes devaient être mises en place rapidement et efficacement afin de garantir une procédure et une législation plus rapides et de bonne qualité à chacun". Je me permets de répondre que les réformes doivent également être conçues et rédigées en parfaite collaboration avec l'ensemble des acteurs concernés. Par ailleurs, le recrutement de personnel au Conseil d'État est toujours en cours et rien ne semble donc justifier cette urgence. J'insiste sur ce point car il aura fallu une demande insistante de l'ensemble de l'opposition pour que des avis écrits puissent être obtenus, notamment celui des représentants de *avocats.be*. Certes, il aurait été préférable que ceux-ci puissent être entendus lors de nos travaux mais cette proposition n'a finalement pas été choisie par les partis de la majorité.

En ce qui concerne le fond, autant le préciser d'emblée, mon groupe ne soutiendra pas ce projet de loi et s'abstiendra lors du vote. Je n'en disconviens pas, plusieurs bonnes nouvelles méritent cependant d'être soutenues. J'y reviens brièvement. Premièrement, je salue la volonté du gouvernement de dégager près de 6 millions d'euros par an pour l'extension du cadre du personnel, et ce, au travers du recrutement de greffiers, d'auditeurs et de conseillers d'État. À de nombreuses reprises, mon groupe n'a jamais manqué de rappeler que le Conseil d'État est en manque d'effectifs depuis de trop nombreuses années. Nous saluons donc cette avancée majeure et attendons avec impatience que le processus de recrutement aboutisse.

Deuxièmement, nous saluons le retour de la boucle réparatrice nouvellement rebaptisée décision réparatrice, mesure qui permet aux autorités, uniquement pour certains types de décision et en première instance, de rectifier des inégalités constatées par le Conseil d'État sans devoir répéter tout le processus décisionnel et ainsi réduire les risques d'annulation de ces actes. Malheureusement, ce projet de réforme contient aussi d'autres mesures que notre groupe est dans l'impossibilité de soutenir et tout particulièrement l'une d'entre elles. L'article 23 du projet stipule en effet que "sans préjudice des délais spécifiques et des traitement prioritaires réservés à certains recours prévus par la loi, le Roi détermine par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, les affaires relevant d'un intérêt public supérieur qui devront être traitées prioritairement par le Conseil d'État".

En d'autres termes, le pouvoir exécutif pourra, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, décider quelle affaire le Conseil d'État pourra traiter en priorité. Pour être encore plus clair, on parle bien d'ingérence du pouvoir exécutif dans le traitement des dossiers du Conseil d'État. C'est la raison pour laquelle, ma collègue Vanessa Matz et moi-même avons déposé un amendement visant à permettre au Parlement de confirmer ou non l'arrêté royal par une loi dans les six mois de son entrée en vigueur.

La ministre avait indiqué en commission que la disposition en projet est acceptable d'un point de vue juridique et que la délégation n'est pas formulée de manière trop large mais aussi que, je cite, "rien n'empêche d'avoir un débat sur le contenu de cet arrêté royal par le biais des mécanismes traditionnels de contrôle parlementaire". C'est peu ou prou l'argumentaire qu'on nous avait déjà sorti lors de la période de la loi pandémie.

Plus sérieusement, nous n'avons manifestement pas la même analyse du texte, tout comme avocats.be étant entendu qu'ils ont également fait part de cette préoccupation dans leur avis écrit.

Pour toutes ces raisons et comme indiqué, nous nous abstiendrons sur ce vote.

13.07 Minister **Annelies Verlinden**: Wat de urgentie betreft, we spreken hier over twee parallelle bewegingen om de modernisering en optimalisering van de Raad van State zo snel mogelijk in werking te laten treden. Er gaat natuurlijk een rekruteringsperiode vooraf aan de uitbreiding van de personeelskaders. We hadden initieel gemikt op een inwerkingtreding op 1 september. Na overleg met de ordes, zoals mevrouw Matz ook aanhaalde, hebben we echter besloten om te kijken naar wat realistisch is om iedereen op dezelfde pagina van hetzelfde boek te houden en hebben we intussen de datum wat bijgesteld.

U zult alleszins toch moeten toegeven dat de urgentie geen democratisch deficit met zich bracht, gelet op het ruime democratische debat, met de gedachtewisselingen in commissie en de tweede lezing met bespreking van de amendementen.

De aanwervingen zijn inderdaad lopende en niemand kan de hand in het vuur steken dat alles verloopt zoals verwacht. De medewerkers van de Raad van State zijn ook zeer kwaliteitsvol en er worden dan ook terecht hoge kwaliteitseisen gesteld. We moeten dus afwachten of er voldoende gekwalificeerde kandidaten worden gevonden. Nogmaals, zoals ik in de commissie zei lopen de aanwervingen goed. Uiteraard zal het aanbod moeten worden afgestemd op de wensen en eisen van het personeelskader. Alles werd dus in stelling gebracht, maar we moeten de komende maanden afwachten om te kijken of alle kandidaten zich aanmelden en voldoen aan de eisen.

Wat de inwerkingtreding betreft willen we zo snel mogelijk gaan. Alle bepalingen moeten snel in werking treden. We hebben in een gefaseerde inwerkingtreding voorzien om de diensten van de Raad van State te laten wennen aan de nieuwe en versnelde rechtsbedeling.

Men klaagde hier de beperkte toepassing van de mogelijkheid van beslissingen tot herstel aan. We hebben ervoor gekozen om die in de eerste plaats van toepassing te maken op grote, belangrijke, maatschappelijke projecten op regionaal niveau, zoals de beslissing tot herziening van een gewestplan op basisniveau, bijvoorbeeld voor het Brussels gewestelijk bestemmingsplan.

Er zijn ter uitvoering van onderhavige wettekst twee koninklijke besluiten nodig, een voor de projecten van hoger openbaar belang en een voor de beslissingen tot herstel. Uit de veelvuldige besprekingen met onder meer de diensten van de Raad van State blijkt dat zij geconfronteerd worden met bijkomende werklast omdat er precies moet worden aangeduid waar een beslissing tot herstel mogelijk is. Daarom hebben wij geopteerd voor een realistische benadering, waarbij we de scope beperken. Op die manier kunnen we voorkomen dat er een overdaad aan dat soort beslissingen van de Raad van State verwacht wordt, waardoor de termijnen mogelijk niet zouden worden gehaald. Ik herhaal mijn belofte van in de commissie dat we bij een positieve evaluatie de scope kunnen uitbreiden.

Uw laatste vraag was hoe wij de doelstelling zullen halen. Wij stellen alles in het werk om het kader op te vullen, in de eerste plaats met geselecteerde kandidaten. Natuurlijk houden wij ook rekening met het feit dat procedure-incidenten kunnen worden ingeroepen. Daarvoor gelden er hoe dan ook termijnen van orde, zoals in zaken voor andere rechtbanken en hoven. Met onderhavige wettekst zorgen we alvast voor het juiste kader.

Er werd kritiek geuit op de regeling met betrekking tot de zaken van hoger openbaar belang.

Mme Matz et M. De Smet ont émis des remarques à ce sujet. Nous avons prévus que le Roi détermine, par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, les affaires relevant d'un intérêt public supérieur qui devront être traitées prioritairement par le Conseil d'État car nous voulons être flexibles. Nous savons que les projets ayant un intérêt public supérieur peuvent changer dans le temps. Aujourd'hui, nous pensons aux projets de

transition énergétique, mais cela pourrait évoluer dans le temps. Nous estimons avoir bien défini le cadre. Nous venons de mener cette discussion en commission. J'attire l'attention sur le fait que nous parlons d'une différence de trois mois par rapport aux procédures standard, pour lesquelles nous prévoyons un délai de 18 mois. Quant aux projets prioritaires, ils seraient traités en 15 mois. La différence n'est pas fort importante. Nous prévoyons de confier cette compétence au Roi au nom du principe de l'égalité de traitement.

Monsieur Boukili, il est faux ou incorrect de dire que des dossiers se retrouveront en bas de la pile. Le traitement des dossiers d'intérêt public supérieur est accéléré mais cela n'implique en aucun cas que les autres dossiers seront mis en bas de la pile. Nous avons l'ambition de traiter toutes les affaires en annulation devant le Conseil d'État dans un délai de 18 mois. Pour certains dossiers d'intérêt public supérieur, ce serait un délai de 15 mois.

Concernant votre amendement, nous avons prévu un budget spécifique pour l'optimisation du fonctionnement du Conseil d'État. Il faut aussi être réaliste: l'engagement d'effectifs supplémentaires, en remplissant le cadre, permettra d'aboutir à un certain résultat, mais tout n'est pas possible. Nous avons trouvé un équilibre et nous l'évaluerons. Si un jour les dossiers de transition énergétique devaient avoir moins de priorité – je ne peux pas m'imaginer que ce serait demain, vu le contexte et les ambitions sur l'énergie durable de ce gouvernement –, nous pourrions définir d'autres dossiers d'intérêt public supérieur et modifier l'arrêté royal à ce moment-là.

Comme Mme Matz l'a relevé, j'ai expliqué en commission que nous pouvons également utiliser les moyens standards pour en débattre en commission ou dans d'autres forums.

Monsieur Boukili, quant à votre amendement, il faut faire confiance aux chefs de corps du Conseil d'État. Pour les autres cours et tribunaux, on ne définit pas non plus un délai précis pour le traitement des dossiers. Comme vous le savez, nous avons débattu avec les Ordres des avocats mais aussi avec les services du Conseil d'État d'un cadre réaliste, faisable, raisonnable. Je suis convaincue que le Conseil d'État, avec son expertise, son expérience et ses talents, pourra déterminer son propre fonctionnement, sa propre organisation. Il n'est donc pas utile de détailler davantage. En se basant sur le texte de la loi et les deux arrêtés royaux dont a besoin pour implémenter cette loi, ce délai de 18 mois pourra être atteint.

Madame Matz, monsieur De Smet, je pense avoir déjà répondu partiellement à vos commentaires et questions. Je sais que vous avez déjà introduit cet amendement lors des discussions en commission de l'Intérieur et à la suite de la lettre de [avocats.be](https://www.avocats.be), qui n'est pas intervenue lors des entretiens que nous avons eus à plusieurs reprises avec celui-ci mais bien en deuxième lecture du projet de loi. Nous sommes convaincus – le Conseil d'État n'a d'ailleurs pas émis de remarque à cet égard – que cette délégation au Roi n'est pas trop large. Il n'est donc pas utile de le couler dans une loi ou de confirmer cet arrêté royal dans une loi. Nous avons choisi cette approche car nous voulons une certaine flexibilité et cela me semble justifié au vu de l'ambition de ce projet. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que nous procédons de cette manière.

Par le passé, nous avons utilisé la même approche pour des dossiers dans le cadre du contentieux des étrangers. Le Parlement n'a pas dû donner sa confirmation concernant les mesures qui étaient prises par le Conseil d'État pour accélérer le traitement de ces dossiers.

Madame la présidente, j'espère avoir répondu à la plupart des questions.

13.08 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Madame la présidente, comme Mme la ministre affirme que ce que je dis est faux, je suis dans l'obligation de réagir.

Madame la ministre, le Conseil d'État joue un rôle d'arbitre, très souvent, entre le citoyen et l'État, quand l'administration de l'État est mise en cause. Et là, l'un des joueurs a la possibilité de définir les priorités de l'arbitre. Le gouvernement peut définir des priorités pour le Conseil d'État. Vous avez parlé de l'écologie, et ainsi de suite. Là, le débat ne porte pas sur le fond. D'ailleurs, cet arrêté royal aurait pu être débattu au Parlement et confirmé par celui-ci, afin d'avoir un débat de fond sur les priorités. Mais même ça, cela n'a pas eu lieu.

Par contre, l'État, qui est mis en cause par les citoyens, peut définir les priorités à traiter par le Conseil d'État. Il y a là un conflit d'intérêts. Vous ne pouvez pas le nier. Vous pouvez avoir une autre lecture mais, dans les faits, l'une des deux parties concernées a un pouvoir sur le Conseil d'État: c'est un conflit d'intérêts. En outre,

vous faites passer cela par arrêté royal, sans débat parlementaire.

L'État va déterminer les priorités pour le Conseil d'État, qui est l'arbitre entre les citoyens et l'administration, soit l'État. C'est problématique. Vous avez dit qu'il y avait eu une concertation avec le Conseil d'État et des avocats, mais les avocats ne sont pas d'accord avec votre projet. Ils le critiquent, entre autres quant à cet ordre de priorités dont je vous ai parlé. Donc, si vous les aviez vraiment écoutés, vous n'auriez pas introduit cette mesure. Peut-être se trompent-ils également. Mais cela ne change rien quant au conflit d'intérêts.

La **présidente**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)
Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles ***Bespreking van de artikelen***

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) **(3220/10)**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(3220/10)**

Le projet de loi compte 29 articles.
Het wetsontwerp telt 29 artikelen.

* * * * *

Amendements déposés:
Ingediende amendementen:
Art. 23

- 25 – Nabil Boukili (3220/11)
- 26 – Vanessa Matz cs (3220/11)

* * * * *

Conclusion de la discussion des articles:
Besluit van de artikelsgewijze bespreking:

Réservés: les amendements et l'article 23.
Aangehouden: de amendementen en het artikel 23.

Adoptés article par article: les articles 1 à 22 et 24 à 29.
Artikel per artikel aangenomen: de artikelen 1 tot 22 en 24 tot 29.
* * * * *

La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et l'article réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.
De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendementen, het aangehouden artikel en over het geheel zal later plaatsvinden.

- 14** **Projet de loi relatif au Registre central des interdictions de gérer (3218/1-5)**
- Proposition de loi créant un registre public des interdictions professionnelles (3250/1)
14 **Wetsontwerp betreffende het Centraal register van bestuursverboden (3218/1-5)**
- Wetsvoorstel tot oprichting van een openbaar register van de beroepsverboden (3250/1)

Proposition déposée par:
Voorstel ingediend door:
Katrien Houtmeyers, Sophie De Wit, Anneleen Van Bossuyt, Michael Freilich.

Discussion générale

Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.
De algemene bespreking is geopend.

Mevrouw Kathleen Verhelst en de heer Albert Vicaire, rapporteurs, verwijzen naar het schriftelijk verslag.

14.01 Katrien Houtmeyers (N-VA): Mevrouw de voorzitter, collega's, als een persoon zich schuldig maakt aan bijvoorbeeld faillissementsfraude kan hij door een rechter worden veroordeeld tot een beroepsverbod. Dat betekent dat hij tot tien jaar lang geen handelsvennootschap mag besturen of handelsactiviteit mag uitoefenen.

Tijdens de vorige legislatuur dienden wij reeds een wetsvoorstel in voor de oprichting van een openbaar register van bestuursverboden, naar analogie van het Companies House in het Verenigd Koninkrijk. Zowel burgers, bedrijven als overheidsinstanties kunnen daarin gemakkelijk nagaan of een persoon eerder een beroepsverbod opgelegd kreeg. Niemand wil immers contracteren met personen die frauduleus failliet gaan.

De laatste tijd berichten de media over aannemers die weg zijn met de hoge voorschotten van bouwheren, maar ook andere sectoren zijn gevoelig voor frauduleuze faillissementen. De financiële wetgeving verbiedt dat mensen die veroordeeld werden tot een beroepsverbod verzekeringstussenpersoon, bankagent of makelaar zijn. Niemand wil immers zijn geld toevertrouwen aan personen die hun bedrieglijk faillissement organiseren.

Het voorliggend wetsontwerp richt eindelijk een Centraal register van bestuursverboden op. Mijnheer de minister, in de commissie verwonderde u zich erover dat het zo lang heeft moeten duren alvorens bestuursverboden in een centraal register zouden worden bijgehouden. Wat ons nog meer verwonderde, was het feit dat er in het ingediende wetsontwerp slechts toegang zou zijn voor de politiediensten en de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, naast uiteraard de diensten die het centraal register moeten voeden of beheren, zoals de FOD Justitie, de griffiers van de ondernemingsrechtbank, de notarissen en de KBO.

Deze regering heeft de grote ambitie om een miljard extra inkomsten te halen uit fiscale fraude, maar vergeet de fiscus en het openbaar ministerie toegang te geven tot het centraal register. Dat is voor ons onbegrijpelijk. We kunnen de strijd tegen bijvoorbeeld btw-carroussels en faillissementsfraude immers slechts aangaan als ook de fiscus en het parket toegang krijgen tot dat centraal register. We danken u dan ook omdat u onmiddellijk inging op onze amendementen om zowel de fiscus als het openbaar ministerie toe te voegen aan de instanties die toegang krijgen tot alle gegevens in het nieuwe register.

Voor ons zou ook de FSMA toegang moeten krijgen tot alle gegevens in het register, omdat mensen die veroordeeld zijn tot een bestuursverbod geen bankmakelaar, -agent of verzekeringstussenpersoon mogen zijn. We willen immers niet toelaten dat spaarders en beleggers hun geld toevertrouwen aan iemand die niet te vertrouwen is. Volgens de medewerkers van uw kabinet zou de FSMA op een gemakkelijke manier beroepsverboden moeten kunnen controleren.

Wij kregen van uw kabinet echter te horen dat de FSMA zelf niet direct vragende partij is en zich alsnog tevredenstelt met de publiek toegankelijke gegevens.

Dat brengt mij bij het tweede punt, de werking en het beheer van het Centraal register van bestuursverboden. Dat kan volgens ons een heel pak eenvoudiger. Momenteel zijn er twee vormen van beroepsverbod, het strafrechtelijke en het civielrechtelijke. Als een ondernemingsrechtbank een civielrechtelijk bestuursverbod uitspreekt, dan wordt dat in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd, waar de KBO vervolgens de informatie kan halen om de bestuursmandaten eventueel te schrappen. Als de bestuurders echter een beroepsverbod opgelegd krijgen omdat ze niet samenwerken met een gerechtelijk vereffenaar, dan wordt er niets gepubliceerd en dan beslist de veroordeelde persoon zelf of zijn bestuursmandaten in de KBO worden geschrapt. Dat lijkt ons weinig efficiënt.

Bij een strafrechtelijke veroordeling tot een beroepsverbod wordt het dossier door de griffie aan de politie overgemaakt, die dan in de KBO nagaat of de veroordeelde nog bestuursmandaten heeft. Die geeft de lijst dan aan het parket door. Het parket neemt vervolgens contact met de veroordeelde op met de vraag om zich in regel te stellen. Dat is dus allemaal zeer omslachtig.

In plaats van het dossier van de ene dienst naar de andere dienst te verschuiven, stellen wij voor om de griffier van de rechtbank de opdracht te geven om alle bestuursverboden in het *Belgisch Staatsblad* bekend te maken en aan de KBO te bezorgen. De KBO moet worden verplicht om alle bestuursmandaten van veroordeelde personen te schrappen en in het *Belgisch Staatsblad* bekend te maken.

U bent niet ingegaan op onze amendementen om deze administratieve processen te vereenvoudigen en ervoor te zorgen dat de efficiëntie stijgt bij het opvolgen van de bestuursverboden. U hebt 300 miljoen euro extra voor Justitie gekregen, maar extra middelen zullen niet volstaan voor een efficiëntere Justitie als het beleid niet streeft naar een meer doelmatige en vlottere afhandeling van dossiers.

Dan is er nog de toegang tot het Centraal register van bestuursverboden. Die wordt voor het publiek beperkt tot de zoekmogelijkheden op naam en geboortedatum, de naam en de woonplaats of het ondernemingsnummer. In vergelijking met de werking van het Engelse Companies House zijn deze zoekmogelijkheden beperkt. Om strafrechtelijke bestuursverboden te raadplegen, moet men zich identificeren. Voor civielrechtelijke bestuursverboden is dat niet zo. We zullen moeten afwachten hoe dat in de praktijk zal functioneren. In het geval van veelvoorkomende namen zullen we de effectiviteit moeten afwachten en bekijken.

Ook de FSMA zal zich met deze zoekcriteria moeten behelpen. Het is ongetwijfeld een forse vooruitgang in vergelijking met de huidige werkwijze van scrapen naar berichten in de pers over bedrieglijke faillissementen, maar wij zijn van mening dat de FSMA ook aan de hand van het Rijksregister zou moeten kunnen zoeken naar personen die worden veroordeeld tot een beroepsverbod.

Concreet, wij steunen de oprichting van het nieuwe Centraal register van bestuursverboden. De betere en eenvoudigere verwerking van de beroepsverboden zullen wij opnemen in een nieuw wetgevend initiatief.

14.02 Albert Vicaire (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, la fonction d'administrateur de société est une fonction clé pour l'entreprise. Ce sont les administrateurs qui surveillent la bonne gestion de l'entreprise et le suivi de la bonne gouvernance. Avec les nouvelles règles européennes, on voit l'importance de ce suivi.

Un administrateur ayant d'autres buts que celui de la bonne gestion de l'entreprise est très néfaste pour cette entreprise. On l'a vu récemment à l'Université de Mons. C'est à ce titre que l'interdiction de gérer doit pouvoir intervenir. Il s'agit de la transposition d'une directive européenne par l'établissement d'un registre central des interdictions de gérer. Actuellement, si un tribunal prononce une interdiction de gérer, celle-ci reste lettre morte faute de registre.

Lors de la discussion, j'avais préparé une question que le covid m'a empêché de poser en commission. Monsieur le ministre, je serais ravi d'entendre la réponse de vive voix. En effet, pendant dix ans, j'ai géré une entreprise de biotechnologie qui, pour vivre, a dû réaliser une quantité importante d'augmentations de capital. Lorsque des fonds publics investissent dans le projet, ils exigent d'avoir un administrateur qui les représente au conseil d'administration. Ces personnes participent évidemment à des dizaines de conseil d'administration à travers leurs sociétés d'investissement.

Beaucoup de ces start-up finissent par faire faillite. Dans ce cas, les administrateurs de fonds publics d'aide au développement ont un historique de nombreuses faillites. Le jour où la SRIB m'a désigné un administrateur, j'ai consulté son profil et le nombre de faillites dans lesquelles cet administrateur était impliqué était impressionnant. Monsieur le ministre, ces profils risquent-ils de se retrouver sur le registre?

Le groupe Ecolo-Groen soutiendra ce texte technique. Je vous remercie déjà pour votre réponse.

14.03 Kathleen Verhelst (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, ik juich onderhavig wetsontwerp betreffende het Centraal register van bestuursverboden zeker toe, omdat door het centraal register de onbetrouwbare bestuurders en ondernemers gemakkelijker gedetecteerd kunnen worden en het correct ondernemerschap in het algemeen niet besmeurd wordt. Ons land telt honderdduizenden ondernemers en bedrijven. Zij vormen de motor van onze economie en zorgen voor de welvaart in ons land. Met het wetsontwerp breken wij een lans voor al de ondernemers die het wel goed voorhebben, want zij vormen de overgrote meerderheid. Dat verdient ook onze waardering.

We mogen niet blind zijn voor de kleine minderheid die geen goede bedoelingen heeft, een minderheid die iedereen wil belazeren. Niet enkel de consument is slachtoffer, malafide ondernemers zijn ook stielbedervers die hun goed menende collega's in een slecht daglicht plaatsen en zelfs bedotten. Er wordt daarbij maar al te vaak verwezen naar de bouwsector, een sector die mij na aan het hart ligt. Bouwen vergt nu eenmaal grote investeringen van de consumenten en malafide bouwondernemers plaatsen de hele sector in een slecht daglicht en bezorgen de betrokken bouwheren heel wat leed. Dat neemt niet weg dat ook andere sectoren schadedossiers kennen, al springen die minder in het oog of trekken ze minder media-aandacht.

Daarom is het zeer goed dat iedereen, ook de consument, binnenkort te allen tijde op één plek, namelijk in het Centraal register van bestuursverboden, de naam van malafide bestuurders kan opvragen en zich beter kan beschermen bij de overweging om al dan niet een overeenkomst te sluiten.

14.04 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Mevrouw de voorzitter, geachte Kamerleden, met de goedkeuring van onderhavig wetsontwerp betreffende het Centraal register van bestuursverboden wordt nu eindelijk een einde gemaakt aan het gebrek aan controle en opvolging van de bestuursverboden. Het is onwaarschijnlijk dat ons land daar jaren op heeft moeten wachten.

Eerst en vooral wil ik verduidelijken dat een bestuursverbod kan worden opgelegd door een strafrechter naar aanleiding van een strafrechtelijke veroordeling voor een economisch misdrijf, of kan worden opgelegd door een ondernemingsrechtbank in het kader van een faillissement of de ontbinding van een vennootschap.

Monsieur Vicaire, une faillite n'entraîne pas, en soi, l'enregistrement dans le registre des interdictions de gérer. Cette inscription n'a lieu que lorsque le tribunal impose également une interdiction de gérer liée à la décision de faillite – par exemple en cas d'incompétence ou de mauvaise administration.

Il en résulte que ce qui importe est la réunion des conditions pour l'imposition de l'interdiction de gérer et non le profil en tant que tel de la personne en question. Il ne s'agit donc pas d'un registre de profils à risque mais bien d'un registre d'interdictions de gérer prononcées par un tribunal.

Het probleem is dat de bestuursverboden vandaag ofwel helemaal niet ofwel heel fragmentair worden gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*. Dat zorgt ervoor dat een effectieve controle van de opgelegde bestuursverboden bijzonder moeilijk, zo niet onmogelijk is. Zo worden personen die veroordeeld worden tot een bestuursverbod, toch weer benoemd tot bestuurders in vennootschappen of richten ze zelf nieuwe vennootschappen op, met alle economische malversaties van dien. Denk onder meer aan misbruiken in de bouwsector, waarbij aannemers met een bestuursverbod toch nog aannemingsovereenkomsten sluiten met nietsvermoedende klanten. Dat leidde in het recente verleden nog tot schrijnende situaties. Het zorgt ook voor bijzonder oneerlijke concurrentie ten aanzien van ondernemers die correct handelen en wiens imago ten onrechte besmeurd wordt.

We maken hier nu komaf mee. Het centraal register komt er tegen de zomer van dit jaar. Het zal niet alleen geraadpleegd kunnen worden door overheidsinstanties, zoals parket, politie en notarissen, maar ook via een publieke toegang tot de kerngegevens door elke burger. De FSMA heeft mij bevestigd dat die publieke toegang tot kerngegevens effectief voldoende is.

We kiezen ervoor om dat register zelf op te bouwen en zelf te beheren omdat het gaat om bestuursverboden uitgesproken door de hoven en rechtbanken, en het dus niet te laten beheren via de KBO, zoals mevrouw Houtmeyers heeft voorgesteld. Het idee van een soort KBO+, een idee dat blijkbaar al 20 jaar sluimert in dit land, is nog altijd niet omgezet in de praktijk. Ons lot daaraan verbinden, zou waarschijnlijk nog eens vele jaren wachten betekenen. Uiteraard zal er wel een koppeling zijn met de KBO, maar dan via de filter van het Centraal register van bestuursverboden.

Het register zal gelden als authentieke bron voor de bestuursverboden. Dat is de meest efficiënte manier van werken. Daarnaast extra publicatieverplichtingen opleggen, is onnodig en betekent extra administratieve lasten voor de griffies. Dat wil ik te allen prijze vermijden.

Het Centraal register van bestuursverboden is een belangrijke stap vooruit in de strijd tegen malafide ondernemers en in de strijd tegen fraude in het economische verkeer. Ik dank u voor uw steun.

La **présidente**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)
Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles
Bespreking van de artikelen

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) **(3218/5)**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(3218/5)**

Le projet de loi compte 17 articles.
Het wetsontwerp telt 17 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.
Er werden geen amendementen ingediend.

Les articles 1 à 17 sont adoptés article par article.
De artikelen 1 tot 17 worden artikel per artikel aangenomen.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.
De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

15 **Projet de loi modifiant le Code des sociétés et des associations, la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé et le Code judiciaire, notamment à la suite de la transposition de la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières (3219/1-4)**
15 **Wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht en van het Gerechtelijk Wetboek, onder meer ingevolge de omzetting van Richtlijn (EU) 2019/2121 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 tot wijziging van Richtlijn (EU) 2017/1132 met betrekking tot grensoverschrijdende omzettingen, fusies en splitsingen (3219/1-4)**

Discussion générale
Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.
De algemene bespreking is geopend.

Le rapporteur, Mme Houtmeyers, se réfère à son rapport écrit.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non*)
Vraagt iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles
Bespreking van de artikelen

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) **(3219/4)**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(3219/4)**

Le projet de loi compte 89 articles.
Het wetsontwerp telt 89 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.
Er werden geen amendementen ingediend.

Les articles 1 à 89 sont adoptés article par article.
De artikelen 1 tot 89 worden artikel per artikel aangenomen.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.
De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

16 **Projet de loi portant insertion du livre XIX "Dettes du consommateur" dans le Code de droit économique (3132/1-8)**

- Proposition de loi modifiant la loi du 20 décembre 2002 relatif (sic) au recouvrement amiable des dettes du consommateur, en vue de lutter contre les abus (267/1-12)
- Proposition de loi modifiant le Code de droit économique, en ce qui concerne les intérêts de retard et les dommages-intérêts en cas de non-paiement d'une facture (325/1-2)
- Proposition de loi instaurant un délai de paiement légal pour les consommateurs (342/1-2)
- Proposition de loi portant dispositions diverses relatives au paiement de la facture et modifiant la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur (620/1-3)

16 **Wetsontwerp houdende invoeging van boek XIX "Schulden van de consument" in het Wetboek van economisch recht (3132/1-8)**

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument, teneinde misbruiken tegen te gaan (267/1-12)
- Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Economisch Recht wat betreft de verwijlinteressen en de schadevergoeding in geval van het uitblijven van de betaling van een factuur (325/1-2)
- Wetsvoorstel tot invoering van een wettelijke betalingstermijn voor consumenten (342/1-2)
- Wetsvoorstel houdende diverse bepalingen met betrekking tot de betaling van de factuur en tot wijziging van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument (620/1-3)

Propositions déposées par:

Voorstellen ingediend door:

- 267: Patrick Prévot, Sophie Thémont, Christophe Lacroix, Eliane Tillieux, Malik Ben Achour, Ahmed Laaouej, Leslie Leoni, Melissa Depraetere
- 325: Melissa Depraetere
- 342: Melissa Depraetere
- 620: Leen Dierick, Jef Van den Bergh, Nawal Farih.

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 26 avril 2023, je vous propose de consacrer une seule discussion générale à ce projet de loi et aux propositions de loi.

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 26 april 2023 stel ik u voor een enkele algemene bespreking aan het wetsontwerp en de wetsvoorstellen te wijden.

Pas d'observation? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus zal geschieden.

Discussion générale
Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.
De algemene bespreking is geopend.

De rapporteurs, de dames Dierick en Van Bossuyt en de heren Van Lommel, Vanden Burre en Patrick Prévot,

verwijzen naar het schriftelijk verslag.

16.01 Anneleen Van Bossuyt (N-VA): Mevrouw de voorzitter, er werd wel heel lang in de commissie voor Economie gediscussieerd over onderhavige wetteksten, die een nobel doel dienen, namelijk een overmatige schuldenlast bij consumenten tegengaan. Voor onze partij was daarbij een belangrijk uitgangspunt het evenwicht te bewaren tussen enerzijds de bescherming van de consument en anderzijds de contractuele vrijheid van de ondernemingen.

Het staat buiten kijf dat de strijd tegen een overmatige schuldenlast bij consumenten lovenswaardig is en ook wij willen daar onze schouders onder zetten. Alleen hebben wij onze twijfels of met het voorliggende wetsontwerp die doelstelling helemaal bereikt zal worden. Vandaar dat we ook amendementen in commissie hebben ingediend en nu in plenaire vergadering heringediend.

Waarnaar wij allemaal streven, is dat het schadebeding waarmee de consument geconfronteerd wordt, evenredig en evenwichtig is en in verhouding staat tot de reële schade.

In de praktijk zien wij jammer genoeg dat daar niet altijd op die manier mee wordt omgegaan. We stellen misbruiken vast en sommige ondernemingen leggen consumenten disproportionele schadebedingen op. Wij moeten natuurlijk de excessen aanpakken; daar zijn we het allemaal over eens.

Een ander uitgangspunt in de bespreking voor ons was dat de nieuwe regeling de snelle opeenstapeling van schulden en kosten aanpakt. Ook de transparantie van de kosten moet verhoogd worden. De consument moet onder andere geïnformeerd worden over de oorsprong van de kosten en de berekening ervan.

Anderzijds blijft het een heel belangrijk uitgangspunt dat men facturen, dus gemaakte schulden, betaalt. Iedereen in de commissie was het er wel over eens dat men een aangegane schuld moet betalen, maar dat vindt men niet terug in het dispositief van het wetsontwerp. Schulden verdwijnen immers niet als ze niet betaald worden. Integendeel, ze zullen zich enkel opstapelen.

Misbruiken kunnen niet door de beugel en moeten kordaat worden aangepakt. We vinden daarvoor vast en zeker een aantal positieve elementen terug in het wetsontwerp. Zo wordt er een kosteloze betalingsherinnering gestuurd naar de consument. We hebben het allemaal wel al eens meegemaakt dat we te goeder trouw een factuur vergeten te betalen. Het kan dan ook niet de bedoeling zijn dat men daarvoor meteen afgestraft wordt.

Een ander positief element is dat er een plafonnering wordt ingevoerd van de invorderingskosten en van de schadebedingen. Dat plafond was absoluut nodig en dat is ook goed. De enige opmerking die wij hierbij maakten en waarvoor we ook een amendement indienden, is het feit dat het plafond voor de laagste schijf van schulden te laag is. Als men als onderneming immers een schuld moet invorderen, maakt men ook bepaalde kosten, zoals de kosten voor de verzending van een aangetekende brief, waarvoor men ook personeel moet inzetten. Het is belangrijk om te vermijden dat ondernemingen tot een gerechtelijke invordering zouden overgaan. Dat is immers ook een belangrijk element om te vermelden. Het gaat hier om een minnelijke invordering. We moeten bewerkstelligen dat er zoveel mogelijk via minnelijke invorderingen wordt gewerkt. Met gerechtelijke invorderingen gaan namelijk heel veel kosten gepaard. Doordat het plafond zo laag wordt gezet, vrezen we dat de stap naar de gerechtelijke invordering verkleind wordt, waardoor de kosten enkel groter zouden kunnen zijn.

Nog een positief element is dat de voorliggende wetgeving zal kunnen gelden als *lex generalis* en dat de meer specifieke regionale, sectorale regelgeving onverlet blijft. Dat wordt wel vernoemd in de overwegingen, maar is niet in het dispositief ingeschreven. Vandaar dat we een amendement hebben ingediend, zodanig dat dat zeker voor iedereen duidelijk is.

Dat neemt niet weg dat we vraagtekens plaatsen bij enkele elementen van het wetsontwerp en eraan twijfelen of het wetsontwerp wel zijn doelstelling bereikt. Wij mogen bijvoorbeeld niet onderschatten wat de impact kan zijn van een betalingsachterstand van een consument op een onderneming zelf. Ondernemingen moet vaak zelf een bedrag voorschieten. Het kan absoluut niet de bedoeling zijn dat een onderneming bankier moet spelen voor haar klanten. De wachtermijn die ingaat alvorens er invorderingskosten kunnen worden gevraagd, wordt in het wetsontwerp op 14 dagen bepaald, maar wij zouden die via een amendement graag verminderen tot 7 dagen. Dat is absoluut voldoende voor de consument die zich nog in orde zou willen stellen. Zo vermijden

wij ook liquiditeitsproblemen bij ondernemingen. Als wij dat niet doen en een langere termijn behouden, kunnen de schulden zich ook bij de betrokken consument opstapelen. Zo helpen we die consument, die vaak al in een schuldenspiraal zit, absoluut niet.

Wij vrezen ook – ik herhaal het – dat de drempel voor de gerechtelijke invordering en de daarmee gepaard gaande hogere kosten, lager wordt. Dat moeten we absoluut vermijden.

Daarmee heb ik onze belangrijkste bezorgdheden geuit. Wij staan zeker volledig achter de nobele doelstelling van het ontwerp. Excessen moeten worden vermeden, maar wij vragen ons af of wij met het voorliggende wetsontwerp de overmatige schuldenlast bij consumenten voldoende zullen kunnen aanpakken. Onze fractie zal zich bijgevolg onthouden bij de stemming.

16.02 Albert Vicaire (Ecolo-Groen): Mesdames, messieurs, chers collègues, aujourd'hui, nous parlons des contrats de consommation c'est-à-dire ceux conclus entre une entreprise, un commerçant, un professionnel et un consommateur. L'un est forcément plus au courant des lois et des règles que l'autre. Il est important d'équilibrer les rapports de force entre les parties si, comme Ecolo-Groen le veut, nous voulons un monde plus juste. Il ne s'agit pas ici de déresponsabiliser le consommateur. Il devra payer. L'échéance reste l'échéance. Le texte qui vous est proposé est rendu nécessaire car certaines entreprises ont construit un *business model* basé sur les bénéfices générés par les pénalités sur le paiement. Lorsque le consommateur client d'une de ces entreprises a un retard de paiement, les cascades de sanctions actuelles peuvent très rapidement le plonger dans une situation inextricable dont nos services d'aide sociale sont trop souvent témoins. L'association Test-Achats a souvent décrié le problème.

Comme mentionné dans l'accord de gouvernement, "dans le cadre de la lutte contre le surendettement, le gouvernement prendra des mesures pour réduire les coûts liés au recouvrement judiciaire amiable des dettes. Cela implique à la fois des coûts liés à l'intervention du professionnel chargé de récupérer une somme et des coûts liés à la procédure elle-même". Le texte proposé a principalement pour but d'imposer un premier rappel gratuit de la dette impayée, de prévoir un délai de 14 jours calendrier avant que tout intérêt de retard et/ou indemnité ne puissent être réclamés et de limiter strictement les clauses indemnitaires qui pourraient être appliquées en cas de retard de paiement ou de défaut de paiement. Ces règles s'appliquent sans exception à tout retard de paiement d'une dette d'un débiteur à l'égard d'une entreprise.

Pour nous, le terme "sans exception" est important pour éviter de vider le texte de toute substance. On pense alors aux sociétés qui facturent tous les mois, par exemple les fournisseurs d'électricité, de gaz ou de téléphone. Le texte précise que ce rappel n'est gratuit que s'il n'est pas envoyé plus de trois fois par an. En effet, il ne faut pas non plus tirer sur la corde... Un délai de 15 jours court avant que des intérêts de retard ne soient dus. Ces intérêts sont eux-mêmes limités en fonction du taux directeur déterminé par la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE). Des verrous sont donc instaurés en vue d'empêcher ce modèle commercial partout.

En outre, force est de constater que les clauses indemnitaires sont souvent excessives et ne correspondent manifestement pas au préjudice subi. Le texte proposé limite les indemnités au préjudice subi et limite donc le caractère punitif que les clauses indemnitaires n'auraient jamais dû présenter.

Afin que les choses soient claires, voici quelques précisions: une demande visait à exclure les microentreprises de ce texte. Je pense d'ailleurs que Mme Van Bossuyt a introduit un amendement en ce sens. Cette nouvelle définition impliquerait l'entrée d'un cheval de Troie dans le projet de loi. En effet, on connaît les entreprises et leur créativité lorsqu'il s'agit de remplir les conditions pour échapper à une règle. Il y a toutefois une différence entre les PME et les grandes entreprises dans le texte en ce qui concerne le début de la période de calcul des intérêts.

Enfin, c'est parce que le texte proposé vise à aider les personnes fragiles à sortir de la spirale de l'endettement que le groupe Ecolo-Groen soutiendra ce texte. Je vous remercie pour votre attention.

16.03 Patrick Prévot (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, chers collègues, nous nous réjouissons de voir enfin aboutir ce projet de loi. Celui-ci constitue un véritable progrès, notamment sur le plan de la protection du consommateur et de la lutte contre le surendettement, et fait suite à un long travail entrepris par ce Parlement. Comme socialistes, nous le défendons depuis de très nombreuses années. À cette

occasion, j'ai eu le plaisir de travailler avec mes collègues Melissa Depraetere et Leen Dierick pendant de très nombreux mois. Je tiens donc à les remercier pour leur travail accompli dans ce dossier. Puis, celui-ci a été repris par le gouvernement. Le ministre Dermagne a fait preuve de volontarisme, a pris son bâton de pèlerin et a tenté d'aboutir à un texte équilibré – celui qui nous est présenté aujourd'hui et dont nous nous réjouissons, au regard de la protection du consommateur.

Le projet de loi reprend plusieurs lignes de force qui se trouvaient dans les textes élaborés et discutés par le Parlement durant de longues années. Il prévoit tout d'abord un plafonnement des frais de rappel. C'est un véritable progrès. Voilà plusieurs années que je travaille sur ce dossier et je puis vous dire que j'ai recueilli des centaines d'exemples de factures – par exemple, pour une place de parking impayée – qui avaient déjà explosé avant même le premier rappel. Une dette initiale de 15 ou 20 euros pouvait très rapidement être multipliée par cinq ou dix. Ce n'était évidemment plus acceptable. Nous nous sommes rendu compte que certains organismes de recouvrement et certains huissiers de justice pratiquaient un véritable commerce de la dette. Il fallait donc y mettre fin. Ce sera chose faite au moyen de ce plafonnement.

J'en viens à la deuxième avancée majeure – figurant, du reste, dans l'accord de gouvernement –, à savoir le principe du premier rappel envoyé au consommateur qui sera désormais gratuit. À sa réception, ce dernier disposera de 14 jours pour se mettre en ordre – délai au cours duquel aucun frais ne pourra être réclamé. Il s'agissait aussi d'une demande forte des organisations de défense et de protection des consommateurs, telles que Test Achats. Le but était de les laisser respirer en évitant de les accabler dès l'envoi du premier rappel. Ce sera donc également chose faite.

Un troisième élément nous paraissait également essentiel, à savoir mieux contrôler les huissiers de justice et les avocats qui pratiquent le recouvrement amiable. Aujourd'hui, il y a une espèce d'entre-soi puisque tant les avocats que les huissiers de justice s'autocontrôlent ou sont contrôlés par leur ordre. Comme socialistes, nous trouvons qu'il fallait un véritable organe de contrôle indépendant. Dès lors, demain, ils seront sous le contrôle du SPF Économie, ce qui sera beaucoup plus intéressant en cas d'abus. Il y aura un vrai contrôle indépendant. Les abus émanent d'une minorité mais jettent, comme souvent dans ce genre de dossiers, l'opprobre sur l'ensemble de la profession. Ces abus pourront être mieux contrôlés dorénavant par le SPF Économie.

Enfin, ce projet de loi met également en place des mécanismes qui permettront d'aider les personnes qui cherchent de bonne foi à honorer leurs dettes. Quand une personne rencontre des difficultés à payer et qu'elle cherche à les surmonter en demandant de l'aide, nous trouvons qu'il ne sert à rien de lui mettre systématiquement la tête sous l'eau. Ce projet va permettre au débiteur d'activer un bouton "stop" dans les démarches de recouvrement. Quand le consommateur sollicitera un délai de paiement ou un plan d'apurement, quand il fera appel à un médiateur de dettes ou qu'il introduira une procédure de règlement collectif de dettes ou encore quand il contestera sa dette de manière motivée, il sera possible d'appuyer sur un bouton "stop". Pendant cette période, il y aura une espèce de *standstill* où on ne pourra pas continuer à accabler le consommateur avec de nouvelles dettes.

Comme je l'ai dit, en tant que socialiste je suis très heureux de voir ce projet de loi enfin aboutir. Ce projet était fortement attendu par Test Achats mais aussi par le Réseau de lutte contre la pauvreté et d'autres encore. Cela permettra, je l'espère, de lutter encore plus efficacement demain contre le surendettement. Je remercie une nouvelle fois le ministre Dermagne pour son volontarisme dans ce dossier.

Vous l'aurez compris, madame la présidente, monsieur le ministre, chers collègues, c'est avec beaucoup d'entrain que nous voterons ce texte tout à l'heure.

16.04 Reccino Van Lommel (VB): Mevrouw de voorzitter, collega's, ik heb met betrekking tot dit wetsontwerp uitgebreid gesproken in de commissie. Ik zal mij vandaag dan ook beperken tot een synthese.

Sta mij toe te zeggen dat dit een dossier is dat ondertussen al verschillende jaren meegaat in dit Parlement. Reeds in september 2020, voor de vorming van de federale regering, lagen er in de commissie diverse wetsvoorstellen ter behandeling voor. Het feit dat het toen niet goedgekeurd is geraakt, betekent dat het geen eenvoudig dossier is. Op een gegeven moment is een wetsvoorstel tot in de plenaire vergadering geraakt, maar het werd toen vanwege een amendement teruggestuurd naar de commissie en is nooit meer teruggekomen.

Er moet nochtans effectief iets gebeuren om de consumenten te beschermen. Incassobureaus, gerechtsdeurwaarders en advocaten worden rijk op de kap van de consument, dat is een feit dat als een paal boven water staat. Heel wat incassobureaus hebben zelfs hun businessmodel daaraan aangepast. Daarom moet dat keihard aangepakt worden. Dat gebeurt ook met dit wetsontwerp.

Het feit dat er in 2020 over de wetsvoorstellen geen akkoord werd gevonden, had natuurlijk wel een aantal redenen. Een van de redenen toen was dat het bijzonder moeilijk is om een gezonde balans te vinden en om ervoor te zorgen dat de slinger niet te ver doorslaat. Het is goed dat de eerste betalingsherinnering gratis is, dat de verwijlntresten geplafonneerd worden en dat er een bovengrens wordt bepaald voor de forfaitaire vergoeding. De voorwaarde moet dan echter wel zijn dat het kostendekkend is. Dat is toch een minimumvoorwaarde. Er mag niet overdreven worden, maar het moet wel kostendekkend zijn. Dat blijft voor mij ergens toch wel een vraagteken in dit wetsontwerp.

Een eerste gratis herinnering kan goed zijn voor wie bijvoorbeeld op vakantie is geweest en zijn factuur heeft gemist of voor iemand die door een vergetelheid de factuur niet heeft betaald. Die kan dat hiermee rechtzetten.

Wat we hier nu doen, is die eerste gratis herinnering voorzien voor drie verschillende facturen per jaar. Het kan echter niet de bedoeling zijn dat de consument zijn gedrag op een of andere manier gaat aanpassen en iets nonchalanter zou worden in het betalen van zijn facturen. In eerste instantie moeten facturen immers nog altijd op tijd betaald worden, dat lijkt mij de evidentie zelve. Tegenover een factuur staat een prestatie en die moet binnen de voorziene termijn betaald worden.

Ik ben vooral bezorgd vanwege het debat dat we daarover hebben gevoerd in de commissie. Op een gegeven moment zei men dat deze regeling ook goed is voor mensen die niet rondkomen, voor mensen wier koopkracht is aangetast en die de eindjes aan elkaar moeten knopen. Die problemen lost men echter niet op met wetsontwerpen zoals deze, daarvoor zijn andere maatregelen nodig. Koopkrachtproblemen lost men niet op door enkel en alleen de schuldenindustrie aan te pakken en te zeggen dat men een gratis eerste herinnering krijgt en daarna nog twee weken de tijd heeft om te betalen. Voor men het weet, zit anders bij terugkerende facturen, dus voor prestaties die elke maand worden geleverd, de volgende envelop al in de brievenbus terwijl de vorige nog maar net of zelfs nog niet betaald is. We moeten erover waken dat die mensen niet in een neerwaartse spiraal terechtkomen.

Ondernemingen mogen ook niet fungeren als een soort bank. Bedrijven moeten immers ook waken over hun cashflow. Ik begrijp dat het vaak gaat om iets kleinere facturen, om de meest voor de hand liggende facturen, zoals ziekenhuis- of telecomfacturen, maar deze regel geldt evenzeer voor facturen van meerdere duizenden euro's. Als een kleine onderneming een aantal openstaande facturen heeft, dan houdt dat ook een risico in voor de cashflowpositie.

Ik begrijp dat er een bepaalde groep bedrijven is die men met dit wetsontwerp wil aanpakken. We moeten wel vermijden dat bedrijven dit in hun prijzen gaan incalculeren, zaken gaan doorrekenen of zelfs gaan anticiperen op betalingstermijnen door die in te korten. Dat zou immers een tegenovergesteld effect kunnen hebben.

We weten ook dat Vlaanderen een typisch kmo-land met heel wat kleine ondernemingen is. We moeten ook aan die impact durven te denken.

Ik hoorde de collega's van Ecolo verder zeggen dat de ondernemingen bijzonder creatief zijn. Dat is waar, maar ik denk dat we altijd moeten uitgaan van de goede bedoelingen van zowel bedrijven als consumenten.

Hoe dan ook, we steunen de finaliteit van dit wetsontwerp wel. We hebben het daarom ook goedgekeurd in de commissie. We doen dit ter bescherming van de consument, maar wel met een kritische blik op de inhoud.

Wetgeving goedkeuren is één zaak, maar controle is minstens even belangrijk. In dit wetsontwerp is ingeschreven dat de FOD Economie de ingeschreven schuldinvoerders op geregelde basis voldoende zal controleren. De minister zei in de commissie dat dit gemiddeld één keer in de vijf jaar zou zijn. Ik kan alleen hopen dat er hard zal worden opgetreden, want zelfs wetgeving houdt hardleerse invorderaars vaak niet tegen.

Daarom wil ik van de regering graag een bijkomend engagement vragen om de regeling die vandaag ter stemming voorligt binnen afzienbare tijd te evalueren, om te bekijken in welke mate die nog kan worden

bijgesteld, want er zullen waarschijnlijk nog kinderziektes zijn. Een verder bijstelling zal waarschijnlijk wenselijk zijn. Ik neem aan dat u dat engagement zeker en vast zult willen aangaan, mijnheer de minister.

16.05 Leen Dierick (cd&v): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, voor elektriciteit, verwarming, gsm, internet en tv, maar eventueel ook voor huur, school of kinderopvang, ontvangen wij allemaal bijna maandelijks een factuur. Neem daarbij nog een verkeersboete hier of een ziekenhuisonderzoek daar of een jaarlijkse factuur voor verzekeringen en we komen al snel aan ongeveer tien facturen die een standaardgezin elke maand moet betalen.

Sommige facturen zijn gepland. Andere facturen komen onverwachts, bijvoorbeeld bij een ziekenhuisopname. Voor de ene factuur heeft men drie weken de tijd om te betalen en voor de andere moet men al hebben betaald vooraleer de factuur effectief werd ontvangen.

Voor een consument is het dus vaak heel moeilijk om door het bos de bomen nog te zien. Voor ons is het evident dat elke factuur moet worden betaald. Mensen moeten ook worden aangespoord om hun facturen daadwerkelijk te vereffenen. De consument moet echter ook de nodige tijd krijgen om facturen effectief te betalen.

Het is niet normaal dat vandaag een onbetaalde factuur heel snel en onredelijk veel duurder wordt door alle bijkomende kosten en daarna drie keer duurder uitvalt dan het oorspronkelijke bedrag dat moest worden betaald. Het is evenmin normaal dat de vervaldatum van een factuur al voorbij is op het moment waarop de consument de factuur thuis in de brievenbus ontvangt.

Iedereen van ons kent wel dergelijke verhalen. Een tijdje geleden kreeg ik een e-mail van een persoon die een deurwaardeur achter zich aan kreeg die na verloop van jaren meer dan 2.500 euro eiste voor een parkeerboete die oorspronkelijk 40 euro bedroeg. U hoeft niet goed te kunnen rekenen om te weten dat het om het originele bedrag maal 60 gaat.

Een ander verhaal komt van iemand die een ticketje van 2,60 euro vergat te betalen. Op drie jaar tijd werd die kostprijs opgetrokken naar 1.200 euro. Dat is hallucinant.

Op die manier komen mensen – zeker zij die het al financieel moeilijk hebben – in een schulden螺旋 terecht en worden zij nog dieper in de problemen geduwd. Dat kan uiteraard niet de bedoeling zijn. Dat is zeker ook niet de oplossing om mensen hun facturen te doen betalen.

Voor onze partij is het altijd al belangrijk geweest dat wij die overmatige schuldenlast aanpakken. Dat is een prioriteit geweest. Verschillende leden hebben er al naar verwezen. Nog vooraleer de huidige regering van start ging, hebben wij in 2019 een wetsvoorstel ingediend om samen met de leden van Vooruit en PS een gezamenlijk voorstel uit te werken om de problematiek aan te pakken. Ondanks het feit dat ons voorstel werd goedgekeurd in de commissie van 4 december 2019, heeft het jammer genoeg de eindstreep van de plenaire vergadering niet gehaald.

We geven echter niet snel op. Vandaag staat er een wetsontwerp op de agenda, geïnspireerd op ons voorstel en waarbij we belangrijke stappen vooruit zetten. Daar zijn we zeer trots op, want dit wetsontwerp voorziet in een aantal belangrijke principes.

Het is belangrijk dat de consument meer ruimte en tijd krijgt om een factuur te betalen en niet onmiddellijk een boete moet betalen. Door dit wetsontwerp zal de consument eerst een gratis herinnering krijgen wanneer een rekening niet op tijd wordt betaald. Daarna heeft de consument minstens veertien dagen de tijd om zijn of haar rekening alsnog te betalen vooraleer er kosten kunnen worden aangerekend.

Een ander principe is dat het gedaan is met torenhoge kosten: die kosten worden gelimiteerd. Het is belangrijk dat, wanneer na veertien dagen kosten worden aangerekend, met dit wetsontwerp wordt vermeden dat er op te laat betaalde facturen een onredelijk hoog bedrag boven op het oorspronkelijke bedrag komt. Het wetsontwerp maakt hier duidelijk komaf mee door de totale invorderingskosten te plafonneren met vaste bedragen.

Ten derde voorziet het wetsontwerp ook in de bescherming van de consument bij een minnelijke invordering.

Zo zal, wanneer een consument een verzoek doet om een afbetalingsplan, de onderneming eerst een beslissing moeten nemen en geen andere maatregel van invordering nemen tot die beslissing er is. Als die beslissing niet binnen de dertig dagen wordt genomen, stoppen ook de verwijlinteresten met lopen. Dat is een belangrijke beschermingsmaatregel.

Ten slotte zullen voortaan ook de gerechtsdeurwaarders en advocaten die een minnelijke invordering uitvoeren, worden onderworpen aan de controle door de Economische Inspectie. Ook dat was opgenomen in ons wetsvoorstel.

Wij steunen deze vier belangrijke principes ten volle. Wij zijn ervan overtuigd dat facturen te allen tijde moeten worden betaald. Dat is in het voordeel van zowel de consument als de onderneming. De consument heeft evenwel ook recht op voldoende tijd om die factuur te betalen. Door een consument in een schuldenspiraal te duwen, helpt men eigenlijk niemand vooruit.

Dit wetsontwerp is een belangrijke stap vooruit en zal ook vele consumenten ademruimte en duidelijkheid geven, maar daarmee is het werk niet af. In ons eigen voorstel was voorzien in een termijn voor het ontvangen van de gratis herinnering, een betaaltermijn van 30 dagen. Vandaag is er geen wettelijke termijn. Het kan 30 dagen zijn, maar ook zeven. Nochtans is er voor facturen tussen bedrijven wel een redelijke betaaltermijn vastgelegd van 60 dagen. Het zou goed zijn als in de toekomst ook heldere termijnen worden afgesproken tussen bedrijven en consumenten.

Ook de gerechtelijke invordering zou verbeterd moeten worden om te vermijden dat schuldeisers sneller tot zo'n schuldvordering overgaan. Wij hopen dat er hiervoor verdere initiatieven kunnen worden genomen.

Tot slot wil ik de collega's van de PS en Vooruit danken voor hun constructieve samenwerking sinds 2019. Verder wil ik mijn dank betuigen aan de minister voor het opnemen van onze suggesties in het wetsontwerp, alsook voor de fijne samenwerking. Wij zijn zeer tevreden dat er stappen worden gezet en we zullen dit wetsontwerp dan ook met veel enthousiasme steunen.

16.06 Roberto D'Amico (PVDA-PTB): Madame la présidente, chers collègues, comme vous le savez, avec l'explosion du coût de la vie, nous recevons de plus en plus de témoignages de gens qui ne s'en sortent plus face à leurs factures ou lorsqu'ils vont faire leurs courses. Encore très récemment, j'ai reçu un message d'une dame qui a vu le versement de sa petite pension bloqué par sa banque car elle n'avait pas remboursé une dette de 136 euros. Les factures impayées et les frais de rappel qui les accompagnent sont souvent réservés aux travailleurs les plus modestes. En effet, quand on a les moyens, on ne se prend pas trop la tête et on a la possibilité de payer ses factures.

Avec l'inflation que nous connaissons depuis plus d'un an, de plus en plus de Belges peinent à finir le mois. Ce gouvernement a refusé de bloquer le prix de l'énergie et vous avez ainsi laissé les travailleurs et les indépendants se ruiner au profit d'ENGIE qui n'a jamais réalisé autant de bénéfices dans son histoire.

Voici déjà six mois, le PTB a déposé une proposition de loi pour interdire le recouvrement forcé de factures d'énergie et, je ne vous apprends rien, vous avez rejeté l'urgence. De plus, l'ensemble des partis traditionnels ainsi que le Vlaams Belang ont indiqué que la priorité était de maintenir les saisies pour obliger les gens à payer leurs factures et à continuer à enrichir les entreprises de l'énergie.

Il faut mettre fin aux circonstances aggravantes qui enfonce davantage les personnes en situation de précarité. Le texte que le gouvernement nous présente aujourd'hui comporte des éléments positifs avec le premier rappel de paiement gratuit et des frais plafonnés. Mais il y a encore beaucoup de travail pour que nous mettions fin à l'appauvrissement des travailleurs qui font face à des factures toujours plus chères et à une poignée de profiteurs qui s'enrichissent grâce à l'explosion des prix. Cela passera par la possibilité de contrôler les prix, de taxer davantage les profits et surprofits et aussi d'empêcher toute saisie aggravant la situation de précarité. Nous avons déposé plusieurs textes allant dans ce sens et nous allons continuer.

16.07 Melissa Depraetere (Vooruit): Mevrouw de voorzitter, er zijn al veel inhoudelijke dingen gezegd en ik wil graag nog een paar dingen aanstippen.

Het uitgangspunt is vooreerst dat een factuur altijd betaald moet worden, zoals mevrouw Van Bossuyt al zei.

Dat is een evident uitgangspunt. Ik zie de minister bevestigend knikken. Als dat niet zo letterlijk in de tekst staat, is dat natuurlijk wel het eerste waaraan men denkt.

In drie vaak voorkomende situaties is dat uitgangspunt echter moeilijk en daaraan moet deze wetgeving tegemoetkomen.

Ten eerste kan de betaling van de factuur worden vergeten. Het overkomt iedereen wel eens dat een factuur blijft liggen en niet op tijd wordt betaald. Al heel snel, soms al na een paar dagen, leidt dat tot grote bijkomende kosten. Daarmee wordt komaf gemaakt.

Ten tweede hoor ik steeds vaker dat er, wanneer een incassobureau, een gerechtsdeurwaarder of een advocaat wordt ingeschakeld, aangetekende zendingen worden gestuurd, maar die worden niet altijd ontvangen. Dat lijkt op misbruik, of alleszins verlopen de zaken niet altijd correct. Mensen zien een factuur van 50 euro daardoor plots toenemen tot 700 euro, aangezien ze zogenaamd op verschillende momenten aan de openstaande betaling werden herinnerd. Dat laatste blijkt in de feiten dus niet altijd te kloppen. Dat tweede probleem doet zich steeds vaker voor.

Ten derde is een hele hoop mensen in een schuldenspiraal terechtgekomen, voor een groot deel natuurlijk door die bijkomende kosten, in gevallen waarin een factuur snel met honderden euro's oploopt. Wanneer er dan enkele weken later alweer een nieuwe factuur komt, bijvoorbeeld een energiefactuur, dan wordt het heel moeilijk om uit die spiraal te geraken.

Mijnheer Van Lommel, u hebt terecht gezegd dat de koopkracht niet beschermd zal worden door onderhavig wetsontwerp. Dat is correct. Voor de koopkrachtbescherming werden andere maatregelen genomen, zoals de verhoging van de minimumlonen en de minimumpensioenen, en de indexering. De koopkracht is in ons land het best beschermd in heel Europa.

De bescherming van de koopkracht rust op twee elementen: ten eerste, een verhoging van de inkomens, zoals voor een groot deel is gebeurd – al kan het nog beter –, en ten tweede, een verlaging van de facturen. We hebben de energiefacturen bijvoorbeeld al verlaagd. Dat neemt niet weg dat verschillende facturen telkens een grote hap uit het budget van gezinnen nemen, bijvoorbeeld een schoolfactuur in september. Als een consument die factuur niet onmiddellijk kan betalen, is het gewoonweg niet fair dat die zo ongelooflijk snel oploopt en dat mensen in de miserie geraken.

Het is ook gewoon een feit dat bepaalde incassobureaus, gerechtsdeurwaarders enzovoort – zeker niet allemaal, want het is niet de bedoeling om iedereen over dezelfde kam te scheren – daar schaamteloos misbruik van maken en daar een verdienmodel op hebben gebouwd.

De goede elementen in het ontwerp werden al vermeld door de andere sprekers: de gratis herinnering, het plafond, de betere controle en de 14 dagen tijd. Dat zijn allemaal zaken die in het eerdere voorstel van de PS, Vooruit en cd&v al aan bod kwamen. Voor mij was dat eerste voorstel in 2019 ook mijn eerste wetgevend werk. We hebben destijds keihard onderhandeld, met elkaar, met de andere leden van de commissie en met heel veel belangenorganisaties. Wij hebben toen vele uren samengezeten en het voorstel werd uiteindelijk ook goedgekeurd in de commissie, tot tweemaal toe, maar niet in de plenaire vergadering. Ik dacht toen al meteen te stoppen in het Parlement, omdat dat werk zo weinig had opgeleverd, maar vier jaar later zijn wij toch tot een akkoord gekomen. Het is positief dat al die stappen zijn gezet.

Het mag gezegd worden, mijnheer de minister: u bent geslaagd in hetgeen waar wij niet in geslaagd zijn in het Parlement. Dat komt omdat er natuurlijk ook heel veel tegenkanting tegen het ontwerp is. Ik had dat zelf onderschat en was daar misschien wat naïef in, maar er bestaan natuurlijk bepaalde verdienmodellen en er zijn heel veel mensen die er belang bij hebben om winst te maken op de kap van mensen die hun factuur niet kunnen betalen. We hebben dat probleem allemaal vastgesteld en weten ook dat er een oplossing voor bestaat – hoewel die misschien complex is, betekent ze toch zeker stappen vooruit. Het is dan ook heel frustrerend dat wij dat vier jaar geleden niet hebben kunnen doen, maar pas vandaag. Alle lof voor het werk dat u hebt voortgezet, mijnheer de minister.

De oplossing is natuurlijk complex. Ik begrijp dat daar heel veel vragen over zijn en ik heb er zelf ook nog veel vragen over. Sommigen zijn immers zo creatief en inventief, dus de cowboys in de sector zullen ongetwijfeld

wel weer een uitweg vinden. Net daarom is het belangrijk dat er niet enkel dit wetsontwerp komt, maar dat er ook in de gerechtelijke fase nog stappen worden gezet. Eigenlijk mag daar zelfs niet te veel tijd tussen zitten, want anders vinden zij allemaal weer hun weg naar nieuwe methodes. Ik doe dus ook een oproep om minister Van Quickenborne nog eens aan te vuren om daar snel werk van te maken, anders zal het ontwerp, waarin toch belangrijke stappen worden gezet, aan belang verliezen.

Het is duidelijk dat onze fractie het wetsontwerp met veel enthousiasme zal steunen. Ik wil de collega's van de PS en cd&v alsook de andere commissieleden danken, want wij hebben hieromtrent heel constructief gedebatteerd en samengewerkt.

16.08 Pierre-Yves Dermagne, ministre: Madame la présidente, à mon tour, je souhaite remercier les parlementaires pour le travail qui a été réalisé.

Mme Depraetere vient de me remercier pour le travail que j'ai moi-même réalisé mais je dois vous avouer que ce travail – et ce succès – n'aurait pas été le mien si je n'avais pu me baser sur le travail parlementaire réalisé. Je voudrais avant tout remercier les parlementaires du groupe PS, de Vooruit et du cd&v pour la proposition initiale qui a servi de base au travail de mes équipes et de moi-même. Je remercie aussi les parlementaires de l'opposition pour l'approche constructive qui a été la leur lors des travaux en commission et dans leurs propos aujourd'hui.

Ik meen dat dit een goed voorbeeld was van constructieve samenwerking tussen de regering en het Parlement. Misschien kan het een voorbeeld vormen voor andere dossiers.

Mijnheer Van Lommel, ik meen ook dat een evaluatie van de effecten van deze tekst nodig zal zijn. Daar engageer ik mij natuurlijk voor.

Ik dank iedereen voor de goede samenwerking.

La **présidente**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)
Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles **Bespreking van de artikelen**

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 26 avril 2023, je vous propose que le texte adopté par la commission avec le n° 3132/7 serve de base à la discussion des articles. (Rgt 85, 4) (*Assentiment*)
Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 26 april 2023 stel ik u voor de door de commissie aangenomen tekst met als nr. 3132/7 als basis voor de artikelsgewijze bespreking te nemen. (Rgt 85, 4) (*Instemming*)

Le projet de loi compte 15 articles.
Het wetsontwerp telt 15 artikelen.

* * * * *

Amendements déposés:
Ingediende amendementen:

Art. 3

- 9 - Anneleen Van Bossuyt cs (3132/8)

Art. 4

- 10 - Anneleen Van Bossuyt cs (3132/8)
- 11 - Anneleen Van Bossuyt cs (3132/8)
- 12 - Anneleen Van Bossuyt cs (3132/8)

Art. 15

- 13 - Anneleen Van Bossuyt cs (3132/8)

* * * * *

*Conclusion de la discussion des articles:
Besluit van de artikelsgewijze bespreking:*

*Réservés: les amendements et les articles 3, 4 et 15.
Aangehouden: de amendementen en de artikelen 3, 4 en 15.*

*Adoptés article par article: les articles 1, 2 et 5 à 14
Artikel per artikel aangenomen: de artikelen 1, 2 en 5 tot 14.
* * * * **

La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et les articles réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendementen, de aangehouden artikelen en over het geheel zal later plaatsvinden.

Interpellations

Interpellaties

17 Samengevoegde interpellaties van

- Michael Freilich aan Petra De Sutter (VEM Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post) over "De transparantie omtrent de diverse overheidsopdrachten van bpost" (55000407I)
- Josy Arens aan Petra De Sutter (VEM Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post) over "De transparantie betreffende de situatie bij bpost" (55000408I)
- Maria Vindevoghel aan Petra De Sutter (VEM Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post) over "Het wanbeheer bij bpost en het gebrek aan transparantie bij overheidsopdrachten" (55000409I)
- Nathalie Dewulf aan Petra De Sutter (VEM Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post) over "Het gunnen van overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten aan bpost" (55000410I)

17 Interpellations jointes de

- Michael Freilich à Petra De Sutter (VPM Fonction publique et Entreprises publiques, Télécoms et Poste) sur "La transparence en ce qui concerne les différents marchés publics de bpost" (55000407I)
- Josy Arens à Petra De Sutter (VPM Fonction publique et Entreprises publiques, Télécoms et Poste) sur "La transparence concernant la situation au sein de bpost" (55000408I)
- Maria Vindevoghel à Petra De Sutter (VPM Fonction publique et Entreprises publiques, Télécoms et Poste) sur "Les défauts de gestion chez bpost et les marchés publics peu transparents" (55000409I)
- Nathalie Dewulf à Petra De Sutter (VPM Fonction publique et Entreprises publiques, Télécoms et Poste) sur "L'attribution de marchés publics et de contrats de concession à bpost" (55000410I)

17.01 **Michael Freilich** (N-VA): Mevrouw de minister, ik ben gewoonlijk blij om u te zien, maar deze keer ben ik niet blij om u in deze zaal te zien. Het is immers niet de eerste keer, niet de tweede keer, maar de zoveelste keer dat we u moeten interpellieren over wat er gaande is bij ons geliefde bedrijf bpost.

Deze week hebben we vernomen dat uit de doorgedreven forensische audit bleek dat er niet alleen iets mis is met het krantencontract, maar dat er mogelijk ook gesjoemeld werd met andere overheidsopdrachten. De overheid heeft jarenlang te veel betaald. Bpost heeft een winstwaarschuwing uitgestuurd. Het zegt dat het dit jaar tussen de 25 en 50 miljoen minder winst zou kunnen boeken. Dan weten we nog niet of er een extra boete komt en of kosten van de voorbije jaren terugbetaald moeten worden.

U hebt gesteld dat u en uw regering nu een onderzoek zullen laten voeren naar alle contracten van de overheid met bpost. Ik heb daar eerlijk gezegd bijzonder weinig vertrouwen in. Nog eens een onderzoek, hebben we dat niet al zo vaak gehad? Hebben we niet gezegd dat we de laatste steen gingen omkeren? We zouden hier met de grove borstel door gaan. Wie zal dat onderzoek trouwens leiden? Er is bijzonder weinig informatie gedeeld met ons. Is dat iets van de regering? Wie zult u daarmee belasten? We weten dat in de regering de

PS voorstander is van een aantal subsidies, concessies enzovoort. Hoe kunnen wij dan weten of dit in volledige onpartijdigheid zal gebeuren?

Een onderzoek naar de marktvoordelen van bpost klinkt goed, maar dat is er al. Het BIPT is met een onderzoek gestart naar dit onderwerp in het jaar 2018. In 2018 heeft het BIPT zelfs een bestek uitgevaardigd om te vragen aan een specialist-revisor om eens alle voordelen na te kijken die bpost krijgt waarmee de markt van de pakjes verstoord zou kunnen worden. Ik weet dat omdat ik een brief heb gekregen van GLS aan bpost met de vraag aan het BIPT hoever het nu staat met het onderzoek. Ik heb die afgedrukt.

Het gaat om de studie aangaande de immateriële en marktvoordelen van bpost. U kent die brief ook, want u stond vermeld in cc. Ik stond ook vermeld in cc. Wat was het antwoord van het BIPT, dat trouwens dateert van 10 november 2022? "Wij bevestigen dat er aan deze studie gewerkt wordt, maar aangezien het werk nog niet afgerond is, kunnen wij u het resultaat op dit moment niet toesturen".

Dat duurt al vier jaar, en dan nog werd u als minister in cc gezet met de vraag, een halfjaar geleden, waar dat blijft.

Het BIPT weet natuurlijk dat het onder een vergrootglas zit en toch is er nog altijd geen resultaat van die studie. Nu, het BIPT is geen extern orgaan, het is de administratie die dit controleert. Het is de revisor. Ik kan dus niet anders dan concluderen dat hier een doofpotoperatie aan de gang is waarbij er politieke druk wordt uitgeoefend op het BIPT om die studie toch maar niet publiek te maken. U zegt dat u een studie zult bestellen, maar ik zeg u dat die studie er al is, in elk geval grotendeels. Ze is niet afgewerkt tot in de details, maar daar kunnen we verder aan werken.

Er is nog een reden waarom ik er weinig geloof aan hecht dat hier echt iets gaat gebeuren, namelijk de concessie van bpost om nummerplaten te bedelen. Het Rekenhof heeft in een vernietigend rapport daarover geschreven dat die concessie veel te duur is, dat bpost slechte service levert en dat de overheid miljoenen euro's misloopt. Ik heb u daarover ondervraagd en u hebt mij voor het antwoord doorverwezen naar uw collega Gilkint, aangezien nummerplaten onder zijn bevoegdheid vallen. Ik ben het daar niet mee eens. U bent de minister die bevoegd is voor bpost. Als het Rekenhof stelt dat bpost met dat contract heeft gesjoemeld of alleszins oneerlijk is geweest door te veel aan te rekenen, dan verwacht ik dat u daar minstens een onderzoek naar instelt.

Mijn interpellatie van vorige maand ging over illegale managementvennootschappen voor overheidsfunctionarissen die in een directiecomité of een raad van bestuur zitten. In mijn vraag hier heb ik aangegeven dat ik weet had van zo'n schending van de wet. Ik kreeg het antwoord dat men u vertelde dat de man in kwestie inderdaad factureerde via managementvennootschappen, maar dat hij dat in zijn hoedanigheid als lid van de raad van bestuur als natuurlijke persoon deed. Dat vloekt natuurlijk en dat gaf u ook toe, want erg ethisch is dat niet. Wat waren de gevolgen? Zijn er koppen gerold? Hebt u daar met de vuist op tafel geslagen? Ik heb in ieder geval niets gezien.

Als er een onderzoek komt, dan eisen we dat het Parlement daarbij betrokken wordt. Alle vragen komen immers steeds uit het Parlement. Ik doe al maanden mijn werk en probeer antwoorden te krijgen, maar die krijg ik niet. Wij stuiten hier op een muur. Dit is een overheidsbedrijf maar het is ook beursgenoteerd, wat betekent dat de FSMA niet toelaat om antwoorden te geven. We horen ook dat er een gerechtelijk onderzoek loopt en dat men dus niets mag zeggen. Er wordt ook gepingpong, waardoor we de vraag steeds aan een andere minister moeten stellen. We krijgen dus geen duidelijkheid en geen antwoorden.

Het voorstel van collega Verhaert om hiervoor een bijzondere Kamercommissie op te richten zal weinig of geen zoden aan de dijk brengen. We hebben al een commissie die deze zaak opvolgt. Denkt u nu werkelijk dat er iets zal veranderen door het woord 'bijzondere' ervoor te zetten? Welnee, want we krijgen geen antwoorden. Hoe ziet u dat onderzoek? Hoe kunt u verzekeren dat men daaraan zal meewerken? Hoe kunnen we het Parlement daarbij betrekken?

Al u het volk erbij wilt betrekken, betrek het Parlement er dan bij, want wij zijn de volksvertegenwoordigers.

Gisteren heb ik aan uw collega Dermagne gevraagd of hij kennis had genomen van het eindrapport met de conclusies over de collusie bij bpost. Hij antwoordde mij dat hij er een aantal dagen geleden een kopie van

had gekregen. Hoe kan een minister een intern document van een beursgenoteerd bedrijf als bpost krijgen? Daar moet toch een Chinese muur tussen staan? Collega's, deze administratie geeft jaarlijks 175 miljoen euro subsidies aan bpost, gelast zelf een intern onderzoek en de minister van Economie krijgt een intern document.

Vaak zegt u tegen mij dat u dat ook niet hebt gezien of gehoord en dat u het ook niet weet. Hier is er echter wel een directe link. Ik denk dan dat de FSMA moet worden ingelicht. De inhoud van dat interne document kan immers ook een belangrijke invloed hebben op de beurskoers. Hoedje af voor de collega's van *De Tijd* die dergelijke documenten mochten inzien, want wij hebben dat document niet mogen inzien. Hoe komt het dat het Parlement nooit antwoorden krijgt?

Het is heel gemakkelijk om te zeggen dat we transparantie eisen. U zegt dat al vanaf dag één. Op den duur klinkt dat echter hol, dat klinkt ongeloofwaardig. Vandaar mijn vraag en de motie die ik straks zal indienen. Betrek het Parlement bij dat onderzoek, laat ons niet aan de kant staan.

Nogmaals, we weten dat een aantal partijen in de regering voorstander is van de voortzetting van de subsidies. Kunnen we dan zeker zijn dat het onderzoek in volle onafhankelijkheid zal gebeuren? Er spelen natuurlijk ook politieke spelletjes mee. Of nog, informeer de Europese Commissie en vraag de Europese Commissie om alle contracten die er zijn na te kijken. Dat staat trouwens in de resolutie die ik een paar maanden geleden heb ingediend.

Collega's, de conclusie is dus dat het onderzoek eraan zit te komen. Wij hebben er alleszins niet veel vertrouwen in dat daar nu wel de juiste stappen zullen worden gezet. Bpost is blijkbaar een leeuw die u niet kunt temmen. Laat het dan over aan de mensen in het Parlement die met jarenlang parlementair werk veel zaken naar boven hebben gespit. Betrek ons bij dit onderzoek, maak het geloofwaardig en zorg ervoor dat wij als samenleving antwoorden kunnen krijgen op al onze vragen. Ik dien mijn motie nu in.

17.02 Josy Arens (Les Engagés): Madame la ministre, la situation de bpost est préoccupante, et ce, depuis plusieurs années. Vos relations avec cette entreprise publique ne sont pas simples. La valse des CEO ne doit pas vous aider. L'annonce de bpost selon laquelle elle annulait ses prévisions de bénéfices lundi dernier a fait entrer l'entreprise dans une zone de turbulences. Son cours en bourse a décroché de près de 20 % mardi et de près de 6 % supplémentaires hier. Cette situation de crise a conduit à la réunion du kern qui a eu lieu hier.

Je ne reviendrai, madame la ministre, sur le dossier sous audit et enquête judiciaire concernant l'attribution du marché de la distribution de journaux, qui a déjà été longuement abordé et qui soulève de nombreuses questions. Je me concentrerai sur trois autres dossiers évoqués par la presse: celui de la distribution des plaques d'immatriculation, géré par mon ami Georges Gilkinet, celui de la perception des amendes et celui de caissier de l'État fédéral.

Si je suis bien informé, dans ces trois dossiers, les marchés passés avec bpost n'ont pas été notifiés à la Commission européenne, afin qu'elle puisse vérifier qu'ils ne contenaient pas d'aides d'État prohibées. Ils n'ont pas été notifiés alors même que le dossier "caissier de l'État" n'a pas fait l'objet d'un appel à concurrence et que seule bpost s'est portée candidate et a obtenu le marché.

Pour le dossier des plaques d'immatriculation, la Cour des comptes avait l'année dernière attiré l'attention sur le fait que le contrat octroyait des avantages disproportionnés et pouvait donc contenir des aides d'État. Pour le dossier de la perception des amendes, ce service apparaît sous la rubrique "service d'intérêt économique général" *ad hoc*, à charge de bpost, dans le septième contrat de gestion de cette entreprise. Le contrat prévoit une vérification annuelle, par le collège des commissaires, du calcul de la compensation octroyée pour rémunérer les services. Il est intéressant de remarquer que le contrat prévoit également la possibilité de déroger aux règles de calcul de la compensation dans les conventions d'approfondissement. Sur ce dossier, des précisions sont nécessaires, d'autant que bpost affirme que le service en cause n'est pas repris dans le contrat de gestion.

Pour le dossier du contrat de caissier de l'État, la prolongation de la collaboration de longue date entre l'État et bpost aurait dû être notifiée à la Commission européenne. À ma connaissance, la notification n'a pas eu lieu, alors même que, sur ce type de contrat, le droit européen prévoit une marge brute limitée à 7,4 %, sauf si le contrat fait l'objet d'un marché public. En 2017, lorsque l'actuel premier ministre était ministre de tutelle de bpost, le contrat a été prolongé sans respect de ces règles et avec un avis négatif de l'Inspection des

finances.

Or, il ressort des informations parues dans la presse que la marge maximale a été non pas dépassée mais explosée, puisque le coût du service serait de l'ordre de 8 millions d'euros, alors que la rémunération serait de l'ordre de 40 millions d'euros. Il y a donc, madame la ministre, un monde de différence entre les deux, à savoir 32 millions d'euros.

Surtout, on pourrait voir dans cet écart immense entre la compensation versée et le prix du service, une aide d'État illégale dissimulée dans un contrat de gestion négocié sans ouverture à concurrence et conclu sans avoir été notifié à la Commission européenne. Ce sont tant de violations des règles du droit européen qui permettent aisément de conclure à l'octroi d'une aide illégale dont découle l'obligation pour le juge saisi d'en ordonner le remboursement à bpost.

Cependant, si la Commission européenne juge *in fine* que l'aide – bien que notifiée – est compatible avec le marché, l'aide pourrait être restituée à bpost. Sachant que la Commission européenne et le juge national ont la possibilité de remonter dix ans en arrière pour les aides d'État illégales et de compter des intérêts, les sommes que bpost pourrait avoir l'obligation de rembourser à l'État pourraient se monter à des centaines de millions d'euros, madame la ministre.

Le kern a décidé hier de faire toute la clarté sur cette affaire. Vous avez indiqué que si des sommes avaient été payées indûment par l'État, elles seraient récupérées. Comme la direction et le personnel de bpost, nous sommes inquiets pour l'avenir de cette belle entreprise, dès lors que l'absence de notification et de marché conclu avec l'État fait peser sur l'entreprise un risque de devoir rembourser des sommes considérables.

Confirmez-vous que les trois dossiers que je viens d'évoquer sont réellement problématiques? Qui est selon vous responsable de la violation de ces règles européennes en matière d'aides d'État? bpost et/ou les ministres ont-ils passé des marchés sans les notifier à la Commission européenne?

La vérification annuelle par le Collège des commissaires prévue dans le septième contrat de gestion concernant le calcul de la compensation a-t-elle été effectuée?

Quelles conclusions ou recommandations ont-elles été faites sur les dossiers concernés?

Craignez-vous, comme nous, pour l'avenir de bpost? Quelles mesures allez-vous prendre pour rétablir la confiance?

Je vous remercie et attends avec impatience vos réponses.

17.03 Maria Vindevoghel (PVDA-PTB): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, collega's, bij bpost blijven de lijken uit de kast vallen. Er was het ontslag van twee CEO's. Er waren de illegale prijsafspraken. En nu komt bpost zelf naar buiten met de boodschap dat er nog steeds gesjoemeld wordt met contracten tussen de Staat en bpost.

Bpost koppelde daaraan meteen ook een winstwaarschuwing voor het lopende en komende boekjaar. Om die winsten draait het natuurlijk allemaal. Bpost is weliswaar een overheidsbedrijf, maar het gedraagt zich als een privébedrijf. Daar ligt de knoop. Het bedrijf is beursgenoteerd. Het keert dividenden uit. Er zijn buitenlandse overnames, onder andere in de Verenigde Staten. Er zijn bonussen voor het topmanagement. Er worden nieuwe managementfuncties gecreëerd. Tegelijk wordt er bespaard op het personeel, de gewone werkmensen. Bpost besteedt diensten uit via onderaanneming. Het verkoopt krantenwinkels aan de hoogste bieder, een gokbedrijf. En het privatiseert bpost bank.

Kortom, bpost is op zoek naar maximale winst in zijn sector. Dat is nu zijn lot sinds het moet concurreren met honderden kleine koerierbedrijven. Evenzeer moet bpost concurreren met de grote antisyndicale wereldspelers, de Amazons van deze wereld zoals PostNL. Wij hebben hier allemaal staan roepen over de wantoestanden bij PostNL, over kinderarbeid aldaar. Men sjoemelt erop los.

De vraag is waar de controle was al die tijd. Waar was de overheid? Mevrouw de minister, u staat vandaag onder druk, maar de illegale staatssteun zou wel eens tot 30 jaar kunnen teruggaan. Wie is daar allemaal bij

betrokken? De heer De Croo was vorige legislatuur toezichtsminister. PS-voorzitter Paul Magnette heeft onder de regering-Di Rupo bpost naar de beurs gebracht. Ministers Van Peteghem van cd&v en Van Overtveldt van de N-VA waren minister van Financiën. Kortom, allemaal hebben ze er een potje van gemaakt. U wijst nu naar de top van bpost, maar bent allemaal mee verantwoordelijk. De verwevenheid tussen managers, kabinetsleden en politici bij bpost en andere overheidsbedrijven is dan ook het grote probleem.

Die managementwereld is er een van ons kent ons. Wij noemen dat graailand. In graailand is er geen plaats voor transparantie, geen plaats voor democratische controle en geen plaats voor vertegenwoordigers van de werknemers, van de klanten en van het Parlement.

Het riedeltje dat bpost een autonoom overheidsbedrijf is, kennen wij maar al te goed. Dat is ook net het probleem. Het bedrijf is zodanig autonoom dat illegale praktijken schering en inslag zijn geworden.

De tijd is rijp om bpost weer onder democratische controle te plaatsen. Overigens, welke rol speelt de huidige raad van bestuur in feite nog? Wie zijn de leden ervan? Hoeveel verdienen zij en voor welk werk?

Het antwoord van de rechtse partijen is bekend: zij willen dergelijke activiteiten naar de privésector overhevelen. Voor een goed voorbeeld van privatisering hoeven we maar te kijken naar PostNL in Nederland. De arbeidsomstandigheden bij PostNL – iedereen heeft hier scha en schande geroepen – zijn verschrikkelijk.

Wij stellen een ander scenario voor. We nemen bpost in overheidshanden. Enkel en alleen op die manier krijgen we de controle op ons eigen overheidsbedrijf terug en maken wij ons los van de winstlogica van de markt. Wij zijn voorstander van de aanstelling van een regeringscommissaris bij bpost, want die kan nu alvast misschien wat controleren. De topmanagers krijgen weldra bijvoorbeeld 10 % opslag, bonussen in de sacoche. Mevrouw de minister, u hebt uzelf er akkoord mee verklaard dat de topmanagers en aandeelhouders 10 % krijgen.

Mevrouw de minister, hebt u al een zicht op de overheidsopdrachten waarvoor bpost bewust een te hoge marge heeft aangerekend? Zo ja, welke opdrachten en over welke marges gaat het?

Zal de regering als hoofdaandeelhouder van bpost de gevraagde bonussen voor het topmanagement blokkeren door tegen te stemmen op de aandeelhoudersvergadering van 10 mei?

Hoe zult u de controle op onze overheidsbedrijven opvoeren, zodat zij zich niet meer inlaten met illegale praktijken, op zoek naar maximale winst?

Alexander De Croo schafte de regeringscommissaris bij bpost af. Wij hopen dat u die weer aanstelt.

Kunt u de jobs van de werknemers van bpost garanderen? Kunt u garanderen dat de werknemers op geen enkele manier getroffen worden?

17.04 Nathalie Dewulf (VB): Goedenavond mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, collega's. Ik zal de situatie nog eens kort schetsen. Op 28 augustus 2022 werd een intern onderzoek bij bpost gestart. Dat onderzoek had tot doel om de mogelijke wanpraktijken op te sporen in de dienstenconcessie voor de bedeling van kranten en tijdschriften met een jaarlijkse subsidie van zo'n 175 miljoen euro. Officieel was er twee maanden later sprake van mogelijk illegale afspraken bij de toekenning van de krantenconcessie. In november 2022 heeft de overheid beslist om de dienstenconcessie alsnog tot 31 december te verlengen. Fun fact: die verlenging werd tot op heden nog steeds niet goedgekeurd door de Europese Commissie.

Op vrijdag 14 april 2023, bijna acht maanden na de start van het intern onderzoek, werd duidelijk dat de betrokken partijen daadwerkelijk schuldig zijn aan illegale prijsafspraken, maar daarnaast ook aan schriefvervalsing. De mediabonzen hebben op actieve wijze overeenkomsten gesloten met het postbedrijf om een deel van de krantenvolumes naar distributeur PPP door te schuiven in ruil voor de terugtrekking van PPP uit de tender.

Het verhaal gaat verder, want er zijn nog andere contracten tussen de Staat en bpost waarbij vraagtekens kunnen worden geplaatst, zoals het contract voor de kentekenplaten. Al sinds 2010 laat de overheid bpost nummerplaten uitreiken. In 2019 besliste deze regering om ook de tweede concessie ter waarde van 240

miljoen euro aan bpost toe te kennen. Bpost bleek de enige kandidaat te zijn, bij wie nochtans inbreuken op de regels van het vorige contract werden vastgesteld, waardoor het bedrijf een boete van 2,5 miljoen euro moest betalen, wat bovendien niet eens is gebeurd. Ook de niet-naleving van de leveringstermijnen heeft tot boetes geleid, die opnieuw niet werden betaald.

Naast al de genoemde inbreuken maakt bpost via die concessie ook nog eens gigantische winsten. De burger betaalt 30 euro aan de postbode voor zijn of haar nummerplaat. Daarvan wordt 9 euro doorgesluisd naar de Staat. Er blijft dus 21 euro over voor het postbedrijf. Bij een onterechte prijssherziening in het voordeel van bpost in 2012 liep de overheid 10 miljoen euro mis. Zonder ingrijpen loopt dit contract nog tot eind 2025.

Er is voorts ook de overeenkomst tussen bpost en de Staat over de 679-rekeningen. De overheid betaalt bpost voor het beheer van die rekeningen, die worden gebruikt voor de betaling van boetes en de verschuldigde btw.

Ook voor die overeenkomst werd in 2017 een negatief advies afgeleverd. Opnieuw leek bpost de enige kandidaat te zijn. Zolang dat wordt gemeld aan de Europese Commissie, is dat niet onwettig, maar wat blijkt? Die melding gebeurde niet en dat terwijl nu blijkt dat de jaarlijkse geschatte kosten niet 40 miljoen euro bedragen, maar eerder 8 miljoen. Mevrouw de minister, u kunt ook rekenen, dus ik hoef u niet te vertellen dat dit de maximale brutomarge van 7,4 % ruim overstijgt.

We kunnen dus besluiten dat elke opdracht of overeenkomst die aan bpost werd geschonken de volgende kenmerken gemeen heeft. Ten eerste, de totstandkoming ervan gebeurt ofwel zonder concurrentie of de concurrentie wordt door bpost opgekocht of weggespeeld. Ten tweede, de vergoeding ligt vele malen hoger dan zou mogen wanneer de regels worden nageleefd. Ten derde, negatieve adviezen van bijvoorbeeld het Rekenhof en de FOD Financiën worden gewoon genegeerd. Ten vierde, de contracten worden telkens verlengd zonder dat ze voldoende worden geëvalueerd of aangepast aan de huidige situatie.

Voorzitter: Kristof Calvo, ondervoorzitter.

Président: Kristof Calvo, vice-président.

Mevrouw de minister, ik heb de volgende vragen. Ten eerste, bent u van plan om alle overeenkomsten waarin bpost de contracterende partij is ten gronde te laten doorlichten naar eventuele malversaties? Ten tweede, kunt u op dit moment al inschatten hoeveel geld de overheid de afgelopen jaren is misgelopen en welk bedrag daarvan kan worden teruggevorderd? Ten derde, indien bepaalde strafrechtelijke misdrijven zouden worden vastgesteld, zult u zich dan burgerlijke partij stellen in die dossiers? Ten vierde, bent u van mening dat bpost nog steeds een geschikte kandidaat is om in de toekomst mee te dingen naar overheidsopdrachten of concessieovereenkomsten?

17.05 Minister **Petra De Sutter**: Mijnheer de voorzitter, beste Kamerleden, de afgelopen maanden hebben we allemaal een bedrijf gezien dat van het ene incident naar het andere drijft. Er zijn voorbeelden van gegeven, maar ik ga ze niet opsommen. Wat mij vandaag bezighoudt, is het volgende: hoe gaat bpost daar zelf mee om? Hoe rekent bpost af met het verleden? Hetzelfde geldt voor de overheid.

Bpost staat aan het begin van een lange weg en is schoon schip aan het maken. De onthullingen die nu worden gedaan, gaan van onaanvaardbaar tot mogelijk compleet illegaal. Ik kan u verzekeren dat dit bij mij een bijzonder wrange nasmaak nalaat, net als bij de rest van de regering en bij u. Het kruipt in de kleren en geeft het gevoel dat het wel een keer gedaan mag zijn. Laten we echter niet de vergissing maken te denken dat we dit nu heel snel gaan oplossen. Wij moeten hiermee doorgaan. Wat nu naar boven komt, moet onderzocht worden en dat zal nog tijd vergen. Het laatste wat we moeten doen is de zaken laten zoals ze zijn. We hebben nu duidelijke aanwijzingen dat er niet alleen het dossier is van de persconcessie, maar dat ook andere dossiers verder moeten worden uitgespit. We kunnen niet naar de toekomst kijken zonder te hebben afgerekend met het verleden en wat daarin fout is gelopen.

Onfrisse praktijken in één dossier, het krantenconcessiedossier, hebben binnen bpost geleid tot een operatie schoon schip. Die operatie legt nu nog meer zaken bloot. We hebben hier een momentum dat we moeten gebruiken, zowel bij bpost als bij de overheid, om tot op de bodem te gaan, tot op het bot zoals we zeggen. Om die reden heb ik er gisteren in het kernkabinet voor gepleit om meerdere dossiers onder de loep te nemen en te laten onderzoeken, en dus niet alleen het onderzoek van de krantenconcessie verder af te wachten. Er is een audit gebeurd, maar u weet natuurlijk dat er nog andere onderzoeken lopen. Er moeten van onze kant

nieuwe onderzoeken gebeuren naar andere opdrachten die bpost heeft uitgevoerd voor de federale overheid waarbij, naar verluidt, mogelijk mistoestanden hebben plaatsgevonden. Uiteraard kan ik u bevestigen dat de hele regering met dat voorstel heeft ingestemd.

Waarover gaat het verder? Bpost voert sinds tientallen jaren een aantal opdrachten uit voor de overheid. Dat gaat over allerlei opdrachten in verschillende departementen, met verschillende ministers, verschillende regeringen – ook voorgaande –, waarmee contracten werden afgesloten.

Het is dus absoluut niet het probleem van één dossier of van één minister, zelfs niet van één legislatuur. Daarom denk ik dat wij hier kunnen spreken van een momentum, een kantelpunt, waarmee ik hoop dat wij een finale cultuurverandering in het bedrijf tot stand kunnen brengen. Het is een cultuuromslag waarvan het nieuwe bestuur mij absoluut verzekert dat het er mee de schouders onder wil zetten. U weet dat de krantenconcessie heeft geleid tot het ontslag van de toenmalige CEO, de heer Tirez, en twee andere personen. Het huidige bestuur van bpost is absoluut van plan alle kasten leeg te maken. Iemand zei dat er alsmaar meer lijken uit de kasten vallen, maar de kasten moeten absoluut worden leeggemaakt. Dat vergt tijd en doet inderdaad een aantal oudere dossiers waar problemen mee zijn naar boven komen.

De regering heeft dan ook geëist – dat hebben wij gisteren beslist – volledige transparantie te krijgen van de raad van bestuur van bpost. Wij hebben gisteren, onmiddellijk na de vergadering van het kernkabinet, een brief geschreven aan de voorzitter van de raad van bestuur om duidelijkheid te vragen over welke dossiers het gaat. U noemt die al en zij circuleren in de media, maar ik heb pas deze namiddag via een brief namens bpost formeel bevestiging gekregen over welke dossiers het gaat. Ik heb absoluut geen probleem om transparantie te verlenen. Ik ondersteun de vraag naar transparantie. U vraagt die aan mij, maar ik moet die ook aan bpost en het BIPT vragen, mijnheer Freilich. Ik kom daar nog op terug.

Wij weten al dat er wantoestanden zijn opgedoken in het krantenconcessiedossier. Daar heeft bpost al transparant over gecommuniceerd. Dat er mogelijks ook onregelmatigheden zijn gebeurd bij het beheer van de 679-rekeningen door bpost en bij het verdelen van de nummerplaten in ons land, stond al in de kranten. Die vermoedens worden nu formeel bevestigd door bpost. Mevrouw Dewulf, in die twee dossiers verwees u naar data waarop beslissingen zijn genomen. Ik wil er uw aandacht op vestigen dat u 2019 hebt genoemd en sprak van 'deze regering', maar dat klopt natuurlijk niet. Deze regering is niet begonnen in 2019, maar in 2020. U bedoelde dus de vorige regering.

Naast die twee dossiers zei bpost dat er ook problemen zijn met – het werd al vermeld door sommigen – het contract om boetes te innen bij buitenlandse verkeersovertreders, de zogenaamde Crossborderboetes. Bpost heeft vandaag contact opgenomen met de drie bevoegde ministers met wier departementen die contracten in het verleden werden gesloten.

Ik herhaal, dit is geen probleem van één dossier, van één minister en zelfs niet van één legislatuur, hier zijn dingen gebeurd die geruime tijd onder de radar van de overheid en van het Parlement konden blijven. Die dingen moeten onderzocht worden.

Op het moment waarop bijvoorbeeld de mogelijke wantoestanden in verband met de 679-rekeningen in de media opdoken, kon mijn collega, minister Van Peteghem, u meteen geruststellen dat de openbare uitbesteding van die opdracht inmiddels wel lopende was. Ik heb vorig jaar zelf een koninklijk besluit genomen om die opdracht duidelijk open te stellen voor andere actoren op de markt. Tot dan was dit een monopolie dat gegund werd aan bpost. Wij hebben dat veranderd, vorig jaar. Nu heeft die gunning plaatsgevonden en is er een openbare uitbesteding. Die wordt binnenkort afgerond. Dat heeft de vivaldiregering gedaan in dit dossier waarover al bericht is.

Ik wil u toch even zeggen, mijnheer Freilich, dat het in de woorden van de toenmalige minister van Financiën, uw partijgenoot, toen duidelijk werd dat het op een andere manier gedaan moest worden, te complex zou zijn geweest. Het is toen dus niet gebeurd en daarna is de regering in lopende zaken gegaan. Het heeft tijd geveerd, maar wij hebben dat rechtgezet. Dat betekent dat die opdracht niet meer automatisch naar bpost zal gaan en dat de concurrentie haar rol zal kunnen spelen.

Pour ce qui est de l'avenir, il va de soi que le gouvernement va se faire conseiller sur le plan juridique pour déterminer dans quelle mesure des dispositions doivent être prises. Il me semble également logique, lors des

audits complémentaires, de nous concentrer sur les trois nouveaux dossiers qui ont été identifiés. Je répète ce que je dis dans la presse depuis lundi: si des irrégularités ont été commises, l'État belge va évidemment réclamer les sommes payées indument – c'est le minimum.

Chers membres de la Chambre, j'entends vos diverses questions. L'une d'entre elles revient souvent: la demande d'accès aux dossiers. Je la comprends et la soutiens. C'est pourquoi je fais cette ouverture aujourd'hui en vous confirmant formellement l'existence de ces trois dossiers. Pour l'heure, je ne dispose pas de davantage de détails. Sinon, j'en parlerais. En ce moment, bpost creuse dans ses archives pour identifier le problème. Nous allons agir de même de notre côté, comme je l'ai annoncé.

Je sais aussi que Mme Audrey Hanard, la présidente du conseil d'administration, viendra s'expliquer à la Chambre le 16 mai, donc dans deux semaines. C'est une bonne chose qui offrira à bpost l'occasion d'apporter des réponses adéquates aux représentants du peuple, de rendre publiques ses propres erreurs et de prendre des engagements pour éviter que de telles situations ne se reproduisent. J'espère qu'elle disposera de plus d'informations sur ces trois dossiers. Je l'encourage, bien sûr, à suivre cette voie.

Dès que l'enquête externe commandée par le gouvernement aura abouti, celui-ci se présentera également et évidemment devant cette Assemblée. C'est ainsi que fonctionne une démocratie saine.

Collega's, ik hoor in het publieke debat tegengestelde echo's weerklinken, gaande van hernationaliseren tot privatiseren. Dat is niet wat in de regering is afgesproken voor de huidige legislatuur. Wat wij wel in het regeerakkoord hebben opgenomen en wat waarschijnlijk deels tegemoetkomt aan een aantal opmerkingen, is om het beheer van overheidsparticipaties in diverse overheidsbedrijven, waaronder bpost, over te hevelen naar FPIM. Dat laat toe om een antwoord te bieden aan de spanning die kan volgen uit de dubbele rol van, enerzijds, aandeelhouder en, anderzijds, beleidsmaker. Een scheiding van die rollen is ook conform de richtlijn inzake het bestuur van overheidsbedrijven en komt tegemoet aan een aanbeveling van de OESO. De regering heeft al enige tijd geleden beslist tot de overheveling en die is nu in uitvoering. Dat gebeurt natuurlijk stap voor stap.

Chers membres de la Chambre, je conclus. Les turbulences actuelles ne sont pas seulement un coup de massue pour les investisseurs, les clients, l'État et les autres entreprises du secteur, elles affectent aussi durement les 36 000 membres du personnel de bpost qui craignent non seulement pour leur image mais aussi pour la stabilité de leur emploi. C'est pour ces milliers de collaborateurs ainsi que pour les actionnaires et les marchés que bpost doit chercher un nouvel élan.

Ce sera un travail de longue haleine, notamment parce que des enquêtes seront en cours pendant un certain temps – on sait que cela peut durer –, celles que nous demandons en tant que gouvernement et celles qui sont lancées par l'Autorité de la Concurrence (ABC) et par le ministère public. L'ABC s'est déjà emparée de ces trois dossiers et a demandé des informations à bpost.

Ne nous faisons pas d'illusions, ce ne sera pas la dernière fois que nous parlons de bpost ici. Cela va durer et nous allons continuer à travailler sur ce dossier.

Ce n'est pas parce que les choses ne font surface que maintenant qu'elles ne se sont produites que maintenant. On parle de dossiers qui sont gérés depuis très longtemps.

Le moment est donc venu de mettre fin à des pratiques malhonnêtes qui durent depuis longtemps.

Wat de BIPT-studie betreft, ik wacht ook op de resultaten daarvan. Mijnheer Freilich, u dicht mij ook altijd bevoegdheden toe die ik niet heb. Het BIPT is immers geen administratie. Het is niet eens een administratie of organisatie waarvoor ik bevoegd ben. U denkt dat misschien, maar dat is niet zo. Het is een onafhankelijke regulator en ressorteert als organisatie onder de bevoegdheid van staatssecretaris Mathieu Michel.

Ik heb dus, net zoals u, met een brief aan het BIPT gevraagd waar de studie blijft en ik heb hetzelfde antwoord gekregen als u. Als het dus gaat over transparantie, zit ik hier dus op dezelfde manier en met dezelfde bedoelingen als u te wachten op de resultaten van de studie van het BIPT.

17.06 Michael Freilich (N-VA): Mevrouw de minister, de heer Michel is bevoegd voor het BIPT. Ik heb hem

ook bevraagd. Ik heb zelfs aangetekende brieven gestuurd om in het kader van de openbaarheid van bestuur die documenten te krijgen. Ik kreeg ze niet. U zegt nu dat u daar geen enkele vat op hebt. De bevoegde minister heeft die ook niet? Ik begrijp niet dat een minister niets gedaan krijgt. Hij kan toch op tafel kloppen. U sust: *bpost creuse dans tous les dossiers*. Heb ik goed begrepen dat we bpost nu zelf het onderzoek laten voeren? Kunnen we bpost vertrouwen?

Ik heb niet gehoord wie het onderzoek zal leiden. Ik heb u gevraagd om het Parlement te betrekken. Hoe is de zaak aan het rollen gegaan? De voormalige CEO van bpost Belgium, de heer Muls, sprak vlak na zijn aanstelling in 2022 de voorzitter van de raad van bestuur, mevrouw Hanard, aan. Hij had naar eigen zeggen verontrustend nieuws. Hij had van een van zijn directeurs gehoord dat er blijkbaar gesproken werd met een aantal partijen. Mevrouw Hanard heeft vervolgens vier maanden gewacht en pas eind augustus 2022 een intern onderzoek gelast. Een maand later luidde de conclusie ervan: *on n'a rien trouvé*. Behalve een aantal kleine interne compliance-issues had men niets gevonden.

De heer Tirez, de CEO van de groep, was natuurlijk razend. Wie dacht die Muls wel dat hij was? De heer Muls werd bedankt voor bewezen diensten. Hij heeft een mooie exit gekregen, maar hij werd ook gevraagd om een document te ondertekenen dat hij geen verklaringen over bpost meer zou afleggen. Hij zou hem 150.000 euro hebben opgebracht. Hij heeft niet getekend. Dat was een afkoopsom van bpost aan de heer Muls. Hij zou vertrekken met 650.000 euro en werd gevraagd of hij voor 150.000 euro extra een document wilde ondertekenen. Hij heeft dat niet gedaan. Nadien heeft hij naar mevrouw Hanard een aantal berichtjes gestuurd. De man was slim genoeg om daar screenshots van te nemen. Hij vroeg haar of ze echt niets gevonden had en zei dat hij iets had. Hij had nog meer, namelijk geluidsopnames waarop men hoort hoe de directeur de collusie met de uitgevers en met PPP toegeeft.

Pas nadien is haar frank gevallen en heeft zij beslist om een forensische audit te laten uitvoeren, maar toen was de man al ontslagen. Moeten wij dan nu vertrouwen hebben in bpost dat men de stal zal uitmesten? *No way José!* Ik geloof het niet. Waarom moeten wij het bedrijf nu wel geloven? Dus betrek het Parlement bij het onderzoek.

Trouwens, dat bpost te veel overheidssubsidies krijgt, is geen nieuw gegeven. In 2012 moest bpost van de Europese Commissie staatssteun terugbetalen ten belope van 417 miljoen euro. Dat cijfer is u wellicht bekend, de collega's misschien niet. In 2013, tien jaar geleden, moest bpost 119 miljoen terugbetalen, opnieuw veroordeeld door de Europese Commissie wegens illegale staatssteun. Dat blijft zo maar doorgaan.

Zoveel staatssteun heeft consequenties, want dat gebeurt niet in een vacuüm. Staatssteun heeft een effect op de hele markt van pakjesbezorging. De pakjesmarkt in ons land is verziekt omdat bpost, dat langs alle kanten extra subsidies toegestopt krijgt, de markt oneerlijke concurrentie aandoet. Dat heeft tot gevolg dat grote bedrijven zich bedienen van allerlei praktijken – die ik overigens niet goedpraat – om te overleven. Er is inderdaad geen gelijk speelveld. Destijds heb ik aan bpost de cao gevraagd, maar die krijgen wij niet. Bpost heeft geen standaard paritair comité. Er gelden andere regels voor bpost. U antwoordt mij steeds dat de postwet dat zo regelt sinds 1991. Dat weet ik, maar pas die wet dan aan.

Als we bpost privatiseren en een gelijk speelveld creëren voor iedereen, dan biedt dat de beste kans om eens en voor altijd af te geraken van al dat gesjoemel. Wij moeten af van het gesjoemel.

U spreekt over een onderzoek, maar nogmaals, ik heb niet gehoord wie dat onderzoek zal leiden, behalve bpost zelf. Wij eisen dat het Parlement mee betrokken wordt. Enkel op die manier kunnen wij garanderen dat het dossier uitgespit wordt en dat de onderste steen bovenkomt. Mevrouw de minister, ik vraag u en bepleit bij u dat u naar het volk en naar de Kamer luistert. Betrek ons bij dat onderzoek.

17.07 Josy Arens (Les Engagés): Madame la ministre, je prends acte de la volonté du gouvernement de faire toute la clarté. C'est le moins qu'il puisse faire. Mais j'entends que pour certains de la majorité, la confiance par rapport à ce travail de clarification est toute relative. Certains évoquent la constitution d'une commission spéciale pour faire toute la lumière. Ce manque de confiance nous incite, nous, Les Engagés, à appuyer une telle demande d'autant plus que je doute de la volonté de votre gouvernement de faire toute la clarté sur la responsabilité politique de certains qui ont passé des contrats avec bpost et qui ont omis de le notifier à la Commission européenne. Vous chargez beaucoup bpost. Pour nous, il faut faire toute la clarté sur toutes les responsabilités et, comme je l'ai dit, sur toutes les responsabilités politiques.

Enfin, je regrette que vous ayez fourni très peu d'éléments de nature à nous rassurer et à rassurer les 36 000 membres du personnel. Mettez-vous à leur place. Ce qui se passe aujourd'hui est loin d'être évident. Alors que j'ai l'habitude de sortir satisfait des échanges que j'ai avec vous, je sors de cet échange, madame la ministre, excusez-moi, plus inquiet que lorsque j'y suis entré.

Je ne déposerai pas de motion adressée au gouvernement car je pense, chers collègues parlementaires, qu'il nous faut maintenant examiner sérieusement la mise en place d'une commission spéciale pour faire toute la clarté sur ce dossier.

17.08 Maria Vindevoghel (PVDA-PTB): Mevrouw de minister, het is gewoon vreselijk voor het personeel, voor de 36.000 werknemers van bpost. U hebt hen niet gerustgesteld. U hebt niet geantwoord met betrekking tot het punt dat er geen gevolgen zullen zijn voor het personeel door al wat er gebeurt. U hebt hen niet gerustgesteld. De facteurs hebben ongelooflijk veel schrik. Ik had gisteren nog iemand aan de lijn. De mensen zijn bang dat zij de gevolgen zullen dragen van wat er aan de top gebeurt.

U hebt ook niet geantwoord met betrekking tot de bonussen die de topmensen krijgen, die 10 %. U gaat daarop toch niet ja zeggen? U gaat toch niet zeggen dat die mensen nu 10 % extra krijgen, terwijl de gewone facteurs door weer en wind heel de coronaperiode gewerkt hebben als zot? Zij doen dat bovendien voor een laag loon, mevrouw de minister. U weet dat. De hulppostbodes verdienen superweinig. Die mensen hebben ervoor gezorgd dat de post blijft draaien en zij zullen nu misschien het slachtoffer zijn. Wij vinden dat dat niet kan.

Wij moeten kijken naar de oorzaak. De oorzaak is de liberalisering van de post. Heel die sector voelt de concurrentie, de Amazons en PostNL's van deze wereld. Als wij luisteren naar wat de N-VA zegt, hebben wij hier binnenkort allemaal PostNL's. Bij PostNL was er kinderarbeid en zwartwerk. Dat zullen de gevolgen zijn van de verdere liberalisering.

Voor ons moet de post een dienstverlenend bedrijf zijn, waarop iedereen een beroep kan doen. Ook in Luxemburg moeten de mensen terecht kunnen bij de post. Dat is wat wij willen. De post heeft de capaciteit om de chaos in de postsector te reguleren. Dat moet de rol zijn van de post. Het moet gereguleerd worden. Nu is het een en al chaos. Men ziet honderden camionetten rondrijden. Wij willen dat dit gereguleerd wordt. Het is ook op ecologisch vlak belangrijk dat wij dat reguleren. Met deze evolutie gaan wij verder naar deregulering, chaos en anarchie binnen de postsector. Wie zal het grote slachtoffer zijn? De gewone werkmensen in de sector.

17.09 Nathalie Dewulf (VB): Mevrouw de minister, het is onze taak als Parlementsleden om de beslissingen die uw regering neemt van dichtbij op te volgen. Daaruit blijkt dat de regering de verlenging van de krantencontracten opnieuw goedgekeurde nadat er al sprake was van collusie. De regering heeft ook beslist om de concessie inzake de kentekenplaten te verlengen. Het is ook uw regering die de overeenkomst inzake de 679-rekeningen na een negatief advies in 2017 verder liet lopen. Die beslissingen hebben ervoor gezorgd dat de Staat miljoenen euro's misloopt.

Het Vlaams Belang eist enerzijds de terugbetaling van die sommen en anderzijds een verstrenging van de concessiewet. De huidige concessiewet stelt dat wanneer de Staat over voldoende aanwijzingen beschikt dat de kandidaat illegale prijsafspraken heeft gemaakt, hij die kandidaat kan uitsluiten. Om die reden hebben wij dan ook een voorstel klaar om onder meer kandidaten die inbreuken plegen op het mededingingsrecht, verplicht uit te sluiten van de plaatsingsprocedure.

Het Vlaams Belang acht bpost op heden dan ook absoluut niet meer geschikt om overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten verder uit te voeren. Daarom wordt er een motie van aanbeveling ingediend om de problemen die ik net heb besproken aan te pakken.

Voorzitter: Eliane Tillieux, voorzitter.
Président: Eliane Tillieux, présidente.

Moties
Motions

De **voorzitter**: Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.
En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Een eerste motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Michael Freilich en luidt als volgt:

"De Kamer,

gehoord de interpellaties van de heren Michael Freilich en Josy Arens en de dames Maria Vindevoghel en Nathalie Dewulf

en het antwoord van de vice-eersteminister en minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post,

- gelet op de winstwaarschuwing die de raad van bestuur van bpost maandagavond 24 april 2023 uitstuurde, waarbij de winstverwachtingen voor 2023 werden ingetrokken, ten gevolge van enkele onrustwekkende bevindingen in de compliance review (interne audit) die initieel was opgestart omtrent de collusie in het kader van de krantenconcessie, maar intussen kennelijk ook werd opengetrokken naar andere opdrachten voor de overheid;

- gelet op de berichtgeving dat de overheid voor deze opdrachten veel hogere bedragen zou hebben betaald aan bpost dan wat marktconform had mogen worden aangerekend en dat daarbij mogelijk een aantal aanmeldingen in het kader van staatssteun bij de Europese Commissie niet zouden zijn gebeurd en/of ook de wetgeving omtrent openbare aanbestedingen niet zou zijn gevolgd;

- gelet op de mogelijke financiële impact van die nieuwe bevindingen voor bpost, waarbij enkel voor 2023 alleen al de winstverwachting (ebitda) minstens met 25 à 50 miljoen euro naar beneden zou moeten worden bijgesteld;

- gelet op de verklaringen van de minister op 25 april 2023 dat zij een tweetal dagen eerder op de hoogte zou zijn gesteld door het management van bpost, maar nog niet de bevindingen van de compliance review zou hebben gezien en ook niet zou weten om welke overheidsopdrachten en bedragen het precies zou gaan;

- gelet op het feit dat de minister zelf bij herhaling stelt dat zij niet over alle informatie beschikt waarover het management en/of de raad van bestuur van bpost wél beschikken;

- gelet op het feit dat de minister van Economie, de heer Dermagne, daarentegen op 26 april 2023 in de Kamercommissie Economie verklaard heeft wél over het eindrapport van de interne compliance review van bpost te beschikken, wat het luik rond de krantenconcessie betreft;

- aangezien alle belastingbetalers van dit land, de vele werknemers van bpost, de klanten van bpost, haar concurrenten en de externe aandeelhouders echter de volledige transparantie verdienen over de geldstromen van de overheid naar bpost;

- overwegende dat de Belgische Staat meerderheidsaandeelhouder is van het beursgenoteerde bpost nv, maar tegelijk ook opdrachtgever (klant) én toezichthouder;

- gelet op de vele onfrisse dossiers waarmee bpost de laatste jaren in opspraak is geraakt, zoals de povere informatieverstrekking door voormalig CEO Van Avermaet rond zijn gerechtelijke vervolging wegens verboden prijsafspraken bij een vorig bedrijf, de verkoop van de Ubiway-krantenwinkels aan een gokbedrijf, het dossier rond de prijsafspraken in het kader van de krantenconcessie, en nu ook de exuberante winsten op andere overheidsopdrachten;

- overwegende dat de overheid en bijgevolg ook de autonome overheidsbedrijven het goede voorbeeld moeten geven inzake wettelijke en verdragsrechtelijke verplichtingen;

vraagt de regering

- de bevindingen van de compliance review te delen met de Kamerleden of deze minstens achter gesloten deuren in commissie te laten toelichten, teneinde de controletaak van de wetgevende macht mogelijk te maken;

- de Kamer van volksvertegenwoordigers volwaardig te betrekken bij de externe revisorale audit rond alle overheidsopdrachten bij bpost waartoe de regering op 26 april 2023 heeft beslist, dit door voorafgaand aan de audit de bevoegde Kamercommissie in staat te stellen mee de precieze opdracht te omschrijven, alsook door vervolgens regelmatig tussentijds verslag uit te brengen aan de bevoegde Kamercommissie waarbij de leden de mogelijkheid geboden wordt om bijkomende onderzoeksvragen op te werpen;

- aan de Europese Commissie te vragen om een onderzoek op te starten rond het miskennen van de staatssteunregels;

- de FSMA te gelasten met een onderzoek naar het lek van het eindrapport van de compliance review bij bpost omtrent het luik krantenconcessie."

Une première motion de recommandation a été déposée par M. Michael Freilich et est libellée comme suit:

"La Chambre,

ayant entendu les interpellations de MM. Michael Freilich et Josy Arens et Mmes Maria Vindevoghel et

Nathalie Dewulf

et la réponse de la vice-première ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste,

- vu l'avertissement sur les bénéfices envoyé par le conseil d'administration de bpost le soir du lundi 24 avril 2023, par lequel les prévisions de bénéfice pour 2023 ont été retirées à la suite de plusieurs constatations inquiétantes dans la revue de conformité (l'audit interne) initialement lancée afin d'enquêter sur une éventuelle collusion dans le cadre de la concession de distribution des journaux mais entretemps visiblement élargie à d'autres marchés publics;
 - vu l'information selon laquelle, dans le cadre de ces marchés, l'État aurait payé à bpost des sommes bien plus importantes que celles qui auraient dû être payées pour rester conformes au marché et que, dans ce contexte, certaines déclarations auprès de la Commission européenne dans le cadre des aides d'État n'auraient pas eu lieu et/ou la législation en matière de marchés publics n'aurait pas été respectée;
 - vu l'impact financier potentiel de ces nouvelles constatations pour bpost, en raison desquelles pour la seule année 2023, les prévisions de bénéfice (EBITDA) devraient être revues à la baisse pour un montant estimé entre 25 et 50 millions d'euros;
 - vu les déclarations de la ministre du 25 avril 2023 par lesquelles celle-ci prétendait avoir été informée par la direction de bpost environ deux jours plus tôt mais ne pas encore avoir eu connaissance des constatations de la revue de conformité et ignorer de quels marchés publics et de quels montants il s'agit précisément;
 - vu que la ministre continue d'affirmer qu'elle ne dispose pas de toutes les informations dont disposent bel et bien la direction et/ou le conseil d'administration de bpost;
 - vu le fait que le ministre de l'Économie, M. Dermagne, a par contre déclaré en commission de l'Économie du 26 avril 2023 à la Chambre, disposer du rapport final de la revue de conformité interne de bpost en ce qui concerne le volet relatif à la concession de distribution de journaux;
 - étant donné que tous les contribuables de ce pays mais également les nombreux travailleurs de bpost, les clients de bpost, ses concurrents et ses actionnaires extérieurs sont en droit d'attendre une transparence complète concernant les flux financiers de l'État vers bpost;
 - considérant que l'État belge est actionnaire majoritaire de la société cotée en bourse bpost SA, mais est également maître d'ouvrage (client) et superviseur;
 - vu les nombreux dossiers douteux dans lesquels bpost a été mise en cause ces dernières années tels que la communication défaillante de l'ancien CEO, M. Van Avermaet, concernant les poursuites judiciaires relatives à des ententes sur les prix illicites au sein d'une entreprise précédente, la vente des librairies Ubiway à une société de paris, le dossier des ententes sur les prix dans le cadre de la concession de distribution de journaux, et, à présent, les bénéfices exubérants engrangés dans le cadre d'autres marchés publics;
 - considérant que l'État et, par conséquent, les entreprises publiques autonomes se doivent de montrer l'exemple en matière de respect des obligations légales et conventionnelles;
- demande au gouvernement
- de communiquer les constatations issues de la revue de conformité aux députés, ou, au moins, de leur fournir des explications à huis clos à ce sujet en commission, afin de permettre au pouvoir législatif d'exercer sa fonction de contrôle;
 - d'associer entièrement la Chambre des représentants à l'audit révisoral externe concernant l'ensemble des marchés publics de bpost décidé par le gouvernement le 26 avril 2023, en permettant à la commission de la Chambre compétente, préalablement à cet audit, de contribuer à décrire la mission précise ainsi qu'en fournissant ensuite régulièrement des rapports intermédiaires à la commission de la Chambre compétente afin que ses membres puissent poser des questions d'audit supplémentaires;
 - de demander à la Commission européenne de lancer une enquête relative au non-respect des règles en matière d'aides d'État;
 - de charger la FSMA d'effectuer une enquête relative à la fuite du rapport final de la revue de conformité de bpost concernant le volet relatif à la concession de distribution des journaux."

Een tweede motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Maria Vindevoghel en luidt als volgt:

"De Kamer,

gehoord de interpellaties van de heren Michael Freilich en Josy Arens en de dames Maria Vindevoghel en Nathalie Dewulf

en het antwoord van de vice-eersteminister en minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post,

- overwegende het feit dat bpost een overheidsbedrijf is;
- overwegende het grote maatschappelijke belang van bpost;
- overwegende het grote aantal betrokken werknemers bij bpost;

- overwegende het grote economische belang van bpost;
- overwegende de rechten van de consument;
- overwegende de belofte tot transparantie van de regering;
- overwegende de collusie tussen bpost en private bedrijven;

vraagt de regering

- om zich uit te spreken tegen het bonusbeleid voor het topmanagement van bpost op de volgende aandeelhoudersvergadering;
- om een regeringscommissaris aan te stellen binnen bpost;
- om de tewerkstelling binnen bpost te garanderen;
- om rechtstreeks in dialoog te gaan met de sociale partners over de toekomst van bpost."

Une deuxième motion de recommandation a été déposée par Mme Maria Vindevoghel et est libellée comme suit:

"La Chambre,

ayant entendu les interpellations de MM. Michael Freilich et Josy Arens et Mmes Maria Vindevoghel et Nathalie Dewulf

et la réponse de la vice-première ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste,

- eu égard au fait que bpost est une entreprise publique;
- considérant le rôle social majeur que joue bpost;
- considérant le grand nombre de travailleurs concernés;
- considérant le rôle économique important de bpost;
- considérant les droits des consommateurs;
- considérant l'engagement de transparence pris par le gouvernement;
- considérant la collusion entre bpost et des entreprises privées;

demande au gouvernement

- de se prononcer, lors de la prochaine assemblée des actionnaires, contre la politique de bonus pour les cadres supérieurs de bpost;
- de désigner un commissaire du gouvernement auprès de bpost;
- de garantir l'emploi au sein de bpost;
- d'engager un dialogue direct avec les partenaires sociaux sur l'avenir de bpost."

Een derde motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Nathalie Dewulf en luidt als volgt:

"De Kamer,

gehoord de interpellaties van de heren Michael Freilich en Josy Arens en de dames Maria Vindevoghel en Nathalie Dewulf

en het antwoord van de vice-eersteminister en minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post,

- gelet op de illegale prijsafspraken waaraan bpost zich schuldig maakt;
- gelet op het feit dat bpost verdacht wordt van schriftvervalsing;
- gelet op het feit dat bpost meerdere inbreuken op de gunningsprocedure heeft gepleegd;
- overwegende dat het hier niet gaat om een eenmalig feit;

vraagt de regering

- onmiddellijk werk te maken om alle huidige overeenkomsten waarin bpost contracterende partij is ten gronde op eventuele malversaties te laten doorlichten;
- zich burgerlijke partij te stellen indien bepaalde strafrechtelijke misdrijven worden vastgesteld;
- de nodige aanpassingen door te voeren aan de wet op de concessieovereenkomsten, alsook aan de wet op de overheidsopdrachten, teneinde inbreuken op deze wetten beter en gericht aan te pakken."

Une troisième motion de recommandation a été déposée par Mme Nathalie Dewulf et est libellée comme suit:

"La Chambre,

ayant entendu les interpellations de MM. Michael Freilich et Josy Arens et Mmes Maria Vindevoghel et Nathalie Dewulf

et la réponse de la vice-première ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste,

- eu égard aux ententes illégales sur les prix dont bpost se rend coupable;
- eu égard au fait que bpost est soupçonnée de faux en écriture;
- eu égard au fait que bpost a commis plusieurs infractions à la procédure d'attribution;

- considérant qu'il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'un fait isolé; demande au gouvernement
- de s'atteler sans délai à un examen approfondi de l'ensemble des contrats auxquels bpost est actuellement partie contractante, afin de détecter d'éventuelles malversations;
- de se porter partie civile si certaines infractions pénales étaient constatées;
- d'apporter les modifications nécessaires à la loi relative aux contrats de concession ainsi qu'à la loi relative aux marchés publics afin d'améliorer et de mieux cibler la lutte contre les infractions à ces lois."

Een eenvoudige motie werd ingediend door de dames Maggie De Block en Melissa Depraetere en de heren Servais Verherstraeten, Jean-Marc Delizée, Philippe Goffin, Wouter De Vriendt en Gilles Vanden Burre. Une motion pure et simple a été déposée par Mmes Maggie De Block et Melissa Depraetere et MM. Servais Verherstraeten, Jean-Marc Delizée, Philippe Goffin, Wouter De Vriendt et Gilles Vanden Burre.

17.10 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Mevrouw de voorzitter, wij hebben inderdaad een eenvoudige motie ingediend, ondertekend door alle meerderheidsfracties. Het zijn al die meerderheidsfracties die de urgente behandeling vragen.

De **voorzitter**: Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.
Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

18 Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité – Second membre suppléant francophone – Appel à candidats

18 Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten – Franstalig tweede plaatsvervangend lid – Oproep tot kandidaten

Conformément à la décision de la séance plénière du 2 mars 2023, un appel à candidats a été publié au *Moniteur belge* du 8 mars 2023 pour les mandats de membre francophone et de premier et second membres suppléants francophones pour le Comité R.

Overeenkomstig de beslissing van de plenaire vergadering van 2 maart 2023 werd een oproep tot kandidaten voor de mandaten van Franstalig lid en van Franstalig eerste en tweede plaatsvervangend lid voor het Comité I in het *Belgisch Staatsblad* van 8 maart 2023 bekendgemaakt.

Les candidatures pour les mandats de membre et de premier membre suppléant francophones ont été introduites en nombre suffisant.

Er werden voldoende kandidaturen ingediend voor de mandaten van Franstalig lid en van Franstalig eerste plaatsvervangend lid.

Aucune candidature n'a été introduite pour le mandat de second membre suppléant francophone.
Er werden geen kandidaturen ingediend voor het mandaat van Franstalig tweede plaatsvervangend lid.

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 19 avril 2023, je vous propose de publier au *Moniteur belge* un nouvel appel à candidats pour le mandat de second membre suppléant francophone du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité.

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 19 april 2023 stel ik u voor een nieuwe oproep tot kandidaten in het *Belgisch Staatsblad* bekend te maken voor het mandaat van Franstalig tweede plaatsvervangend lid van het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten.

Pas d'observation? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus zal geschieden.

19 Renvoi de propositions à une autre commission
19 Verzending van voorstellen naar een andere commissie

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 26 avril 2023, je vous propose de renvoyer la proposition de loi suivante à la commission de la Justice:

- la proposition de loi (Mmes Yngvild Ingels et Sigrid Goethals, M. Koen Metsu, Mmes Sophie De Wit, Mieke Claes, Kathleen Depoorter et Darya Safai et MM. Theo Francken, Michael Freilich et Björn Anseeuw) modifiant le Code de procédure pénale en ce qui concerne une anonymisation plus stricte de l'identité des fonctionnaires de police, n° 3071/1.

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 26 april 2023 stel ik u voor het volgende wetsvoorstel te verzenden naar de commissie voor Justitie:

- het wetsvoorstel (de dames Yngvild Ingels en Sigrid Goethals, de heer Koen Metsu, de dames Sophie De Wit, Mieke Claes, Kathleen Depoorter en Darya Safai en de heren Theo Francken, Michael Freilich en Björn Anseeuw) tot wijziging van het Wetboek van strafvordering voor wat de striktere anonimisering van de identiteit van politiebeambten betreft, nr. 3071/1.

Cette proposition de loi avait été précédemment renvoyée à la commission de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Migration et des Matières administratives.

Dit wetsvoorstel werd eerder verzonden naar de commissie voor Binnenlandse Zaken, Veiligheid, Migratie en Bestuurszaken.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 26 avril 2023, je vous propose de renvoyer la proposition de loi suivante à la commission de la Justice:

- la proposition de loi (Mme Melissa Depraetere et M. Kris Verduyckt) modifiant le Code civil en ce qui concerne le délai de prescription applicable aux créances pour la fourniture d'eau, de gaz, d'électricité ou de services de communication électronique, n° 336/1.

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 26 april 2023 stel ik u voor het volgende wetsvoorstel te verzenden naar de commissie voor Justitie:

- het wetsvoorstel (mevrouw Melissa Depraetere en de heer Kris Verduyckt) tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat betreft de verjaringstermijn voor schuldvorderingen voor levering van water, gas, elektriciteit en elektronische communicatie, nr. 336/1.

Cette proposition de loi avait été précédemment renvoyée à la commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Agenda numérique.

Dit wetsvoorstel werd eerder verzonden naar de commissie voor Economie, Consumentenbescherming en Digitale Agenda.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

20 Demande d'urgence émanant du gouvernement

20 Urgentieverzoek van de regering

Le gouvernement a demandé l'urgence conformément à l'article 51 du Règlement lors du dépôt du projet de loi portant des modifications relatives aux règles de fonctionnement et aux options de fiabilité dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité visé au chapitre II*bis* de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, n° 3326/1.

De regering heeft de urgentieverklaring gevraagd met toepassing van artikel 51 van het Reglement, bij de indiening van het wetsontwerp houdende wijzigingen inzake de werkingsregels en de betrouwbaarheidsopties in het kader van het capaciteitsvergoedingsmechanisme zoals bedoeld in hoofdstuk II*bis* van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, nr. 3326/1.

Je passe la parole au gouvernement pour développer la demande d'urgence.

Ik geef het woord aan de regering om de vraag tot urgentieverklaring toe te lichten.

20.01 Karine Lalieux, ministre: Madame la présidente, le gouvernement demande l'urgence pour ce projet de loi car ces modifications sont nécessaires pour les règles de fonctionnement et les options de fiabilité du mécanisme de rémunération de capacité (CRM). Bien que prévoyant l'entrée en vigueur rétroactive de cette disposition modificative, il est envisagé que cette loi soit publiée avant la date limite d'adoption des règles de fonctionnement par la CREG, dans un souci de sécurité juridique. En outre, il convient de tenir compte du fait que la date limite de ce dossier de préqualification des détenteurs de capacité est le 15 juin.

Cette loi devra également entrer en vigueur le plus rapidement possible en ce qui concerne l'autorisation optionnelle engagée par le Roi de prévoir des dérogations à l'obligation de rembourser la différence positive entre le prix de référence et le prix d'exercice de la participation active à la demande.

La **présidente**: Je vous propose de nous prononcer sur cette demande.
Ik stel u voor om ons over deze vraag uit te spreken.

L'urgence est adoptée par assis et levé.
De urgentie wordt aangenomen bij zitten en opstaan.

21 Prise en considération de propositions

21 Inoverwegingneming van voorstellen

Vous avez pris connaissance dans l'ordre du jour qui vous a été distribué de la liste des propositions dont la prise en considération est demandée.

In de laatst rondgedeelde agenda komt een lijst van voorstellen voor waarvan de inoverwegingneming is gevraagd.

S'il n'y a pas d'observations à ce sujet, je considère la prise en considération de ces propositions comme acquise. Je renvoie les propositions aux commissions compétentes conformément au Règlement. (art. 75, n° 5, Rgt)

Indien er geen bezwaar is, beschouw ik de inoverwegingneming van deze voorstellen als aangenomen. Overeenkomstig het Reglement worden die voorstellen naar de bevoegde commissies verzonden. (art. 75, nr. 5, Rgt)

Pas d'observation? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus wordt besloten.

Naamstemmingen

Votes nominatifs

21.01 Peter De Roover (N-VA): Mevrouw de voorzitter, goede collega's, collega Verhaert is volop aan het herstellen. Tot het zover is, zal collega Roggeman zijn stemgedrag aanpassen.

22 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Sofie Merckx sur "Les pharma deals secrets" (n° 399)

22 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van mevrouw Sofie Merckx over "De geheime farmadeals" (nr. 399)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de la Santé et de l'Egalité des chances du 18 avril 2023.

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor Gezondheid en Gelijke Kansen van 18 april 2023.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 399/1):

- une motion de recommandation a été déposée par Mme Sofie Merckx;
- une motion pure et simple a été déposée par Mme Karin Jiroflée.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 399/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Sofie Merckx;
- een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Karin Jiroflée.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote?

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring?

22.01 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Eind maart stelde de heer Vandenbroucke zijn roadmap inzake de terugbetaling van geneesmiddelen voor. De verwachtingen waren hoog, want wij herinnerden ons natuurlijk allemaal nog het pillenplan van sp.a: er zou transparantie komen en het zou afgelopen zijn met de geheime farmadeals, de zogenaamde Maggiedeals.

Het moet gezegd, terwijl in 2014 het budget voor geheime geneesmiddelen nog 5 % van ons geneesmiddelenbudget was, is het vandaag 35 %. 35 % van de geneesmiddelen die terugbetaald worden in ons land, vallen dus onder een geheim contract en niemand weet, buiten de minister en Big Pharma, hoeveel ervoor betaald moet worden. Wat een uitzonderingsregel moest zijn, is een volledig systeem geworden dat helemaal uit de hand is gelopen.

En toen kwam de roadmap. Het eerste wat ons eraan opviel, was met wie die afgeklopt was. Men zou denken dat men die tot stand zou hebben gebracht in overleg met de patiëntenorganisaties en de ziekenfondsen. Maar neen, de roadmap werd afgeklopt met Big Pharma zelf.

Zullen wij nu transparantie krijgen? Neen. Wij zullen wel het deel van het contract kunnen inkijken waarin de prijs niet staat. Daar zijn wij natuurlijk niet veel verder mee.

Wij hadden dat wel kunnen vermoeden. De heer Vandenbroucke heeft immers zelf in 2021 niet minder dan 30 geheime contracten ondertekend en in 2022 36. Het aantal geheime contracten bedraagt vandaag 115.

Terwijl het moest gaan over onzekere medicijnen, zijn er vandaag veel contracten over medicijnen waarvoor wel zekerheid is en waarvoor de concurrenten reeds op de markt zijn. Een voorbeeld daarvan is het medicijn Kaftrio tegen mucoviscidose. Is daar onzekerheid over? Neen. Want er waren al twee voorlopers. Kennen wij er de prijs niet van? Wij kennen de prijs wel. Uit onderzoek blijkt dat een en ander 5.700 dollar per jaar kost. En toch sloot Frank Vandenbroucke een geheim contract erover.

In de roadmap zit een aantal gevaarlijke addertjes onder het gras. De roadmap stelt bijvoorbeeld voor om ook voor me-toogeneesmiddelen, concurrenten dus, het sluiten van geheime contracten mogelijk te maken, en tot wanneer het patent is afgelopen.

In plaats van de uitzonderingen, die de regel geworden zijn, aan banden te leggen, zal de deal er eigenlijk voor zorgen dat de contracten gebetonneerd worden in de wet.

Dat is volgens ons een democratisch probleem.

Daarom heb ik een motie van aanbeveling ingediend, want de tekst is slechts een ontwerp tekst, waarover nog niet werd gestemd. We kunnen die nog tegenhouden.

In de motie wordt gevraagd om het sluiten van contracten te beperken tot echt innovatieve medicatie waarover nog onzekerheid bestaat, zoals vandaag in de wet staat, geen nieuwe contracten te sluiten voor me-toogeneesmiddelen en geheime contracten niet te laten duren tot de exclusiviteit op het middel afloopt. Ik hoop daarvoor steun te krijgen.

La **présidente**: Début du vote / Begin van de stemming.

Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote? / Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken?
Fin du vote / Einde van de stemming.
Résultat du vote / Uitslag van de stemming.

(Stemming/vote 1)		
Ja	98	Oui
Nee	31	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	129	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.
De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

23 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Ellen Samyn sur "L'arriéré chez Fedris" (n° 389)

23 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van mevrouw Ellen Samyn over "De achterstand bij Fedris" (nr. 389)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission des Affaires sociales, de l'Emploi et des Pensions du 19 avril 2023.

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor Sociale Zaken, Werk en Pensioenen van 19 april 2023.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 389/1):

- une motion de recommandation a été déposée par Mme Ellen Samyn;
- une motion pure et simple a été déposée par Mme Anja Vanrobaeys.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 389/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Ellen Samyn;
- een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Anja Vanrobaeys.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote?

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring?

23.01 Ellen Samyn (VB): Collega's, vorige week interpelleerde ik minister Vandenbroucke over de oplopende vertraging bij Fedris, het Federaal agentschap voor beroepsrisico's. Al maandenlang kampt Fedris met een enorme achterstand in de behandeling van SWT-dossiers, het vroegere brugpensioenen. Het gaat specifiek over dossiers voor de erkenning van ernstige lichamelijke letsels.

Het is niet te verantwoorden dat voor het verwerken van bepaalde aanvragen de wachttijd oploopt tot meer dan negen maanden en dat dat in feite geen uitzondering is. Zelfs wanneer een dossier perfect in orde is, moet men soms maandenlang geduld oefenen en dat betekent voor sommige mensen maandenlang rondkomen met 40 % van hun laatste loon. Veel mensen hebben vaak onvoldoende spaargeld om zulke lange periodes te overbruggen. Voor het Vlaams Belang is deze situatie onhoudbaar en hoogst asociaal. Voor mijn fractie moet deze onrechtvaardigheid zo snel mogelijk worden rechtgezet.

Ook de werkdruk bij Fedris is onhoudbaar. Het risico bestaat dat personeelsleden uitvallen en dat de werkdruk bijgevolg nog hoger zal liggen, wat voor nog meer achterstand zal zorgen. De stijging van het aantal dossiers is onder andere te wijten aan het tekort aan controleartsen. Net zoals zoveel zorgoverheidsinstellingen heeft ook Fedris moeite om artsen aan te werven. Minister Vandenbroucke verklaarde recent nog in de commissie voor Sociale Zaken dat we echt een probleem hebben wat betreft het aanwerven van het benodigde aantal artsen-inspecteurs om de Fedris-dossiers te onderzoeken. Dat is weinig geruststellend.

Ook de vrij omslachtige procedure voor het voorleggen van bepaalde dossiers aan het medisch-technisch comité van Fedris zorgt voor achterstand. Mijn fractie diende dus een motie in, waarin wij onder andere vragen om extra personeel te voorzien voor Fedris om op die manier de hoge werkdruk te verlagen.

Verder vragen we om maatregelen te nemen om op korte termijn de achterstand zo spoedig mogelijk te laten wegwerken, om het medisch-technisch comité van Fedris meer dan viermaal per jaar te laten samenkomen door een al dan niet tijdelijke procedure van hoogdringendheid in te voeren en te laten beslissen bij meerderheid in plaats van unanimiteit, om zo de duur van de behandeling van de aanvragen te beperken. We vragen tevens om dringend de extra artsen aan te werven die nodig zijn om de dossiers in de eindfase te onderzoeken. Ten slotte vragen we ook om dringend extra maatregelen te nemen voor personen die gedurende maanden in afwachting van een beslissing terugvallen op 40 % van hun laatste loon. Ik hoop van harte op uw aller steun.

La **présidente**: Début du vote / Begin van de stemming.

Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote? / Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken?

Fin du vote / Einde van de stemming.

Résultat du vote / Uitslag van de stemming.

(Stemming/vote 2)		
Ja	83	Oui
Nee	48	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	131	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

24 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Kurt Ravyts sur "La compétence fédérale de contrôle des flux de bois en Belgique" (n° 395)

24 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Kurt Ravyts over "De federale bevoegdheid inzake de controle op de houtstromen in België" (nr. 395)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de l'Énergie, de l'Environnement et du Climat du 25 avril 2023.

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor Energie, Leefmilieu en Klimaat van 25 april 2023.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 395/1):

- une motion de recommandation a été déposée par M. Kurt Ravyts;
- une motion pure et simple a été déposée par Mme Séverine de Laveleye.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 395/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Kurt Ravyts;
- een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Séverine de Laveleye.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote?

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring?

24.01 Kurt Ravyts (VB): Enkele weken geleden bleek uit internationaal onderzoek dat dit land niet meer of minder fungeert dan draaischijf voor handel in illegaal gekapt tropisch hout. De Belgische import uit hoogrisicolanden voor illegaal gekapt hout is de afgelopen 10 jaar zelfs meer dan verdubbeld.

Het is overduidelijk dat de controles momenteel ondermaats zijn. De overheid slaagt er onvoldoende in illegaal hout te bewijzen of in beslag te nemen. Bovendien is in België de afgelopen 10 jaar geen enkele houtimporteur strafrechtelijk veroordeeld of vervolgd. Hoeft dat te verwonderen wanneer we weten dat op het terrein slechts twee inspecteurs worden ingezet voor de controle van 4.500 actieve houtimporteurs? De minister gaf in de commissie de jarenlange structurele onderfinanciering van de Federale Milieu-Inspectie volmondig toe. Ze erkende ook de realiteit van de beschikbaarheid van slechts twee inspecteurs voor de naleving van de Europese houtverordening. Bij de recente begrotingscontrole zijn eindelijk wat extra middelen vrijgemaakt voor

de versterking van de Federale Milieu-Inspectie, maar voor ons blijft dit ruimschoots onvoldoende. We zullen nog moeten zien of de nieuwe Europese verordening rond ontbossing, waarvan over enkele weken de officiële publicatie wordt verwacht, een forse investering in milieu-inspectie zal teweegbrengen voor het begrotingsjaar 2024.

Het Vlaams Belang wil in ieder geval voldoende inspectiecapaciteit en veel meer samenwerking tussen inspectie, douane en parketten om illegaal gekapt hout op te sporen, te bewijzen en in beslag te nemen. Bovendien dient de sector nauwer te worden betrokken bij de bestrijding van de illegale houthandel door meer transparantie en de verantwoording van de herkomst van geïmporteerd hout.

Ik had de stellige indruk dat mijn interpellatie de nodige bijval genoot in de commissie. Ik meen dus te mogen verwachten dat een ruime meerderheid in de Kamer straks de motie van aanbeveling zal goedkeuren.

La **présidente**: Début du vote / Begin van de stemming.

Fin du vote / Einde van de stemming.

Résultat du vote / Uitslag van de stemming.

(Stemming/vote 3)		
Ja	83	Oui
Nee	48	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	131	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

25 **Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Theo Francken sur "La norme de 2 % fixée par l'OTAN" (n° 384)**

25 **Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Theo Francken over "De NAVO-norm van 2 %" (nr. 384)**

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de la Défense nationale du 26 avril 2023.

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor Landsverdediging van 26 april 2023.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 384/1):

- une motion de recommandation a été déposée par M. Theo Francken;
- une motion pure et simple a été déposée par M. Hugues Bayet.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 384/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Theo Francken;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de heer Hugues Bayet.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote?

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring?

25.01 **Theo Francken** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, collega's, ik zal het heel kort houden, want ik wil graag nog even naar de Nederlandse receptie ter gelegenheid van Oranjedag. (*Hilariteit*)

25.02 **Sander Loones** (N-VA): De Groot-Nederlandse gedachte!

25.03 **Theo Francken** (N-VA): Met onze motie vragen wij aan de regering om te investeren in defensie-uitgaven, zodat de 2 %-norm al behaald wordt tegen 2030 en niet pas tegen 2035.

La **présidente**: Début du vote / Begin van de stemming.

Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote? / Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken?
Fin du vote / Einde van de stemming.
Résultat du vote / Uitslag van de stemming.

(Stemming/vote 4)		
Ja	76	Oui
Nee	55	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	131	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.
De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

26 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Barbara Pas sur "Les contrats conclus par le SFP avec des entreprises faisant l'objet d'enquêtes judiciaires" (n° 403)
26 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van mevrouw Barbara Pas over "De contracten van de FPD met firma's waarnaar gerechtelijke onderzoeken lopen" (nr. 403)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission des Affaires sociales, de l'Emploi et des Pensions du 26 avril 2023.
Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor Sociale Zaken, Werk en Pensioenen van 26 april 2023.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 403/1):
- une motion de recommandation a été déposée par Mme Barbara Pas;
- une motion pure et simple a été déposée par Mme Chanelle Bonaventure.
Twee moties werden ingediend (MOT nr. 403/1):
- een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Barbara Pas;
- een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Chanelle Bonaventure.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.
Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote?
Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring?

26.01 Barbara Pas (VB): Mevrouw de voorzitter, collega's, het gaat hier om een schoonmaakbedrijf waarvan geweten is dat het zwaar onder de prijs werkte, waardoor het eigenlijk onmogelijk was dat de schoonmakers het afgesproken minimumloon voor de sector uitbetaald konden krijgen. Het gaat om een schoonmaakbedrijf waarvan vandaag geweten is dat het nog steeds personeel in het zwart tewerkstelt. Daarnaast voert het kunstmatige boekhoudkundige kunstgrepen door en heeft het schulden ten belope van bijna 2 miljoen euro, geld dat men voor doeleinden gebruikte die niets met het maatschappelijke doel van de firma te maken hebben. Dat is met andere woorden misbruik van ondernemingsvermogen. Het gaat om een schoonmaakfirma waarvan geweten is dat een van de bestuurders gekend is wegens drugsmokkel onder de dekmantel van de activiteiten van de schoonmaakfirma in Spanje en Marokko. Het gaat om een schoonmaakfirma waarvan zowel de arbeidsrechtbank als de rechtbank van eerste aanleg in Brussel een open dossier hebben, respectievelijk om een onderzoek te doen naar inbreuken op de sociale zekerheid en naar fiscale inbreuken.

Beste collega's, die schoonmaakfirma, zo blijkt uit een hele reeks schriftelijke vragen van mij, mag ongestoord bij heel wat overheidsdiensten gaan poetsen: bij de Pensioendienst, in gebouwen van Defensie, bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, in de lokalen van de FOD Financiën en zelfs in lokalen van de politie en in het gesloten centrum voor illegalen in Vottem.

Ik vind het heel cynisch dat een firma waartegen onderzoeken lopen naar fiscale en sociale inbreuken uitgerekend de kantoren van de FOD Financiën, de Pensioendienst en de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid mag gaan poetsen.

Iedereen die vindt dat de overheid een voorbeeldfunctie heeft, zal dan ook de motie van aanbeveling wel

steunen om de lijst van uitsluitingscriteria voor zulke aanbestedingen aan te vullen met de uitsluiting van ondernemingen waarnaar de arbeidsauditeur onderzoek doet.

Ik reken erop dat jullie de motie van aanbeveling steunen voor strengere controles op illegale tewerkstelling bij onderaannemingen van de overheidsinstanties. Dat lijkt mij de logica zelve.

La **présidente**: Début du vote / Begin van de stemming.

Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote? / Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken?

Fin du vote / Einde van de stemming.

Résultat du vote / Uitslag van de stemming.

(Stemming/vote 5)		
Ja	84	Oui
Nee	47	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	131	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.
De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

27 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Barbara Pas sur "Les contrats conclus par le SPF Finances avec des entreprises faisant l'objet d'enquêtes judiciaires" (n° 404)

27 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van mevrouw Barbara Pas over "De contracten van de FOD Financiën met firma's waarnaar gerechtelijke onderzoeken lopen" (nr. 404)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission des Finances et du Budget du 26 avril 2023.

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor Financiën en Begroting van 26 april 2023.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 404/1):

- une motion de recommandation a été déposée par Mme Barbara Pas;
- une motion pure et simple a été déposée par M. Wouter Beke.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 404/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Barbara Pas;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de heer Wouter Beke.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote?

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring?

27.01 Barbara Pas (VB): Ik heb uiteraard zowel de minister verantwoordelijk voor de Pensioendienst als de minister verantwoordelijk voor de diensten van Financiën, waar die schoonmaakfirma zo ijverig aan de slag is, daarover geïnterpelleerd. Blijkbaar vinden de collega's het niet nodig en willen zij allemaal overgaan tot de orde van de dag. Ik geef hun bij deze nog een herkansing om hun stemgedrag van daarnet goed te maken en de motie van aanbeveling te steunen.

La **présidente**: Début du vote / Begin van de stemming.

Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote? / Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken?

Fin du vote / Einde van de stemming.

Résultat du vote / Uitslag van de stemming.

<i>(Stemming/vote 6)</i>		
Ja	83	Oui
Nee	46	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	130	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.
De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

28 Motions déposées en conclusion des interpellations de

- M. Michael Freilich sur "La transparence en ce qui concerne les différents marchés publics de bpost" (n° 407)
- M. Josy Arens sur "La transparence concernant la situation au sein de bpost" (n° 408)
- Mme Maria Vindevoghel sur "Les défauts de gestion chez bpost et les marchés publics peu transparents" (n° 409)
- Mme Nathalie Dewulf sur "L'attribution de marchés publics et de contrats de concession à bpost" (n° 410)

28 Moties ingediend tot besluit van de interpellaties van

- de heer Michael Freilich over "De transparantie omtrent de diverse overheidsopdrachten van bpost" (nr. 407)
- de heer Josy Arens over "De transparantie betreffende de situatie bij bpost" (nr. 408)
- mevrouw Maria Vindevoghel over "Het wanbeheer bij bpost en het gebrek aan transparantie bij overheidsopdrachten" (nr. 409)
- mevrouw Nathalie Dewulf over "Het gunnen van overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten aan bpost" (nr. 410)

Ces interpellations ont été développées en séance plénière de ce jour.
Deze interpellaties werden gehouden in de plenaire vergadering van heden.

Quatre motions ont été déposées (MOT n° 407/1):

- une première motion de recommandation a été déposée par M. Michael Freilich;
- une deuxième motion de recommandation a été déposée par Mme Maria Vindevoghel;
- une troisième motion de recommandation a été déposée par Mme Nathalie Dewulf;
- une motion pure et simple a été déposée par Mmes Maggie De Block et Melissa Depraetere et MM. Servais Verherstraeten, Jean-Marc Delizée, Philippe Goffin, Wouter De Vriendt et Gilles Vanden Burre.

Vier moties werden ingediend (MOT nr. 407/1):

- een eerste motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Michael Freilich;
- een tweede motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Maria Vindevoghel;
- een derde motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Nathalie Dewulf;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de dames Maggie De Block en Melissa Depraetere en de heren Servais Verherstraeten, Jean-Marc Delizée, Philippe Goffin, Wouter De Vriendt en Gilles Vanden Burre.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.
Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? (*Non*)

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (*Nee*)

Début du vote / Begin van de stemming.

Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote? / Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken?

Fin du vote / Einde van de stemming.

Résultat du vote / Uitslag van de stemming.

<i>(Stemming/vote 7)</i>		
Ja	77	Oui
Nee	54	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	132	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, les motions de recommandation sont caduques.
De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervallen de moties van aanbeveling.

29 Amendements et article réservés du projet de loi modifiant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 (3220/1-11)

29 Aangehouden amendementen en artikel van het wetsontwerp tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 (3220/1-11)

Vote sur l'amendement n° 25 de Nabil Boukili tendant à supprimer l'article 23. **(3220/11)**

Stemming over amendement nr. 25 van Nabil Boukili tot weglating van artikel 23. **(3220/11)**

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 8)</i>		
Ja	33	Oui
Nee	96	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	129	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

(Mme Sophie Wilmès et MM. Benoît Piedboeuf, Daniel Bacquelaine et Egbert Lachaert ont voté comme leurs groupes.)

Vote sur l'amendement n° 26 de Vanessa Matz cs à l'article 23. **(3220/11)**

Stemming over amendement nr. 26 van Vanessa Matz cs op artikel 23. **(3220/11)**

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 9)</i>		
Ja	40	Oui
Nee	75	Non
Onthoudingen	16	Abstentions
Totaal	131	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 23 aangenomen.

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 23 est adopté.

30 Ensemble du projet de loi modifiant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 (3220/10)

30 Geheel van het wetsontwerp tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 (3220/10)

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? *(Non)*

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? *(Nee)*

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 10)</i>		
Ja	77	Oui
Nee	10	Non
Onthoudingen	45	Abstentions
Totaal	132	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat. **(3220/12)**

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden. **(3220/12)**

Raison d'abstention? *(Non)*

Reden van onthouding? *(Nee)*

31 **Projet de loi relatif au Registre central des interdictions de gérer (3218/5)**

31 **Wetsontwerp betreffende het Centraal register van bestuursverboden (3218/5)**

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? *(Non)*

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? *(Nee)*

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 11)</i>		
Ja	132	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	132	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale. **(3218/6)**

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd. **(3218/6)**

32 **Wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht en van het Gerechtelijk Wetboek, onder meer ingevolge de omzetting van Richtlijn (EU) 2019/2121 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 tot wijziging van Richtlijn (EU) 2017/1132 met betrekking tot grensoverschrijdende omzettingen, fusies en splitsingen (3219/4)**

32 **Projet de loi modifiant le Code des sociétés et des associations, la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé et le Code judiciaire, notamment à la suite de la transposition de la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières (3219/4)**

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? *(Non)*

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? *(Nee)*

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 12)</i>		
Ja	107	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	25	Abstentions
Totaal	132	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd. **(3219/5)**

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale. **(3219/5)**

Reden van onthouding? *(Nee)*

Raison d'abstention? *(Non)*

33 Aangehouden amendementen en artikelen van het wetsontwerp houdende invoeging van boek XIX "Schulden van de consument" in het Wetboek van economisch recht (3132/1-8)

33 Amendements et articles réservés du projet de loi portant insertion du livre XIX "Dettes du consommateur" dans le Code de droit économique (3132/1-8)

Stemming over amendement nr. 9 van Anneleen Van Bossuyt cs op artikel 3. **(3132/8)**

Vote sur l'amendement n° 9 de Anneleen Van Bossuyt cs à l'article 3. **(3132/8)**

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 13)</i>		
Ja	39	Oui
Nee	92	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	132	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 3 aangenomen.

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 3 est adopté.

Stemming over amendement nr. 10 van Anneleen Van Bossuyt cs op artikel 4. **(3132/8)**

Vote sur l'amendement n° 10 de Anneleen Van Bossuyt cs à l'article 4. **(3132/8)**

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? *(Oui)*

(Stemming/vote 13)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Stemming over amendement nr. 11 van Anneleen Van Bossuyt cs op artikel 4. **(3132/8)**

Vote sur l'amendement n° 11 de Anneleen Van Bossuyt cs à l'article 4. **(3132/8)**

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 14)</i>		
Ja	22	Oui
Nee	92	Non
Onthoudingen	18	Abstentions
Totaal	132	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen.
En conséquence, l'amendement est rejeté.

Stemming over amendement nr. 12 van Anneleen Van Bossuyt cs op artikel 4. **(3132/8)**
Vote sur l'amendement n° 12 de Anneleen Van Bossuyt cs à l'article 4. **(3132/8)**

Begin van de stemming / Début du vote.
Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 15)</i>		
Ja	38	Oui
Nee	86	Non
Onthoudingen	6	Abstentions
Totaal	130	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 4 aangenomen.
En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 4 est adopté.

Stemming over amendement nr. 13 van Anneleen Van Bossuyt cs op artikel 15. **(3132/8)**
Vote sur l'amendement n° 13 de Anneleen Van Bossuyt cs à l'article 15. **(3132/8)**

Begin van de stemming / Début du vote.
Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 16)</i>		
Ja	25	Oui
Nee	89	Non
Onthoudingen	16	Abstentions
Totaal	130	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 15 aangenomen.
En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 15 est adopté.

34 Geheel van het wetsontwerp houdende invoeging van boek XIX "Schulden van de consument" in het Wetboek van economisch recht **(3132/7)**

34 Ensemble du projet de loi portant insertion du livre XIX "Dettes du consommateur" dans le Code de droit économique **(3132/7)**

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? (*Non*)
Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (*Nee*)

Begin van de stemming / Début du vote.
Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

<i>(Stemming/vote 17)</i>		
Ja	103	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	22	Abstentions
Totaal	125	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd. **(3132/9)**

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale. **(3132/9)**

Reden van onthouding? *(Nee)*

Raison d'abstention? *(Non)*

35 Adoption de l'ordre du jour

35 Goedkeuring van de agenda

Nous devons procéder à l'approbation de l'ordre du jour de la séance du 11 mai 2023.

Wij moeten overgaan tot de goedkeuring van de agenda voor de vergadering van 11 mei 2023.

Y a-t-il une observation à ce sujet? *(Non)*

Zijn er dienaangaande opmerkingen? *(Nee)*

En conséquence, l'ordre du jour est adopté.

Bijgevolg is de agenda aangenomen.

La séance est levée. Prochaine séance le jeudi 11 mai 2023 à 14 h 15.

De vergadering wordt gesloten. Volgende vergadering donderdag 11 mei 2023 om 14.15 uur.

La séance est levée à 19 h 25.

De vergadering wordt gesloten om 19.25 uur.

L'annexe est reprise dans une brochure séparée, portant le numéro CRIV 55 PLEN 241 annexe.

De bijlage is opgenomen in een aparte brochure met nummer CRIV 55 PLEN 241 bijlage.

DETAIL DES VOTES NOMINATIFS**DETAIL VAN DE NAAMSTEMMINGEN**

Vote nominatif - Naamstemming: 001

Oui	098	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Aouasti Khalil, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bogaert Hendrik, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buysrogge Peter, Buyst Kim, Calvo Kristof, Chanson Julie, Claes Mieke, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Dedecker Jean-Marie, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, De Maegd Michel, Demon Franky, Depoorter Kathleen, Depraetere Melissa, De Roover Peter, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Farih Nawal, Flahaut André, Francken Theo, Freilich Michael, Gabriëls Katja, Gijbels Frieda, Goethals Sigrid, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Houtmeyers Katrien, Hugon Claire, Ingels Yngvild, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leroy Marie-Colline, Liekens Goedele, Loones Sander, Metsu Koen, Muylle Nathalie, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Patrick, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Roggeman Tomas, Safai Darya, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van Bossuyt Anneleen, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van der Donckt Wim, Van Hecke Stefaan, Vanpeborgh Gitta, Van Peel Valerie, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verduyckt Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Wollants Bert, Zanchetta Laurence

Non	031	Nee
-----	-----	-----

Arens Josy, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, Depoortere Ortwin, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, Dewulf Nathalie, Dillen Marijke, Fonck Catherine, Gilissen Erik, Hedeboom Raoul, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Pas Barbara, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Ravyts Kurt, Rohonyi Sophie, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van Grieken Tom, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Vindevoghel Maria, Warmoes Thierry

Abstentions	000	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vote nominatif - Naamstemming: 002

Oui	083	Ja
-----	-----	----

Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Bihet Mathieu, Bogaert Hendrik, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Chanson Julie, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Dallemagne Georges, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, De Maegd Michel, Demon Franky, Depraetere Melissa, De Smet François, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Farih Nawal, Flahaut André, Fonck Catherine, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leroy Marie-Colline, Liekens Goedele, Marghem Marie-Christine, Matz Vanessa, Muylle Nathalie, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Rohonyi Sophie, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja,

Verduyckt Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Non	048	Nee
-----	-----	-----

Anseeuw Björn, Boukili Nabil, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Daems Greet, D'Amico Roberto, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Francken Theo, Freilich Michael, Gijbels Frieda, Gilissen Erik, Goethals Sigrid, Hedebouw Raoul, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Loones Sander, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Pas Barbara, Ponthier Annick, Ravyts Kurt, Roggeman Tomas, Safai Darya, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Vindevoghel Maria, Warmoes Thierry, Wollants Bert

Abstentions	000	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vote nominatif - Naamstemming: 003

Oui	083	Ja
-----	-----	----

Aouasti Khalil, Arens Josy, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bogaert Hendrik, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Chanson Julie, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Dallemagne Georges, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, De Maegd Michel, Demon Franky, Depraetere Melissa, De Smet François, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Farih Nawal, Flahaut André, Fonck Catherine, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leroy Marie-Colline, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Matz Vanessa, Muylle Nathalie, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Rohonyi Sophie, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyckt Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Non	048	Nee
-----	-----	-----

Anseeuw Björn, Boukili Nabil, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Daems Greet, D'Amico Roberto, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Francken Theo, Freilich Michael, Gijbels Frieda, Gilissen Erik, Goethals Sigrid, Hedebouw Raoul, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Loones Sander, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Pas Barbara, Ponthier Annick, Ravyts Kurt, Roggeman Tomas, Safai Darya, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Vindevoghel Maria, Warmoes Thierry, Wollants Bert

Abstentions	000	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vote nominatif - Naamstemming: 004

Oui	076	Ja
-----	-----	----

Aouasti Khalil, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bogaert Hendrik, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Chanson Julie, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, De Maegd Michel, Demon Franky, Depraetere Melissa, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leroy Marie-Colline, Liekens Goedele, Marghem Marie-Christine, Muylle Nathalie, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Patrick, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyckt Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Non	055	Nee
-----	-----	-----

Anseeuw Björn, Arens Josy, Boukili Nabil, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Fonck Catherine, Francken Theo, Freilich Michael, Gijbels Frieda, Gilissen Erik, Goethals Sigrid, Hedebouw Raoul, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Loones Sander, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Pas Barbara, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Ravyts Kurt, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Safai Darya, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Vindevoghel Maria, Warmoes Thierry, Wollants Bert

Abstentions	000	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vote nominatif - Naamstemming: 005

Oui	084	Ja
-----	-----	----

Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bogaert Hendrik, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Chanson Julie, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Dallemagne Georges, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, De Maegd Michel, Demon Franky, Depraetere Melissa, De Smet François, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Farih Nawal, Flahaut André, Fonck Catherine, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leroy Marie-Colline, Liekens Goedele, Marghem Marie-Christine, Matz Vanessa, Muylle Nathalie, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Rohonyi Sophie, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyckt Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Non	047	Nee
-----	-----	-----

Anseeuw Björn, Boukili Nabil, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Daems Greet, D'Amico Roberto, Dedecker Jean-Marie, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Francken Theo, Freilich Michael, Gijbels Frieda, Gilissen Erik, Goethals Sigrid, Hedebouw Raoul, Houtmeyers Katrien,

Ingels Yngvild, Loones Sander, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Pas Barbara, Ponthier Annick, Ravyts Kurt, Roggeman Tomas, Safai Darya, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Vindevoghel Maria, Warmoes Thierry, Wollants Bert

Abstentions	000	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vote nominatif - Naamstemming: 006

Oui	083	Ja
-----	-----	----

Aouasti Khalil, Arens Josy, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bogaert Hendrik, Bomblet Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Chanson Julie, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Dallemagne Georges, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, De Maegd Michel, Demon Franky, Depraetere Melissa, De Smet François, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Farih Nawal, Flahaut André, Fonck Catherine, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leroy Marie-Colline, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Matz Vanessa, Muylle Nathalie, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Rohonyi Sophie, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Non	046	Nee
-----	-----	-----

Anseeuw Björn, Boukili Nabil, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Daems Greet, D'Amico Roberto, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Francken Theo, Freilich Michael, Gijbels Frieda, Gilissen Erik, Goethals Sigrid, Hedeboom Raoul, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Loones Sander, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Pas Barbara, Ponthier Annick, Ravyts Kurt, Safai Darya, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Vindevoghel Maria, Warmoes Thierry, Wollants Bert

Abstentions	001	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Roggeman Tomas

Vote nominatif - Naamstemming: 007

Oui	077	Ja
-----	-----	----

Aouasti Khalil, Bacquellaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bogaert Hendrik, Bomblet Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Chanson Julie, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, De Maegd Michel, Demon Franky, Depraetere Melissa, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa,

Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leroy Marie-Colline, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Muylle Nathalie, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Patrick, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Non	054	Nee
-----	-----	-----

Anseeuw Björn, Arens Josy, Boukili Nabil, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, Dedeker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Fonck Catherine, Francken Theo, Freilich Michael, Gijbels Frieda, Gilissen Erik, Goethals Sigrid, Hedebouw Raoul, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Loones Sander, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Pas Barbara, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Ravyts Kurt, Rohonyi Sophie, Safai Darya, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donck Wim, Van Grieken Tom, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Vindevoghel Maria, Warmoes Thierry, Wollants Bert

Abstentions	001	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Roggeman Tomas

Vote nominatif - Naamstemming: 008

Oui	033	Ja
-----	-----	----

Arens Josy, Boukili Nabil, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, Depoortere Ortwin, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, Dewulf Nathalie, Dillen Marijke, Fonck Catherine, Gilissen Erik, Hedebouw Raoul, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Pas Barbara, Piedboeuf Benoît, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Ravyts Kurt, Rohonyi Sophie, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van Grieken Tom, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Vindevoghel Maria, Warmoes Thierry

Non	096	Nee
-----	-----	-----

Anseeuw Björn, Aouasti Khalil, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bogaert Hendrik, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buysrogge Peter, Buyst Kim, Calvo Kristof, Chanson Julie, Claes Mieke, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Dedeker Jean-Marie, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, De Maegd Michel, Demon Franky, Depoorter Kathleen, Depoortere Melissa, De Roover Peter, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Farih Nawal, Flahaut André, Francken Theo, Freilich Michael, Gabriëls Katja, Geens Koen, Gijbels Frieda, Goethals Sigrid, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Houtmeyers Katrien, Hugon Claire, Ingels Yngvild, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leroy Marie-Colline, Liekens Goedeke, Loones Sander, Marghem Marie-Christine, Metsu Koen, Muylle Nathalie, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Patrick, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Roggeman Tomas, Safai Darya, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van Bossuyt Anneleen, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van der Donck Wim, Van Hecke Stefaan, Vanpeborgh Gitta, Van Peel Valerie, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wollants Bert, Zanchetta Laurence

Abstentions	000	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vote nominatif - Naamstemming: 009

Oui	040	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Arens Josy, Boukili Nabil, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, De Roover Peter, De Smet François, De Vuyst Steven, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Fonck Catherine, Francken Theo, Freilich Michael, Gijbels Frieda, Goethals Sigrid, Hedebouw Raoul, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Loones Sander, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Prévot Maxime, Rohonyi Sophie, Safai Darya, Tillieux Eliane, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Hees Marco, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vindevoghel Maria, Warmoes Thierry, Wollants Bert

Non	075	Nee
-----	-----	-----

Aouasti Khalil, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bogaert Hendrik, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Chanson Julie, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, De Maegd Michel, Demon Franky, Depraetere Melissa, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lanjri Nahima, Leroy Marie-Colline, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Muylle Nathalie, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Patrick, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Abstentions	016	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Depoortere Ortwin, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, Dewulf Nathalie, Dillen Marijke, Gilissen Erik, Pas Barbara, Ponthier Annick, Ravyts Kurt, Roggeman Tomas, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van Grieken Tom, Van Lommel Reccino, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans

Vote nominatif - Naamstemming: 010

Oui	077	Ja
-----	-----	----

Aouasti Khalil, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bogaert Hendrik, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Chanson Julie, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, De Maegd Michel, Demon Franky, Depraetere Melissa, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leroy Marie-Colline, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Muylle Nathalie, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Patrick, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Vanpeborgh Gitta,

Vanrobaeys Anja, Verduyckt Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Non	010	Nee
-----	-----	-----

Boukili Nabil, Daems Greet, D'Amico Roberto, De Vuyst Steven, Hedebouw Raoul, Merckx Sofie, Mertens Peter, Van Hees Marco, Vindevoghel Maria, Warmoes Thierry

Abstentions	045	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Anseeuw Björn, Arens Josy, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Dallemagne Georges, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Fonck Catherine, Francken Theo, Freilich Michael, Gijbels Frieda, Gilissen Erik, Goethals Sigrid, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Loones Sander, Matz Vanessa, Metsu Koen, Pas Barbara, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Ravyts Kurt, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Safai Darya, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Wollants Bert

Vote nominatif - Naamstemming: 011

Oui	132	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquellaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bogaert Hendrik, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Boukili Nabil, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buysrogge Peter, Buyst Kim, Calvo Kristof, Chanson Julie, Claes Mieke, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Dedecker Jean-Marie, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, De Maegd Michel, Demon Franky, Depoorter Kathleen, Depoortere Ortwin, Depraetere Melissa, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Wouter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, Dewael Patrick, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Dillen Marijke, Farih Nawal, Flahaut André, Fonck Catherine, Francken Theo, Freilich Michael, Gabriëls Katja, Geens Koen, Gijbels Frieda, Gilissen Erik, Goethals Sigrid, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hedebouw Raoul, Hennuy Laurence, Houtmeyers Katrien, Hugon Claire, Ingels Yngvild, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leroy Marie-Colline, Liekens Goedeke, Loones Sander, Marghem Marie-Christine, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Metsu Koen, Muylle Nathalie, Pas Barbara, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Ravyts Kurt, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Safai Darya, Samyn Ellen, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Troosters Frank, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van Bossuyt Anneleen, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Hecke Stefaan, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Vanpeborgh Gitta, Van Peel Valerie, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verduyckt Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Vicaire Albert, Vindevoghel Maria, Warmoes Thierry, Wilmès Sophie, Wollants Bert, Zanchetta Laurence

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	000	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vote nominatif - Naamstemming: 012

Oui	107	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bogaert Hendrik, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buysrogge Peter, Buyst Kim, Calvo Kristof, Chanson Julie, Claes Mieke, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Dallemagne Georges, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Dedecker Jean-Marie, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, De Maegd Michel, Demon Franky, Depoorter Kathleen, Depraetere Melissa, De Roover Peter, De Smet François, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Farih Nawal, Flahaut André, Fonck Catherine, Francken Theo, Freilich Michael, Gabriëls Katja, Geens Koen, Gijbels Frieda, Goethals Sigrid, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hennuy Laurence, Houtmeyers Katrien, Hugon Claire, Ingels Yngvild, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leroy Marie-Colline, Liekens Goedeke, Loones Sander, Marghem Marie-Christine, Matz Vanessa, Metsu Koen, Muylle Nathalie, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Safai Darya, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van Bossuyt Anneleen, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van der Donckt Wim, Van Hecke Stefaan, Vanpeborgh Gitta, Van Peel Valerie, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Wilmès Sophie, Wollants Bert, Zanchetta Laurence

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	025	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Boukili Nabil, Daems Greet, D'Amico Roberto, Depoortere Ortwin, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, Dewulf Nathalie, Dillen Marijke, Gilissen Erik, Hedebouw Raoul, Merckx Sofie, Mertens Peter, Pas Barbara, Ponthier Annick, Ravyts Kurt, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van Grieken Tom, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Vindevoghel Maria, Warmoes Thierry

Vote nominatif - Naamstemming: 013

Oui	039	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Francken Theo, Freilich Michael, Gijbels Frieda, Gilissen Erik, Goethals Sigrid, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Loones Sander, Metsu Koen, Pas Barbara, Ponthier Annick, Ravyts Kurt, Rohonyi Sophie, Safai Darya, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Wollants Bert

Non	092	Nee
-----	-----	-----

Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bogaert Hendrik, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Boukili Nabil, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Chanson Julie, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, De Maegd Michel, Demon Franky, Depraetere Melissa, De Vriendt Wouter, De Vuyst Steven, Dewael Patrick, Dierick Leen, Farih Nawal, Flahaut André, Fonck Catherine, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hedebouw Raoul, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leroy Marie-Colline, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Muylle Nathalie, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont

Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Van Hees Marco, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyckt Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Vindevoghel Maria, Warmoes Thierry, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Abstentions	001	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Roggeman Tomas

Vote nominatif - Naamstemming: 014

Oui	022	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, De Roover Peter, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Francken Theo, Freilich Michael, Gijbels Frieda, Goethals Sigrid, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Loones Sander, Metsu Koen, Safai Darya, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Wollants Bert

Non	092	Nee
-----	-----	-----

Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bogaert Hendrik, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Boukili Nabil, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Chanson Julie, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, De Maegd Michel, Demon Franky, Depraetere Melissa, De Vriendt Wouter, De Vuyst Steven, Dewael Patrick, Dierick Leen, Farih Nawal, Flahaut André, Fonck Catherine, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hedebouw Raoul, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leroy Marie-Colline, Liekens Goedele, Marghem Marie-Christine, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Muylle Nathalie, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Van Hees Marco, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyckt Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Vindevoghel Maria, Warmoes Thierry, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Abstentions	018	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Depoortere Ortwin, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, Dewulf Nathalie, Dillen Marijke, Gilissen Erik, Pas Barbara, Ponthier Annick, Ravyts Kurt, Roggeman Tomas, Rohonyi Sophie, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van Grieken Tom, Van Lommel Reccino, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans

Vote nominatif - Naamstemming: 015

Oui	038	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, Depoortere Ortwin, De Roover Peter, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, De Wit Sophie, Dewulf Nathalie, D'Haese Christoph, Dillen Marijke, Francken Theo, Freilich Michael, Gijbels Frieda, Gilissen Erik, Goethals Sigrid, Houtmeyers Katrien, Loones Sander, Metsu Koen, Pas Barbara, Ponthier Annick, Ravyts Kurt, Rohonyi Sophie, Safai Darya, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van

Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Grieken Tom, Van Lommel Reccino, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Wollants Bert

Non	086	Nee
-----	-----	-----

Aouasti Khalil, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bogaert Hendrik, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Boukili Nabil, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Calvo Kristof, Chanson Julie, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Daems Greet, D'Amico Roberto, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, De Maegd Michel, Demon Franky, Depraetere Melissa, De Vriendt Wouter, De Vuyst Steven, Dewael Patrick, Dierick Leen, Farih Nawal, Flahaut André, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hedebouw Raoul, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leroy Marie-Colline, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Merckx Sofie, Mertens Peter, Muylle Nathalie, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Patrick, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Van Hees Marco, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyckt Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Vindevoghel Maria, Warmoes Thierry, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Abstentions	006	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Arens Josy, Dallemagne Georges, Fonck Catherine, Matz Vanessa, Prévot Maxime, Roggeman Tomas

Vote nominatif - Naamstemming: 016

Oui	025	Ja
-----	-----	----

Anseeuw Björn, Bogaert Hendrik, Buysrogge Peter, Claes Mieke, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, De Roover Peter, De Smet François, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Francken Theo, Freilich Michael, Gijbels Frieda, Goethals Sigrid, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Loones Sander, Metsu Koen, Rohonyi Sophie, Safai Darya, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Wollants Bert

Non	089	Nee
-----	-----	-----

Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Boukili Nabil, Briers Jan, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, De Maegd Michel, Demon Franky, Depraetere Melissa, De Vriendt Wouter, De Vuyst Steven, Dewael Patrick, Dierick Leen, Farih Nawal, Flahaut André, Fonck Catherine, Gabriëls Katja, Geens Koen, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hedebouw Raoul, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lanjri Nahima, Leoni Leslie, Leroy Marie-Colline, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Muylle Nathalie, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Pivin Philippe, Platteau Eva, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Hecke Stefaan, Van Hees Marco, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyckt Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vicaire Albert, Vindevoghel Maria, Warmoes Thierry, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Abstentions	016	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Depoortere Ortwin, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Joris, Dewulf Nathalie, Dillen Marijke, Gilissen Erik, Pas Barbara, Ponthier Annick, Ravyts Kurt, Roggeman Tomas, Samyn Ellen, Troosters Frank, Van Grieken Tom, Van Lommel Reccino, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans

Vote nominatif - Naamstemming: 017

Oui	103	Ja
-----	-----	----

Aouasti Khalil, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Bayet Hugues, Beke Wouter, Ben Achour Malik, Bihet Mathieu, Bogaert Hendrik, Bombled Christophe, Bonaventure Chanelle, Boukili Nabil, Burton Emmanuel, Buyst Kim, Chanson Julie, Cogolati Samuel, Cornet Cécile, Creemers Barbara, Daems Greet, Dallemagne Georges, D'Amico Roberto, De Block Maggie, De Caluwé Robby, Defossé Guillaume, De Jonge Tania, de Laveleye Séverine, Delizée Jean-Marc, De Maegd Michel, Demon Franky, Depoortere Ortwin, Depraetere Melissa, De Smet François, De Spiegeleer Pieter, De Vriendt Wouter, De Vriendt Joris, De Vuyst Steven, Dewael Patrick, Dewulf Nathalie, Dierick Leen, Dillen Marijke, Farih Nawal, Flahaut André, Fonck Catherine, Gabriëls Katja, Geens Koen, Gilissen Erik, Goffin Philippe, Hanus Mélissa, Hedebouw Raoul, Hennuy Laurence, Hugon Claire, Jiroflée Karin, Kir Emir, Kitir Meryame, Laaouej Ahmed, Lachaert Egbert, Lanjri Nahima, Liekens Goedeke, Marghem Marie-Christine, Matz Vanessa, Merckx Sofie, Mertens Peter, Muylle Nathalie, Pas Barbara, Piedboeuf Benoît, Pillen Jasper, Pisman Kathleen, Platteau Eva, Ponthier Annick, Prévot Maxime, Prévot Patrick, Ravyts Kurt, Reynaert Vicky, Rigot Hervé, Rohonyi Sophie, Scourneau Vincent, Segers Ben, Taquin Caroline, Thémont Sophie, Thiébaud Eric, Tillieux Eliane, Troosters Frank, Vajda Olivier, Vanbesien Dieter, Van den Bergh Jef, Vandenbroucke Joris, Vanden Burre Gilles, Vandenput Tim, Van Grieken Tom, Van Hecke Stefaan, Van Hees Marco, Van Lommel Reccino, Vanpeborgh Gitta, Vanrobaeys Anja, Verduyck Kris, Verhelst Kathleen, Verherstraeten Servais, Vermeersch Wouter, Verreyt Hans, Vicaire Albert, Vindevoghel Maria, Warmoes Thierry, Wilmès Sophie, Zanchetta Laurence

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	022	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Anseeuw Björn, Buysrogge Peter, Dedecker Jean-Marie, Depoorter Kathleen, De Roover Peter, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Francken Theo, Freilich Michael, Gijbels Frieda, Goethals Sigrid, Houtmeyers Katrien, Ingels Yngvild, Loones Sander, Metsu Koen, Roggeman Tomas, Safai Darya, Van Bossuyt Anneleen, Van der Donckt Wim, Van Peel Valerie, Van Vaerenbergh Kristien, Wollants Bert